

REPUBLIQUE DE GUINEE



Ministère du Budget

Avec l'assistance technique de la Ferdi

**RAPPORT
D'EVALUATION DES
DEPENSES FISCALES**

**ANNEE
2018**



SEPTEMBRE 2019

Table des matières

SYNTHESE	4
I. INTRODUCTION	6
II. DEFINITION ET IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES.....	8
A. Définition du système fiscal de référence (SFR).....	8
B. Les modifications intervenues dans le SFR pour 2018	9
1. Les modifications introduites par la Loi de Finances initiale 2018 concernant l'IS, l'impôt sur BIC/BNC, l'IMF et la RTS.	9
C. La perte de recettes définitive pour l'Etat comme critère d'identification d'une dépense fiscale.....	13
III. PRESENTATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'ANNEE 2018.....	15
A. Les changements intervenus dans la matrice des mesures dérogatoires de 2018 par rapport à 2017.....	15
B. Les mesures dérogatoires en 2018.....	15
C. Les dépenses fiscales identifiées pour l'année 2018	16
1. Dépenses fiscales selon le type d'impôt	16
2. Dépenses fiscales selon la source.....	16
3. Dépenses fiscales selon l'objectif.....	17
4. Dépenses fiscales selon les bénéficiaires	18
5. Dépenses fiscales selon le secteur d'activité	19
IV. EVALUATION DES DEPENSES FISCALES.....	20
A. Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales pour 2018 et perspectives d'amélioration	20
B. Eléments méthodologiques.....	24
C. Résultats de l'évaluation des DF pour l'année 2018	24
1. Synthèse des résultats par impôt.....	25
2. Synthèse des résultats par texte législatif.....	27
3. Détail des résultats par mesure	27
D. Evolution des dépenses fiscales entre 2016 et 2018	38
V. EFFET DISTRIBUTIONNEL DES EXONERATIONS DE TVA SUR LES BIENS DE CONSOMMATION FINALE.....	39
VI. CONCLUSION : L'EVALUATION 2018 ET LE RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA PERENNITE DE L'EXERCICE.....	46
VII. ANNEXES.....	49
A. Distribution des recettes fiscales dans quelques pays africains	49
B. Présentation des dépenses fiscales identifiées pour l'année 2018	50
1. L'Impôt sur le revenu (IR)	50

2.	L'Impôt sur les sociétés (IS)	53
3.	L'Impôt minimum forfaitaire (IMF)	64
4.	L'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)	70
5.	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	74
6.	Droit de douane (DD)	102
7.	Droit d'accises (DA)	126
C.	Liste des produits exonérés.....	127

Liste des tableaux

Tableau 1 : Structure des recettes fiscales en 2018.....	6
Tableau 2 : Système fiscal de référence pour l'année 2018.....	11
Tableau 3 : Nombre de mesures dérogatoires par source et par impôt.....	16
Tableau 4 : Nombre de dépenses fiscales par impôt	16
Tableau 5 : Nombre de dépenses fiscales par source	17
Tableau 6 : Nombre de dépenses fiscales par objectif.....	18
Tableau 7 : Nombre de dépenses fiscales par bénéficiaires	18
Tableau 8 : Nombre de dépenses fiscales par secteur d'activité	19
Tableau 9 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt	20
Tableau 10 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source	21
Tableau 11 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par objectif	22
Tableau 12 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires	23
Tableau 13 : Nombre des dépenses fiscales évaluées par secteur d'activité	24
Tableau 14 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par impôt (hors financement extérieur)	26
Tableau 15 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par régie et par impôt (yc Finex).....	26
Tableau 16 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés au financement extérieur.....	26
Tableau 17 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par texte législatif	27
Tableau 18 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière d'accises à l'importation et sur les échanges intérieurs page 31.....	29
Tableau 19 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière de DD.....	30
Tableau 20 : Liste des dépenses fiscales évaluées en matière de TVA à l'importation	33
Tableau 21 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés aux financements extérieurs	37
Tableau 22 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales en matière d'IS/IMF	37
Tableau 23 : Comparaison des dépenses fiscales – 2016, 2017 et 2018	38
Tableau 24 : Part de la contribution aux recettes par segment.....	41
Tableau 25 : Equité des exonérations : bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête	43

Liste des graphiques

Graphique 1 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt.....	21
Graphique 2 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source.....	22
Graphique 3 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires.....	23
Graphique 4 : Segments de consommation en Guinée.....	40
Graphique 5 : Part de la contribution aux recettes par segment.....	41
Graphique 6 : Bénéfices par tête du fait de la mise en place des exonérations – Par segment de consommation.....	42
Graphique 7 : Répartition par segment des bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête.....	43
Graphique 8 : Progressivité des principales exonérations par produit.....	45

ACRONYMES

BSD : Bureau de Stratégie et de Développement
CA : Chiffre d'affaires
CGI : Code général des impôts
CREDAF : Centre de Rencontre et d'Echanges des Dirigeants des Administrations Fiscales
DA : Droits d'accises
DD : Droits de douane
DF : Dépenses fiscales
DFI : Droits fiscaux à l'importation
SGE : Service des Grandes Entreprises
DGD : Direction Générale des Douanes
DNI : Direction Nationale des Impôts
DNB : Direction Nationale du Budget
IMF : Impôt minimum forfaitaire
IR : Impôt sur le revenu
IRCM : Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers
IS : Impôt sur les sociétés
LFI : Loi de Finance Initiale
NDF : Non dépense fiscale
NIF : Numéro d'immatriculation fiscale
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB : Produit intérieur brut
SFR : Système fiscal de référence
SH : Système harmonisé <i>de désignation et codification des marchandises</i>
SI : Système d'information
SYDONIA : Système douanier automatisé
TEC : Tarif extérieur commun
TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
UPF : Unité de Politique Fiscale

SYNTHESE

En application des dispositions de la Loi organique relative aux Lois de Finances (LORF), le Ministère du Budget produit chaque année un rapport sur l'évaluation des dépenses fiscales pour l'année du dernier exercice budgétaire clos. Précisément le rapport sur les dépenses fiscales pour l'année 2018 accompagne le projet de LFI pour 2020 auquel il sera adjoint et déposé à l'Assemblée Nationale¹.

L'objectif de ce travail est d'éclairer le législateur sur le poids des dépenses fiscales sur la mobilisation des ressources fiscales et de contribuer à la rationalisation de la politique fiscale.

Les dépenses fiscales couvrent l'ensemble des réductions fiscales de toute natures accordées par l'Etat en vue d'inciter les entreprises à accroître leurs investissements et /ou accroître les emplois, ou en vue d'inciter les entreprises ou les ménages à des comportements favorisant la croissance économique ou visant à améliorer le bien-être et l'équité. Elles couvrent les réductions fiscales qui créent une perte définitive de recettes fiscales pour l'Etat, d'où la notion de dépense fiscale.

Dans ce troisième rapport sur les dépenses fiscales, élaboré avec l'appui de l'Union européenne, avec l'assistance technique de la FERDI², l'évaluation porte sur les impôts et taxes les plus représentatifs. Pour la Direction nationale des Impôts (DNI), il s'agit de l'Impôt sur les sociétés (IS) et de l'impôt minimum forfaitaire (IMF), de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les échanges intérieurs, des droits d'accises sur les produits spécifiques à l'intérieur. Pour la Direction Générale des Douanes (DGD), il s'agit des droits de douane (DD), de la taxe à la valeur ajoutée sur les importations (TVA à l'importation) et des droits d'accises à l'importation (DA à l'importation).

La démarche suivie consiste d'abord à identifier parmi les mesures dérogatoires recensées celles qui constituent des dépenses fiscales. Ensuite intervient l'évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales. Les modalités de calculs varient en fonction des données disponibles, de leur nature, de leur présentation et des types d'impôts retenus pour l'évaluation. Le guide méthodologique du CREDAF (2015) résume les principes généraux de la démarche et celui de la Ferdi (2019) les considérations pratiques de celle-ci. En outre, un guide méthodologique a été élaboré chaque année en annexe du rapport de l'année concernée, afin d'expliquer étape par étape les méthodes adoptées pour l'évaluation et les détails des canevas suivis pour les calculs.

Le périmètre de l'évaluation est limité actuellement au secteur des grandes entreprises pour la DNI (Services des Grandes Entreprises), soit environ 750 entreprises. Pour la DGD, l'évaluation porte sur les importations et non sur les entreprises, pour les droits et taxes les plus représentatifs.

Pour ce qui concerne l'année 2018, objet du présent rapport, l'estimation globale des dépenses fiscales est de 2 028 milliards GNF (dont celles sur Finex : 148 milliards GNF), soit 15,31% des recettes réellement recouvrées. Cette estimation est non exhaustive du fait du périmètre limité de l'évaluation. Avec l'hypothèse d'un montant moyen identique des dépenses fiscales hors périmètre d'évaluation, ce montant pourrait atteindre 2 830 milliards GNF, soit 21,36% des recettes. En 2017, l'évaluation a permis d'estimer globalement les dépenses fiscales à 2 629 milliards GNF (dont celles sur Finex : 464 milliards GNF), soit 21,7% des recettes réellement recouvrées. Ces chiffres peuvent être comparés dans la mesure où le périmètre n'a pas varié entre les deux exercices d'évaluation.

¹ Ce rapport a été élaboré avec le soutien d'Emilie Caldeira, Anne-Marie Geourjon et Bertrand Laporte de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international, 63 Boulevard François Mitterrand, CS 50320 63009 Clermont-Ferrand. Contact : contact@ferdi.fr

² FERDI : Fondation d'Etudes et de Recherches sur le Développement International, Clermont Ferrand, France.

Les dépenses fiscales représentent donc un coût important qui grève les finances de l'Etat. Il convient donc d'en évaluer le coût budgétaire chaque année et d'en apprécier l'impact économique et social.

L'évaluation du coût budgétaire et de l'impact des dépenses fiscales constitue la première étape d'un processus devant conduire à leur rationalisation. Le rapport sur les dépenses fiscales doit servir d'instrument d'orientation des prises de décision en matière fiscale.

L'évaluation des dépenses fiscales a été complétée par une analyse d'impact de l'effet des exonérations de TVA sur les biens de consommation finale. L'étude a consisté à s'assurer de l'atteinte des objectifs d'équité initialement visés. Les résultats de l'analyse d'impact ont permis de mettre en évidence un impact globalement positif des dépenses fiscales en matière de TVA sur les biens de consommation finale pour la réduction des inégalités. Néanmoins, l'analyse montre que la réduction des inégalités pourrait être améliorée par un ciblage plus pertinent des produits à exonérer. En effet, l'impact de l'exonération d'une tranche sociale de l'eau et de l'électricité est régressif pour les deux tranches de population les plus pauvres et devrait de facto être reconsidérée.

I. INTRODUCTION

La performance de la Guinée en termes de mobilisation des recettes fiscales reste faible. Le taux de pression fiscale est passé de 12,8% en 2017 à 12,1% en 2018. Il demeure parmi les plus faibles du continent. La composition des recettes fiscales de l'Etat révèle l'importance de la fiscalité indirecte qui contribue à plus de 79% à la mobilisation des recettes. La fiscalité directe générant ainsi à peine 20% des recettes fiscales totales (IS et IMF en l'occurrence), elle passe de 24,7% en 2017 à 20,2% en 2018.

Les taxes indirectes sont largement dominées par la TVA qui représente environ 35% des recettes totales, soit près de 4,1% du PIB. La mise en application du TEC de la CEDEAO a entraîné une baisse des Droits de Douane (DD) à l'importation passant de 17,5% à 14,3%. Ils représentent 14,3% des recettes fiscales totales en 2018. Les recettes de droits d'accises sont marginales avec moins de 0,8% des recettes fiscales totales.

Ces variations sont illustrées par le TOFE pour 2017 et 2018.

Tableau 1 : Structure des recettes fiscales en 2018

	2 017		2 018	
	<i>En milliers de FG</i>	<i>% recettes totales</i>	<i>En milliers de FG</i>	<i>% recettes totales</i>
Taxes directes	2 995 904 182	24,72%	2 679 500 393	20,23%
Impôt sur les sociétés	1 460 584 878	12,05%	1 666 431 474	12,58%
<i>dont sociétés minières</i>	<i>532 183 809</i>	<i>4,39%</i>	<i>653 362 555</i>	<i>4,93%</i>
Impôt minimum forfaitaire	44 112 476	0,36%	104 171 308	0,79%
Impôt sur le revenu	1 115 545 182	9,20%	742 087 500	5,60%
Autres	375 661 646	3,10%	166 810 111	1,26%
Taxes indirectes	9 124 610 263	75,28%	10 566 209 256	79,77%
TVA	1 422 952 724	11,74%	4 571 693 090	34,51%
Droits de Douane	2 116 107 250	17,46%	1 890 896 764	14,28%
Accises	72 191 261	0,60%	103 241 672	0,78%
Taxe sur les produits pétroliers	236 216 466	1,95%	78 997 288	0,60%
Autres	5 277 142 562	43,54%	3 921 380 442	29,60%
TOTAL	12 120 514 445	100%	13 245 709 649	100%

Source : TOFE 2017 & 2018

La faible mobilisation de ressources domestiques de la Guinée montre l'importance d'évaluer les dépenses fiscales. Deux options s'offrent en effet pour accroître les ressources intérieures d'un Etat : améliorer la performance de l'administration fiscale et/ou réajuster la politique fiscale par l'augmentation des taux et/ou l'élargissement de la base taxable. L'exercice d'évaluation des dépenses fiscales ne concerne pas la première option visant à renforcer l'efficacité de l'administration. Il vise à apprécier le coût et le bien-fondé de certaines mesures de politique fiscale dérogatoires par rapport au droit commun. L'évaluation des dépenses fiscales constitue dans ce contexte un outil particulièrement utile pour comprendre la faiblesse de la mobilisation des recettes et éventuellement y remédier.

L'analyse des dépenses fiscales a comme objectif final d'éclairer la politique fiscale en apportant plus de transparence lors de l'élaboration et du vote des lois de finances³. L'élaboration d'un rapport sur les dépenses fiscales est ainsi un instrument d'analyse des mesures dérogatoires identifiées comme telles : leur évaluation n'implique pas une suppression systématique de ces mesures mais va dans le sens de leur rationalisation.

Pour cela, deux démarches sont nécessaires : évaluer le coût budgétaire des mesures fiscales dérogeant à la norme et en apprécier la pertinence quant aux objectifs recherchés. Ces objectifs peuvent être de nature sociale par la recherche d'une réduction du prix de certains biens et services consommés par les ménages les plus pauvres, de nature économique pour l'attraction d'investissements directs étrangers (IDE) ou le développement de l'activité de certains secteurs ou encore de nature environnementale.

Ce troisième exercice d'évaluation des dépenses fiscales en Guinée suit la méthodologie et le plan adoptés pour le premier exercice d'évaluation des dépenses fiscales de 2016 : 1) Identifier parmi les mesures dérogatoires inventoriées celles qui génèrent des dépenses fiscales, 2) Evaluer leurs coûts budgétaires.

³ La plupart des pays qui évaluent régulièrement les DF publient le rapport d'évaluation en annexe de la Loi de finances.

II. DÉFINITION ET IDENTIFICATION DES DÉPENSES FISCALES

Une dépense fiscale (DF) peut être définie de plusieurs façons et chaque définition correspond à une méthode d'évaluation. Selon l'OCDE, une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à une norme. Elle est une alternative à la dépense publique, ayant les mêmes effets pour la catégorie d'agents économiques concernés par une dépense directe. Selon le guide méthodologique du CREDAF⁴ de 2015 sur l'évaluation des dépenses fiscales, les dépenses fiscales sont des mesures incitatives qui impactent significativement le budget de l'État, qui renonce volontairement à une partie de ses recettes fiscales pour soutenir le secteur productif ou social.

La définition proposée par l'OCDE (2010) précise deux conditions qui caractérisent une DF :

- ⇒ Un écart par rapport à la norme fiscale (le système fiscal de référence) – qu'il convient de définir ;
- ⇒ Une perte de recettes définitive pour l'État.

Ainsi, toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales. Certaines mesures dérogatoires peuvent être intégrées au système fiscal de référence (SFR), ce qui les exclut automatiquement de la liste possible des dépenses fiscales. Concernant les mesures dérogatoires restantes (hors SFR), seules celles qui génèrent une perte de recette définitive peuvent être considérées comme dépenses fiscales.

Les DF prennent des formes diverses, qui varient d'un pays à l'autre. Les principales DF sont les exonérations d'impôts, de taxes ou de droits de douane, la réduction de taux ou d'assiette, des abattements supplémentaires, des crédits d'impôt ou la création de charges fictives déductibles (amortissements accélérés, par exemple).

La définition ci-dessus comporte des ambiguïtés : En pratique, la frontière, pour une mesure donnée, entre ce qui doit être considéré comme une dérogation et ce qui peut être tenu pour une simple modalité d'application du droit commun donne souvent lieu à discussion.

Le périmètre du SFR n'est pas figé, il dépend des choix de politique fiscale qui varient d'une période à l'autre, d'un pays à l'autre, en fonction des objectifs de la gouvernance.

A. Définition du système fiscal de référence (SFR)

L'identification des dépenses fiscales revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence et une série de dispositions qui dérogent à ce système. L'étape de définition du SFR est préalable à l'évaluation proprement dite.

La définition du SFR permet d'identifier, à partir de l'inventaire de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires, celles qui s'écartent de la norme fiscale retenue par les autorités. Toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales : seules les dispositions fiscales qui s'écartent de la norme (SFR) peuvent être des dépenses fiscales.

Le rapport sur les dépenses fiscales de 2016 pour la Guinée, élaboré par la FERDI, a servi de repère dans le cadre de ce rapport. Selon la FERDI, deux approches sont envisageables pour définir le SFR : une approche normative et une approche dite « positive ».

⁴ CREDAF : Centre de rencontre et d'étude des dirigeants des administrations fiscales.

L'approche normative consiste à prendre comme référence ce que devrait être idéalement la taxe dans sa conception la plus stricte (norme théorique) ou le système fiscal défini dans le cadre d'un objectif de politique fiscale à plus long termes⁵ et allant dans le sens des meilleures pratiques.

En l'absence de normes fiscales reconnues au niveau international, **l'approche positive** basée sur la législation existante de droit commun est celle qui est le plus souvent choisie.

Le guide méthodologique de ce rapport explique les choix qui ont prévalu à la présentation du SFR pour 2018 pour la Guinée. Certains changements importants y sont intervenus relativement au SFR pour 2017.

B. Les modifications intervenues dans le SFR pour 2018

Les modifications intervenues dans le SFR pour 2018 sont introduites par deux sources : La loi de Finances pour 2018 et l'arrêté n° 1233/MB/CAB du 01 mars 2017 portant entrée en vigueur du Tarif extérieur commun de la CEDEAO en République de Guinée.

1. Les modifications introduites par la Loi de Finances initiale 2018 concernent l'IS, l'impôt sur BIC/BNC, l'IMF et la RTS.

- L'IS : Le taux normal d'IS qui était de 35% est fixé désormais à 25%, certaines catégories d'entreprises continuent néanmoins à supporter des taux d'IS différents de cette nouvelle norme. La situation se présente comme suit (article 9 de la LFI):
 - 35% du bénéfice imposable pour les sociétés de téléphonie, les banques et assurances et les sociétés d'importation, d'entrepôt, de stockage et de distribution des produits pétroliers ;
 - 30% du bénéfice imposable pour les sociétés titulaires d'un titre d'exploitation minière ;
 - 25% pour les autres personnes morales.

Des taux d'IS supérieurs au nouveau taux normal créent de fait des dépenses fiscales négatives, en l'occurrence les taux fixés à 30% et 35%, mais il a été convenu que l'évaluation des dépenses fiscales pour 2018 ne prendra pas en compte les dépenses fiscales négatives.

En revanche, les mesures dérogatoires instituant des taux d'IS inférieurs au taux normal de 25% constituent une dépense fiscale et seront évaluées comme telles dans ce rapport.

- L'impôt sur le BIC/BNC : le nouveau taux est fixé à 25% (article 10 de la LFI 2018).

Pour l'année 2017, les BIC/BNC n'avaient pas été formellement identifiés dans le SFR. Ils avaient été traités avec l'IS, car le taux et la base taxable étaient identiques. Pour 2018, l'IS et les BIC/BNC sont présentés distinctement dans le SFR.

Ces réductions de taux d'IS et de BIC/BNC viseraient à s'aligner sur les standards internationaux qui tendent à réduire substantiellement l'imposition sur le revenu. L'évaluation montrera l'impact de ces réductions de taux d'IS et de BIC/BNC sur le coût budgétaire global des dépenses fiscales correspondantes.

⁵ L'exemple de contribution foncière unique – CFU qui est le regroupement quatre types d'impôts : la patente, la contribution foncière sur le bâti, la contribution foncière sur le non bâti

- L'IMF : Le taux d'IMF est réduit à 1,5% du chiffre d'affaires au lieu de 3% antérieurement. (Article 11 de la LFI2018). En revanche il n'existe plus de maximum (plafond) pour l'IMF tandis que le minimum passe de 4.500.000 GNF à 15.000.000 GNF pour les moyennes entreprises et de 15.000.000 GNF à 75.000.000 GNF pour les grandes entreprises. Cette mesure vise à assurer à l'Etat une trésorerie plus soutenue, son impact reste néanmoins assez limité du fait que l'IMF est imputable à l'IS au-delà de 15.000.000 GNF pour les grandes entreprises.
- La RTS : une nouvelle tranche intermédiaire s'ajoute aux barèmes pour la RTS, entraînant un décalage des taux, la dernière tranche passant de 15% à 20%. (Article 8 de la LFI 2018),

De	0	à	1.000.000 GNF	0%
De	1 000 001 GNF	à	3 000 000 GNF	5%
De	3 000 001 GNF	à	5 000 000 GNF	10%
De	5 000 001 GNF	à	10 000 000 GNF	15%
Supérieur		à	10 000 000 GNF	20%

2. Les modifications du SFR induites par l'arrêté portant entrée en vigueur du TEC CEDEAO.

Il s'agit de mesures transitoires permettant d'aligner la législation nationale sur le TEC de manière progressive de 2017 à 2020. Au terme de cette période, le droit national doit être totalement aligné sur le TEC.

Ces modifications concernent la TAI et la TCP : Pour chacune des 2 types de taxes, il s'agit d'une dé-protection progressive visant à atteindre un taux de 0% à l'horizon 2020, les taux appliqués pour 2018 pour ces 2 taxes dépendent des positions tarifaires des produits concernés qui sont répertoriés sur la liste B pour la TAI et la liste C pour la TCP.

Ces mesures transitoires étant considérées comme normales, elles sont inscrites dans le SFR et de ce fait ne créent pas de dépenses fiscales.

Le SFR retenu pour l'année 2018 est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Système fiscal de référence pour l'année 2018

Impôt		Taux	Assiette	Seuil	Remarques
IR		Barème progressif : - Rev inférieur à 100000 GNF : 0%. - Rev entre 100000 et 1 million GNF : 10%. - Rev entre 1 et 1,5 millions GNF : 15%. - Rev entre 1,5 et 3 millions GNF : 20%. - Rev entre 3 et 6 millions GNF : 25%. - Rev entre 6 et 10 millions GNF : 30%. - Rev entre 10 et 20 millions GNF : 35%. - Rev supérieur à 20 millions GNF : 40%.	Bénéfice/ revenu imposable		Retenue sur les traitements et salaires (RTS): - Rev inférieur à 1 million GNF : 0%. - Rev entre 1 et 3 millions GNF : 5%. - Rev entre 3 et 5 millions GNF : 10%. - Rev entre 5 et 10 millions GNF : 15%. - Rev supérieur à 10 millions GNF : 20%.
BIC/BNC		25%	Bénéfice/ revenu imposable	Bénéfice > 1000 GNF	
IS		25%	Bénéfice/ revenu imposable	CA > 500 millions GNF : (seuil par rapport à l'IMF) Régime du bénéfice réel normal.	Impôt minimum forfaitaire fixé à 1,5 % du CA. Ne peut être inférieur à 75 millions GNF, pour les entreprises assujetties à la TVA et au régime du réel normal. Ne peut être inférieur à 15 millions GNF, pour les à entreprises du régime simplifié. Amortissement linéaire et dégressif. Report déficitaire de 3 ans.
				CA < 500 millions GNF : (seuil par rapport à l'IMF) Régime simplifié d'imposition.	
IRCM		10%	Revenus des capitaux mobiliers		Paiement de l'IRCM libératoire de l'IR pour les personnes physiques et morales.
TVA		18% 0% pour les exportations et transports internationaux	TVA intérieure : CA taxable augmenté du DA	500 millions GNF Le même système de référence est retenu, qu'il s'agisse de la TVA à l'intérieur ou de la TVA à l'importation.	Déductibilité de la TVA versée en amont sur des opérations taxables avec les limites liées à l'activité prévues dans le CGI. Remboursement des crédits de TVA pour les entreprises exportatrices. Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinés à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux
			TVA à l'importation : valeur en douane majorée des autres droits et taxes liquidés sur ces importations suivant les catégories (DD;RTL;ACC)		

Droits d'accises		<ul style="list-style-type: none"> - Boissons alcoolisées : 47%. - Tabacs : 15%. - Produits cosmétiques : 5%. - Articles de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie : 15%. - Voitures de tourisme, usagées de plus de 5 ans : 5%. 	DA intérieure : prix sortie usine hors TVA DA à l'importation : valeur en douane majorée des autres droits et taxes à l'exception de la TVA (DD;RTL)		Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinés à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux.
Droit de Douane et droits d'effet équivalent		0%, 5%, 5,6%, 6%, 10%, 20% et 35%	Valeur en douane		Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinés à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux. Mise en application du TEC
TAI (Liste B - mesures transitoires)		3%, 7%, 10% et 15%	Valeur en douane		Tarif extérieur commun de la CEDEAO (TEC)
TCP (Liste C - mesures transitoires)		7% et 10%	Valeur en douane		Tarif extérieur commun de la CEDEAO (TEC)

C. La perte de recettes définitive pour l'État comme critère d'identification d'une dépense fiscale

Pour être identifiée comme une DF, une mesure dérogatoire hors SFR doit générer une perte de recette **définitive** pour l'État. Les mesures dérogatoires exclues du SFR mais qui n'entraînent pas de pertes de recettes pour l'État selon le principe de l'impôt ne doivent pas être identifiées comme des dépenses fiscales.

Ce point nécessite de rappeler que la qualité du contribuable doit être prise en considération ainsi que le fonctionnement « normal », « théorique » ou « attendu » de chaque impôt. Par exemple, les exonérations accordées à l'État sont neutres en termes budgétaire, puisque le paiement de l'impôt par une entité publique correspond à une inscription en recettes et en dépenses d'un même montant : c'est un simple jeu d'écritures. Elles ne peuvent donc pas être considérées comme des dépenses fiscales puisqu'elles n'impliquent pas de perte « réelle » de recettes (recettes *cash*). Inversement, l'utilisation d'un mécanisme comptable pour gérer la prise en charge par l'État du paiement des droits et taxes, ce qui revient à une exonération, doit être prise en compte dans l'évaluation des dépenses fiscales. C'est le cas en Guinée des Chèques Trésor série spéciale (CTSS) émis pour le paiement des taxes relatives aux projets financés sur ressources extérieures. Les montants effectivement utilisés pour payer les taxes indirectes aux impôts et à la douane ne sont pas des recettes réelles (*cash*) mais des dépenses fiscales.

En matière de TVA, les exonérations de biens d'équipement et d'intrants accordées à des assujettis ne sont pas des dépenses fiscales du simple fait que dans sa conception théorique, la TVA repose uniquement sur la consommation finale. La TVA payée en amont par les entreprises assujetties est déductible. Ainsi, ces exonérations de TVA n'impliquent pas de perte de recettes définitives. Ces entreprises continuent à collecter la TVA sur leurs produits finaux ou leurs prestations de services. La TVA reversée à l'administration fiscale (TVA intérieure) sera d'autant plus élevée que les entreprises bénéficient d'exonération de TVA sur leurs importations (TVA en douane). En revanche, toutes les rémanences de TVA subies par les entreprises assujetties devraient logiquement être considérées comme des dépenses fiscales négatives (*cf. encadré 1*).

Encadré 1 : La notion de dépenses fiscale négative

Certaines dispositions du système fiscal de référence pourraient être interprétées comme des dépenses fiscales négatives, puisqu'elles se traduisent par une augmentation de recettes. Cette notion n'est en général pas retenue dans les rapports d'évaluation des dépenses fiscales en dépit de son importance sur l'appréciation du bien-fondé ou non de certaines dispositions. Ainsi, en matière de TVA, toutes les mesures ou pratiques ayant pour effet de taxer soit des intrants, soit des biens d'investissement d'entreprises assujetties correspondent à des dépenses fiscales négatives. On peut citer par exemples, comme dispositions : (i) la limitation dans le temps du droit à déduction, (ii) l'impossibilité pour les investisseurs d'un certain montant d'avoir accès au remboursement des crédits, (iii) le délai pour demander un remboursement de crédits. Enfin, le non remboursement des crédits de TVA devrait également être considéré comme une dépense fiscale négative, dans la mesure où (1) il va à l'encontre de l'objectif de la TVA qui est de taxer la consommation finale et (2) il augmente indûment les recettes de la TVA en considérant des recettes temporaires comme des recettes définitives.

En dehors des suspensions de droits et taxes indirectes à l'importation accordées dans le cadre des zones franches pour les biens importés non incorporés dans le processus de production, toutes les autres ne sont théoriquement pas des pertes de recettes définitives puisqu'il s'agit d'une suspension et non d'une exonération : les droits suspendus devant être acquittés après une certaine période ou

au moment des mises à la consommation sur le marché local. Une suspension de droits et taxes ne peut pas être considérée comme une DF.

Pour l'évaluation des dépenses fiscales pour l'année 2018, il a été convenu unanimement par tous les intervenants impliqués dans le processus d'évaluation, du fait de leur caractère particulier, de ne pas évaluer les dépenses fiscales négatives. Des examens plus approfondis pourraient leur être consacrés pour les évaluations futures.

III. PRESENTATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'ANNEE 2018

A. Les changements intervenus dans la matrice des mesures dérogatoires de 2018 par rapport à 2017

⇒ La TVA, détaxation du Gaz domestique (article 14 de la LFI 2018).

Modifiant l'article 362 du CGI, l'article 14 de la LFI2018 exonère le gaz domestique de la taxe à la valeur ajoutée. C'est une mesure de soutien au pouvoir d'achat des ménages et de protection de l'environnement. Elle crée néanmoins une dépense fiscale, c'est pourquoi cette nouvelle mesure est ajoutée à la matrice des mesures dérogatoires, sera identifiée comme dépense fiscale et sera évaluée comme telle.

⇒ L'IMF, la suppression de l'IMF pour les entreprises de la catégorie 1

Outre les mesures concernant le taux et le seuil minimal de l'IMF par régime de déclaration, la LFI2018 instaure en son article 11, alinéa 6, la suppression de l'IMF pour les entreprises de la catégorie 1 : il s'agit des sociétés de téléphonie, des banques et assurances et des sociétés d'importation, d'entreposage, de stockage et de distribution des produits pétroliers visées à l'article 229 du CGI.

L'objectif de cette suppression pour le législateur est d'alléger d'une certaine manière la charge fiscale des entreprises qui n'ont pas bénéficié de la réduction du taux de l'IS de 35% à 25%. En pratique, cette suppression de l'IMF n'est qu'un mécanisme de report du paiement de l'IS, l'IMF n'étant par définition (en principe) qu'un acompte de l'IS⁶.

B. Les mesures dérogatoires en 2018

Ce rapport présente une analyse de l'ensemble des mesures dérogatoires du système fiscal guinéen pour 2018. Elles sont classées en dépenses fiscales (DF) et non dépenses fiscales (NDF) dans une matrice en annexe de ce document. Cette matrice des mesures dérogatoires présente chaque disposition, sa provenance (source et référence du texte légal), son objectif, sa nature (exonération totale ou partielle, taux réduit, etc.), le secteur concerné.

En 2018, 507 mesures dérogatoires ont été répertoriées au lieu de 516 en 2017. Cette baisse du nombre de mesures dérogatoires est due aux suppressions de mesures dérogatoires qui ne se justifiaient plus du fait de la prise en compte des dispositions des deux textes juridiques : la LFI 2018 et l'arrêté portant entrée en vigueur du TEC. Il s'agit entre autres de la suppression par exemple des exonérations de droits et taxes sur les importations d'objets destinés à des lieux de culte et les importations de produits alimentaires (riz notamment) pour la période de soudure.

Les conventions minières sont majoritairement représentées dans les mesures dérogatoires pour 2018 (137 mesures, 28% des mesures dérogatoires), suivies des dispositions liées au tarif et code des douanes (136 mesures, 27% des mesures dérogatoires). Les actes réglementaires au code des

⁶ La partie de l'IMF non déductible de l'IS et dont le versement est acquis à titre définitif pour l'Etat est si minime qu'on ne peut assimiler l'IMF à un impôt dissociable de l'IS et à titre l'IMF est considéré comme un acompte de l'IS comme dans la plupart des systèmes fiscaux.

investissements ont représenté 14% des mesures dérogatoires pour l'année. Il s'agit essentiellement (dans le cadre du code minier ou du code des investissements) des avantages fiscaux et douaniers accordés pour encourager l'investissement et soutenir le secteur minier. Le code général des impôts et ses textes d'application représentent 10% des mesures dérogatoires. Les mesures dérogatoires du code pétrolier représentent la plus faible proportion dans cette catégorisation (1%).

Tableau 3 : Nombre de mesures dérogatoires par source et par impôt

Source	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total	%
Conventions minières	0	40	10	10	10	19	0	48	137	27%
Tarif, Code des douanes et ses textes d'application	4	63	0	0	0	0	0	69	136	27%
Code des investissements et ses textes d'application	0	23	10	0	0	21	0	28	82	16%
Code général des impôts et ses textes d'application	0	0	5	7	1	12	10	16	51	10%
Autres conventions	0	8	6	2	9	11	0	12	48	9%
Accords bilatéraux	0	7	0	0	0	0	0	7	14	3%
Code minier	0	3	3	0	0	1	0	4	11	2%
Code pétrolier	0	2	0	0	1	1	0	2	6	1%
Autres	1	4	4	0	2	3	0	8	22	4%
Total	5	150	38	19	23	68	10	194	507	100%
%	1%	30%	7%	4%	5%	13%	2%	38%	100%	

C. Les dépenses fiscales identifiées pour l'année 2018

Sur les 507 mesures dérogatoires identifiées, 360 sont considérées comme dépenses fiscales, soit 71% des mesures. La matrice des mesures dérogatoires en annexe de ce document regroupe la liste de l'ensemble des dépenses fiscale pour l'année 2018. Elles peuvent être classées et analysées selon plusieurs critères : l'impôt, la source, l'objectif, les bénéficiaires ou le secteur d'activité concerné.

1. Dépenses fiscales selon le type d'impôt

Classées par type d'impôt, les 360 mesures identifiées comme dépenses fiscales sont composées très largement de TVA (122 mesures à l'intérieur et à l'importation, 34% des DF), et des Droits de douane (DD) à l'importation (101 mesures, 28% des DF), suivis par l'IS (61 mesures de dépenses fiscales, 17% des DF).

Tableau 4 : Nombre de dépenses fiscales par impôt

	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total
Dépenses Fiscales	2	101	32	17	17	61	8	122	360
%	1%	28%	9%	5%	5%	17%	2%	34%	100%

2. Dépenses fiscales selon la source

Les mesures générant des dépenses fiscales pour l'année 2018 proviennent des conventions minières pour près de 38%, 21% proviennent des arrêtés d'agrément au code des investissements, 12% de diverses conventions. Ces mesures reprennent en général les termes du code des investissements (de

1987⁷ ou de 2015⁸) ou du code miniers (de 1995 ou 2011⁹). En revanche, si les textes réglementaires vont dans le sens des dispositions des codes des investissements, les conventions minières s'écarteront parfois des dispositions des codes miniers, notamment en matière d'impôt sur les sociétés. Le tarif, code des douanes et ses textes d'application, le code des impôts et ses textes d'application, représentent respectivement 10% et 8% des DF.

Tableau 5 : Nombre de dépenses fiscales par source

Source	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	TVA	Total	%
Conventions minières	0	40	10	10	10	20	46	136	38%
Arrêtés d'agrément au code des investissements	0	23	10	0	0	21	28	82	23%
Autres conventions	0	8	6	2	4	11	12	43	12%
Tarif, Code des douanes et ses textes d'application	1	21	0	0	0	0	15	37	10%
Code général des impôts et ses textes d'application	0	0	2	13	1	6	8	30	8%
Autres	1	4	3	0	1	2	7	18	5%
Code minier	0	2	1	0	0	1	2	6	2%
Code pétrolier	0	2	0	0	1	1	2	6	2%
Accords bilatéraux	0	1	0	0	0	0	1	2	1%
Total	2	101	32	25	17	62	121	360	100%
%	1%	28%	9%	7%	5%	17%	34%	100%	

3. Dépenses fiscales selon l'objectif

Les dépenses fiscales ont principalement pour objectif de soutenir l'activité économique. Le soutien au secteur minier (40%) est l'objectif qui bénéficie du plus grand nombre d'exonérations. Encourager l'investissement (hors secteur minier) constitue 35% de dépenses fiscales identifiées. Ces résultats s'expliquent par les nombreuses dispositions fiscales et douanières comprises dans les conventions minières et les arrêtés d'agrément au code des investissements. Par opposition, les mesures à vocation sociale (développer le secteur social, alléger le coût de la santé, soutenir le pouvoir d'achat, etc.) représentent moins de 15% des dépenses fiscales recensées.

⁷ Le code des investissements de 1987 (ordonnance n°001/PRG/87 du 3 janvier 1987) a été modifié en 1995 (loi L/95/029/CTRN du 30 juin 1995).

⁸ L'annexe du code des investissements de 2015 (loi L/2015/008/AN du 25 mai 2015) qui présente les avantages fiscaux accordés aux entreprises agréées, reprend les articles de la loi de finances 2014 (loi L/2013/067/CNT du 31 décembre 2013).

⁹ Le code minier de 2011 (loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011) a été modifié en 2013 (loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013).

Tableau 6 : Nombre de dépenses fiscales par objectif

Objectifs	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	TVA	Total général
Alléger le coût de la santé		3	1	2		1	1	8
Autres	2	12	1	1	1	1	13	31
Développer le secteur agricole		2				1	1	4
Développer le secteur des transports		1					1	2
Développer le secteur minier		42	11	10	10	20	50	143
Développer le secteur pétrolier		2			1	1	2	6
Développer le secteur social		1				1	1	3
Développer l'économie sociale et solidaire				1		3		4
Encourager l'enseignement				1				1
Encourager l'investissement		34	17	1	4	31	37	124
Faciliter l'accès au logement				2				2
Favoriser l'aide et la coopération internationale		2					1	3
Intervention exceptionnelle							1	1
Mobiliser l'épargne intérieure					1			1
Motifs exceptionnels pour cause d'utilité publique		1						1
Promouvoir la culture		1					2	3
Soutenir le pouvoir d'achat				7			9	16
Soutenir le secteur de l'énergie			1			1	1	3
Soutenir l'investissement			1			1	2	4
Total général	2	101	32	25	17	61	122	360

4. Dépenses fiscales selon les bénéficiaires

Les dépenses fiscales profitent essentiellement aux entreprises (83%). Les dépenses fiscales leur sont principalement destinées, avec pour objectif de favoriser la croissance économique notamment. La TVA et le DD ont été les types d'impôts les plus utilisés. Quant aux ménages, ils bénéficient de 13% des dépenses fiscales, dont plus de la moitié concerne l'impôt sur le revenu. Les associations et ONG ont bénéficié de 1% des dépenses fiscales identifiées en 2018.

Tableau 7 : Nombre de dépenses fiscales par bénéficiaires

Bénéficiaires	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total	%
Entreprises	2	86	31		17	58		104	298	83%
Ménages		10		17			8	11	46	13%
Autres		3						3	6	2%
Entreprises et ménages			1			2		3	6	2%
Associations et ONG		2				1		1	4	1%
Total général	2	101	32	17	17	61	8	122	360	100%
%	1%	28%	9%	5%	5%	17%	2%	34%	100%	

5. Dépenses fiscales selon le secteur d'activité

Les mines et l'industrie ont bénéficié respectivement de 41% et 24% des DF, soit les deux tiers des DF. Ces pourcentages s'expliquent une fois de plus par les nombreuses dispositions fiscales et douanières incluses dans les textes législatifs, conventions minières actes réglementaires. Le secteur social (5%) et l'agriculture (4%) sont nettement peu représentés dans cette répartition.

Tableau 8 : Nombre de dépenses fiscales par secteur d'activité

	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	TVA	Total	%
Agriculture	0	2	0	0	0	1	1	4	1%
Alimentation	1	1	0	0	0	0	8	9	3%
Banque	0	2	0	1	1	1	2	7	2%
BTP	0	4	2	0	2	1	4	13	4%
Construction	0	0	0	0	0	1	0	1	0%
Culture	0	1	0	0	0	0	2	3	1%
Eau, Electricité	0	0	0	0	0	0	1	1	0%
Education	0	0	0	1	0	0	0	1	0%
Energie	0	2	1	1	0	2	3	9	3%
Hôtellerie	0	3	1	0	1	4	3	12	3%
Immobilier	0	1	1	2	0	2	4	10	3%
Industrie	1	23	11	0	1	21	29	86	24%
Mines	0	43	11	10	10	20	50	149	41%
Pétrolier	0	2	0	0	1	1	2	6	2%
Régalien	0	1	0	0	0	0	1	2	1%
Religieux	0	1	0	0	0	0	1	2	1%
Santé	0	3	1	2	0	1	1	8	2%
Social	0	6	0	8	0	3	2	19	5%
Télécom	0	0	0	0	0	0	1	1	0%
Transport	0	1	0	0	0	0	1	2	1%
Tous les secteurs	0	5	4	0	1	3	6	16	4%
Total	2	101	32	25	17	61	122	360	100%
%	1%	28%	9%	7%	5%	17%	34%	100%	

IV. EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

Le principe général de l'évaluation des dépenses fiscales est de comparer le montant de l'impôt, du droit ou de la taxe qui aurait dû être payé en l'absence de mesure dérogatoire, c'est à dire selon les modalités de taxation définies dans le SFR, et l'impôt qui a été effectivement payé une fois appliquée la mesure dérogatoire reconnue comme dépense fiscale.

La méthodologie peut différer selon l'impôt considéré. Le guide méthodologique qui accompagne ce rapport présente en détail la démarche adoptée pour estimer chacune des mesures incluses dans le périmètre d'évaluation.

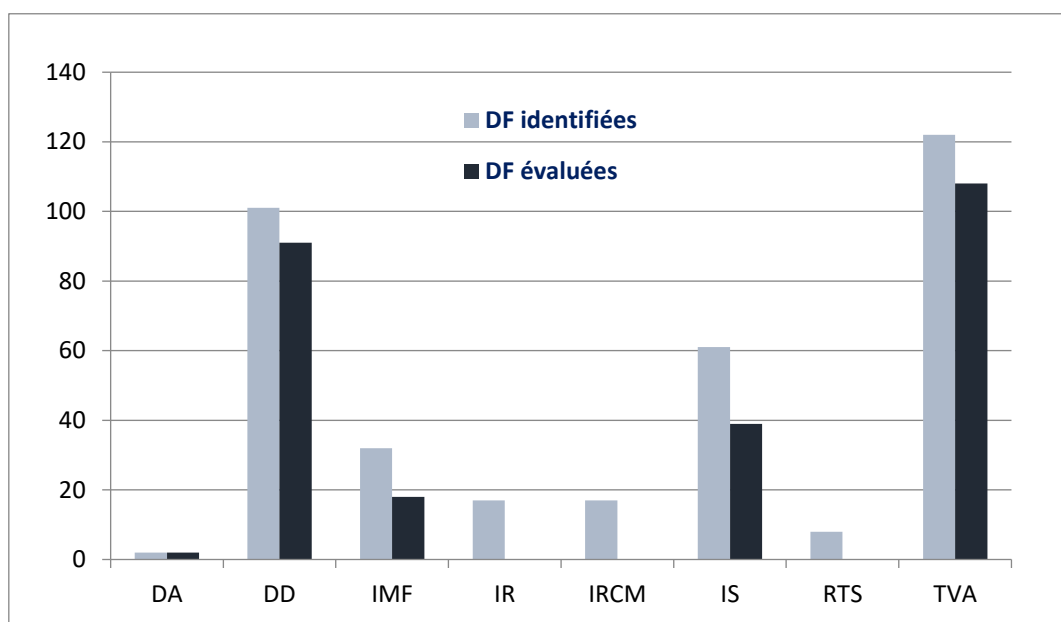
A. Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales pour 2018 et perspectives d'amélioration

L'évaluation des dépenses fiscales est un exercice dont la démarche est progressive. Le périmètre de l'évaluation est fonction de la disponibilité des données et de leur finesse. Le périmètre devrait s'élargir au fil des années pour la Guinée. En effet les systèmes d'information sur la fiscalité guinéenne devraient connaître des améliorations sensibles à brève échéance. Parmi les 360 mesures recensées comme DF en 2018, 258 ont pu être évaluées, soit les 72%. Les 102 autres mesures de DF n'ont pas pu être évaluées du fait de l'indisponibilité de données fiables sur ces dernières.

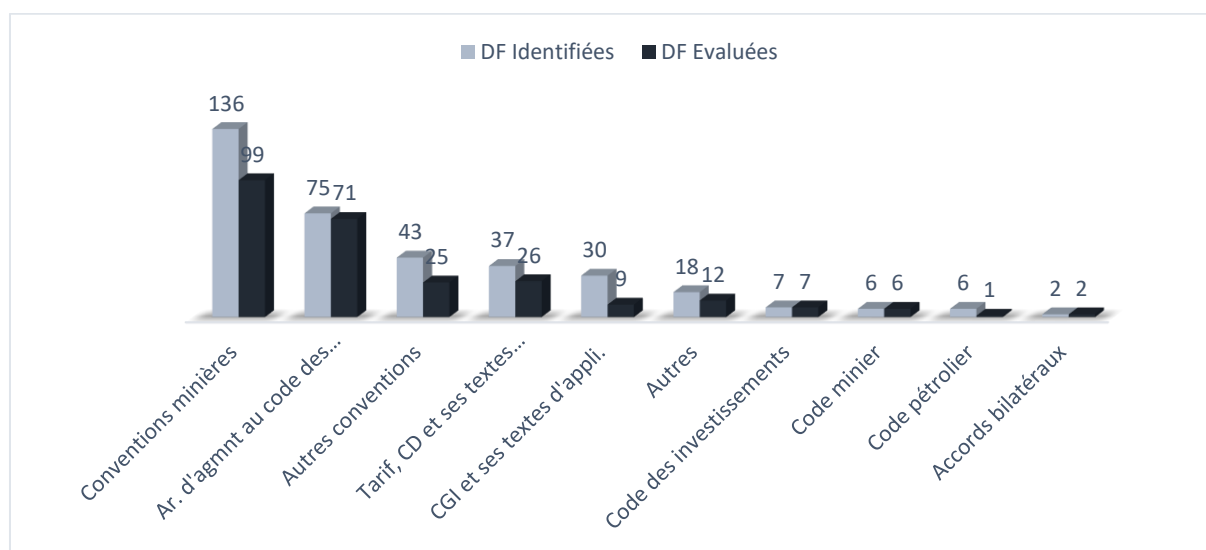
Les tableaux 8 à 12 présentent le nombre de « DF évaluées » par impôt, par source légale, par objectif, bénéficiaire et secteur d'activité.

Tableau 9 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt

	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total
DF identifiées	2	101	32	17	17	61	8	122	360
DF évaluées	2	91	18	0	0	39	0	108	258
%	100%	90%	56%	0%	0%	64%	0%	89%	72%

Graphique 1 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt**Tableau 10 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source**

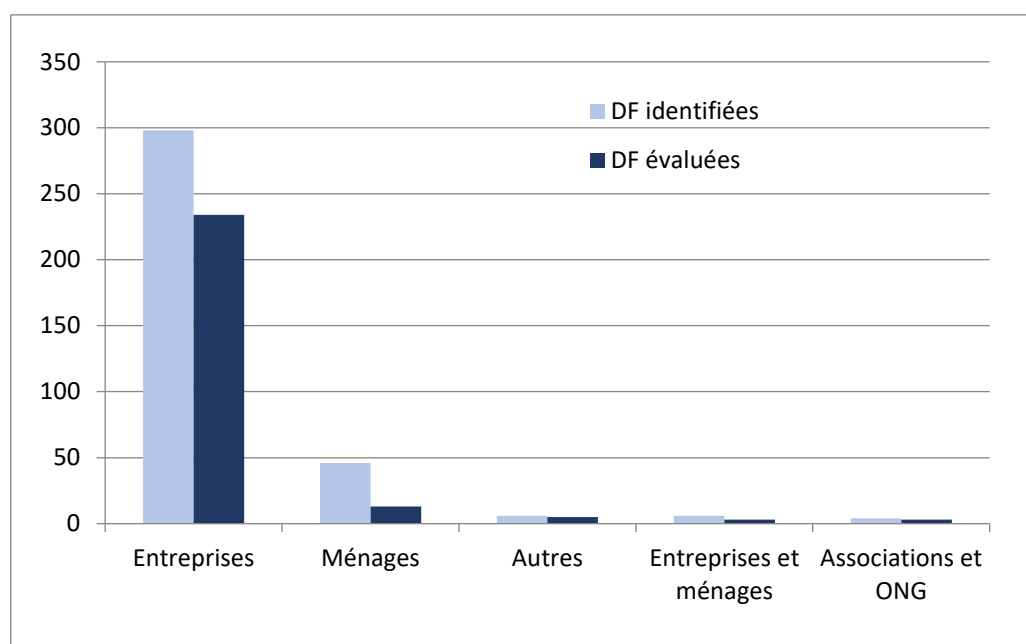
	DF Identifiées	DF Évaluées	%
Conventions minières	136	99	73%
Code des investissements et ses textes d'appli	82	78	95%
Autres conventions	43	25	58%
Tarif, CD et ses textes d'appli.	37	26	70%
CGI et ses textes d'appli.	30	9	30%
Autres	18	12	67%
Code minier	6	6	100%
Code pétrolier	6	1	17%
Accords bilatéraux	2	2	100%
Total	360	258	72%

Graphique 2 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source**Tableau 11 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par objectif**

Objectifs	DF identifiées	DF évaluées	%
Alléger le coût de la santé	8	5	63%
Autres	27	16	59%
Développer le secteur agricole	4	3	75%
Développer le secteur des transports	2		0%
Développer le secteur minier	143	105	73%
Développer le secteur pétrolier	6	1	17%
Développer le secteur social	3	2	67%
Développer l'économie sociale et solidaire	4		0%
Economique	2	2	100%
Encourager l'enseignement	1		0%
Encourager l'investissement	126	106	84%
Faciliter l'accès au logement	2		0%
Favoriser l'aide et la coopération internationale	3	3	100%
Intervention exceptionnelle	2	2	100%
Mobiliser l'épargne intérieure	1		0%
Promouvoir la culture	3	1	33%
Protection	2	2	100%
Soutenir le pouvoir d'achat	16	8	50%
Soutenir le secteur de l'énergie	3		0%
Soutenir l'investissement	2	2	100%
Total	360	258	72%

Tableau 12 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires

	DF identifiées	DF évaluées	%
Entreprises	298	234	79%
Ménages	46	13	28%
Autres	6	5	83%
Entreprises et ménages	6	3	50%
Associations et ONG	4	3	75%
Total	360	258	72%

Graphique 3 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires

Comme dans l'évaluation pour l'année dernière, les données de la douane ont permis d'évaluer le plus grand nombre de dispositions. 91 des DF liées au droit de douane ont été évaluées et la majeure partie des DF évaluées liées à la TVA sont celles de la TVA sur les importations (*cf. graphique 1*). Pour la DNI, l'évaluation s'est portée uniquement sur les données du service des grandes entreprises (SGE). Celles du service des moyennes entreprises et des services déconcentrés ont été exclues du périmètre d'évaluation car incomplètes. Par ailleurs, l'évaluation pour la DNI a porté sur les impôts les plus représentatifs dont la TVA sur les échanges intérieurs, l'IS et l'IMF et les droits d'accise (DA). Les données fournies sur l'IR, la RTS, l'IRCM n'ont pas permis de les inclure dans le périmètre de l'évaluation.

La présentation et la désagrégation des informations contenues dans les systèmes d'information (SI) sont donc au cœur de l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales. Ce premier exercice d'évaluation des dépenses fiscales doit s'accompagner d'une réflexion, au sein des deux administrations, de l'évolution des SI pour que ceux-ci puissent fournir les données nécessaires à l'évaluation des dépenses fiscales et plus largement au travail d'analyse que devra conduire l'unité de politique fiscale chargée de cet exercice.

Tableau 13 : Nombre des dépenses fiscales évaluées par secteur d'activité

Secteurs d'activité	Identifiées	Évaluées	%
Agriculture	4	3	75%
Alimentation	9	9	100%
Banque	7	5	71%
BTP	13	6	46%
Construction	1		0%
Culture	3	1	33%
Eau, Electricité	1	1	100%
Education	1		0%
Energie	9	4	44%
Hôtellerie	12	8	67%
Immobilier	10	5	50%
Industrie	87	79	91%
Mines	144	106	74%
Pétrolier	6	1	17%
Régalien	2	2	100%
Religieux	2	2	100%
Santé	8	5	63%
Social	19	4	21%
Télécom	1	1	100%
Tous les secteurs	19	16	84%
Transport	2		0%
Total général	360	258	72%

B. Éléments méthodologiques

La méthodologie utilisée est celle des « manques à gagner » ou « pertes de recettes ». Elle consiste à estimer les dépenses fiscales, toutes choses étant égales par ailleurs (*cf. encadré 2*). Ni la réaction des investisseurs, ni le comportement des consommateurs ne sont intégrés à l'analyse. Les dépenses fiscales correspondent ici aux pertes de recettes fiscales qu'entraîne tout régime dérogatoire.

L'effet espéré positif en matière d'attractivité du territoire (investissement) ou de protection des populations les plus pauvres (consommation) n'est pas intégré à l'analyse. L'évaluation des dépenses fiscales doit être menée rigoureusement et des spécificités propres aux fonctionnements des différents impôts doivent être considérées. La méthodologie est détaillée dans le guide méthodologique en annexe de ce rapport. Seuls les résultats des estimations sont présentés.

C. Résultats de l'évaluation des DF pour l'année 2018

En 2018, le coût budgétaire des DF évaluées est de 2027,96 milliards GNF dont celles sur Finex : 148 milliards GNF), soit 15,31% des recettes recouvrées pour 2018. La baisse du coût budgétaire des dépenses fiscales par rapport à 2017 est due essentiellement à la mise en application des mesures transitoires de l'entrée en vigueur du TEC d'une part, et d'autres part du changement majeur intervenu

au niveau du taux normal d'IS qui est passé de 35% à 25%, et qui constitue la norme désormais, c'est-à-dire inscrit dans le SFR. Même si le nombre de mesures dérogatoires n'a pas baissé aussi fortement, il n'en demeure pas moins que la baisse du taux d'IS a eu un effet important sur le coût budgétaire des dépenses fiscales.

Cette baisse des DF est toute relative compte tenu du nombre de DF non évaluées faute de données fiables.

Les résultats de l'évaluation des dépenses fiscales sont présentés par impôt, par texte et de la manière la plus détaillée possible, par mesure lorsque les données l'ont permis.

Encadré 2 : Les méthodologies d'évaluation des dépenses fiscales

Trois méthodes ont été développées pour estimer les dépenses fiscales. La première technique, la plus simple, consiste à estimer le montant des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs », en mesurant ex post le coût de l'écart à la norme (c'est-à-dire, la variation introduite par la mesure dans la législation fiscale) en supposant inchangé le comportement des agents qui en bénéficient.

Un deuxième niveau d'analyse consiste à estimer le « gain en recettes » qui résulterait de la suppression d'une mesure en tenant compte de l'effet qu'elle induit sur le comportement des agents.

Un troisième niveau consiste à intégrer dans l'estimation du « gain en recettes » non seulement les effets des changements de comportement des agents sur la mesure elle-même, mais également les interactions avec les autres mesures (fiscales, sociales, etc.), à savoir les effets indirects qui résultent de la nouvelle situation. Une telle évaluation examine plusieurs types de coûts ou d'effets secondaires. Les exemples incluent : (1) le coût pour l'administration de gérer les incitations fiscales ; (2) les coûts de conformité pour les contribuables ; (3) les effets macro-économiques ; (4) les implications pour l'efficacité économique ; (5) l'équité horizontale et verticale, et (6) les effets de la fraude et des abus, puisque les incitations fiscales dans de nombreux cas ouvrent la voie à l'évasion fiscale.

Enfin, selon l'OCDE, une évaluation complète d'une disposition fiscale devrait idéalement inclure des évaluations de l'efficacité, de l'efficience, de l'impact distributionnel, de la conformité et des coûts administratifs par rapport à un contrefactuel approprié.

1. Synthèse des résultats par impôt

Les DF liées aux impôts indirects ont la part la plus importante dans le coût des dépenses fiscales évaluées. Elles atteignent 1 594,79 milliards (Hors Finex), soit au total 85% des DF hors Finex, dont 46,77 % pour les Droits de Douane (879,11 milliards de FG), 29% pour la TVA (544,87 milliards de FG) et 9 % pour les droits d'accises (170,8 milliards de FG) (cf. *tableau 13*). Les DF liées à l'IS/IMF ont été de 284,83 milliards de FG en 2018, soit 15% du coût budgétaire total évalué (hors financements extérieurs). Quant aux DF liées aux financements extérieurs, elles s'élèvent à 148,33 milliards de FG (cf. *tableau 15*).

Tableau 14 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par impôt (hors financement extérieur)

		%DF Total
Impôts indirects	1 594 794 836 001	
Droits d'accises	170 803 815 856	9,09%
DD	879 114 840 220	46,77%
TVA	544 876 179 925	28,99%
Impôts directs	284 833 545 549	
IS/IMF	284 833 545 549	15%
TOTAL	1 879 628 381 550	
Pourcentage des recettes	14,19%	
Pourcentage du PIB	1,71%	

Tableau 15 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par régie et par impôt (yc Finex)

	Type d'impôt	Coût budgétaire	% général
DNI	IS/IMF	284 833 545 549	14,0%
	TVA intérieur	174 413 789 645	8,6%
	Droit d'accises	166 873 529 410	8,2%
	Finex DNI	63 198 131 280	3,1%
	Total DNI	689 318 995 884	34,0%
DGD	TVA DGD	370 462 390 280	18,3%
	DD	879 114 840 220	43,3%
	Droit d'accises	3 930 286 446	0,2%
	Finex DGD	85 138 750 239	4,2%
	Total DGD	1 338 646 267 185	66,0%
Total Général		2 027 965 263 069	100%

Tableau 16 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés au financement extérieur

En matières de TVA	120 756 187 833
dont TVA à l'importation	57 558 056 553
dont TVA à l'intérieur	63 198 131 280
En matières de DD	27 580 693 686
TOTAL	148 336 881 519
Pourcentage des recettes	1,12%
Pourcentage du PIB	0,13%

2. Synthèse des résultats par texte législatif

Avec un coût budgétaire de 657 milliards GNF (32,40%), le code minier et ses textes d'application ont généré le plus DF en 2018. Viennent ensuite le code général des impôts et ses textes d'application avec 545,30 milliards GNF soit 26,89% du coût budgétaire des DF en 2018, et le code des investissements et ses textes d'application, avec 318,55 milliards (15,71%) des dépenses fiscales.

Tableau 17 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par texte législatif

	Valeur en GNF	%DF Total
Code minier et ses textes d'application	657 046 970 195	32,40%
Code général des impôts et ses textes d'application	545 301 279 807	26,89%
Financements extérieurs	148 336 881 519	7,31%
Tarif douanier, code des douanes et ses textes d'application	183 802 143 253	9,06%
Code des Investissements et ses textes d'application	318 546 347 581	15,71%
Autres dispositions	77 641 396 232	3,83%
Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	93 356 045 497	4,60%
Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	2 856 998 898	0,14%
ONG	1 077 200 087	0,05%
Exonération de l'archevêché "MAC sous exonération partielle (DUE=5.6 %)" : code 733, 024, 102	0	0,00%
Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 026	0	0,00%
TOTAL	2 027 965 263 069	100%
Pourcentage des recettes	15,31%	
Pourcentage du PIB	1,84%	

3. Détail des résultats par mesure

Les dépenses fiscales en matière d'accises – 9,09% du coût budgétaire des dépenses fiscales en 2018 (hors Finex) – proviennent essentiellement de l'écart de taxation entre la bière locale et les bières importées : cette dépense fiscale représente plus de 166 milliards GNF, soit 72% des dépenses fiscales en matière d'accises (cf. tableau 17). L'accord tacite sur l'importation des cigarettes constitue un manque à gagner de seulement 3,9 milliards.

En matière de Droit de Douane (DD), les dépenses fiscales totalisent 879,11 milliards GNF dont 503,33 milliards GNF pour le code minier et 193 milliards FG liées aux mesures dérogatoires issues du code des investissements, soit respectivement 57,25% et 21,95% du coût total des dépenses fiscales en matière de DD (cf. tableau 18). Les dépenses fiscales de DD sur les financements extérieurs représentent 3,13% du total. Les manques à gagner concernant « les matières premières sans TVA » totalisent 93,35 milliards GNF soit 10,61% des dépenses fiscales de DD.

Le coût des dépenses fiscales de TVA constitue 28,99% du coût des dépenses fiscales évaluées en 2018 (hors Finex) : 174,41 milliards sur les échanges intérieurs et 370,46 milliards sur les importations. En ce qui concerne les dépenses fiscales de TVA à l'importation, 41%, du coût provient de l'exonération des produits pharmaceutiques figurant dans la nomenclature nationale des spécialistes pharmaceutiques et des génériques publiés par un arrêté du Ministre chargé de santé (154 milliards), 11% des engrais (42 milliards), 32,75% du riz (121 milliards) et 13,3% de la farine de blé (49 milliards)

(cf. tableau 19). Quant aux DF de TVA sur les importations liées au Finex, elles représentent un manque à gagner de 57 milliards, soit 15,55% des DF de TVA à l'importation.

Les données disponibles ne permettent pas de présenter les dépenses fiscales en matière d'IS de manière désagrégée, par mesure dérogatoire. Le coût budgétaire total estimé des dépenses fiscales en matière d'IS est de 284,83 milliards GNF (cf. tableau 21). Plus de 50% de ce coût provient du secteur minier : 142,73 milliards GNF. Les mesures concernant le code des investissements comptabilisent 39 milliards GNF de manque à gagner, soit 13,7% des dépenses fiscales en matière d'IS. Les conventions (hors secteur minier) représentent 95,58 milliards, soit 33,56% des dépenses fiscales en matière d'IS. L'exonération d'IMF pour la première année civile coûte environ 7,5 milliards : ce coût représente 2,6% des dépenses fiscales en matière d'IS et d'IMF.

Tableau 18 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière d'accises à l'importation et sur les échanges intérieurs
page 31

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et incluse dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
4 (DA)	Ecart de taxation entre la production locale : Sobragui et GIB (surtaxe : taxe spécifique) et bières importées (taxe ad valorem de 47%)	Art. 6 du tarif douanier 2013 ; Art. 11 de la directive CEDEAO ; Art. 430 du CGI	SGE, Section industrie/BTP Tableau de dépouillement exercice 2017	166 873 529 410
4 bis 1 (DA)	Protocole d'accord sur les cigarettes importées (15% dans le tarif des douanes 2013)	Art. 6 du tarif douanier 2013 et protocole d'accord tacite	Données SYDONIA, Code : SH6=2403 & 2402	3 930 286 446
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE D'ACCISES				170 803 815 856

Tableau 19 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière de DD

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et incluse dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
364 (DD)	DF de DD sur les financements extérieurs			27 580 693 686
Agriculture, pêche, élevage				
De 403 à 411 (DD)	Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage	D/97/205 Article. 3, Article. 4	Données SYDONIA Codes additionnels : 020, 021, 022, 071	1 648 678 978
ONG				
412 (DD)	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039 - A 589 07/02/2001	Données SYDONIA Codes additionnels : 600, 602	1 077 200 087
Code des investissements (loi de finances 2014)				
413 (DD)	Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants : a) au titre des droits de douane : Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF	LFI 2014 Article. 21	Données SYDONIA Codes additionnels : 300, 301, 306, 340	193 199 659 423
414 (DD)	[Pendant la phase de production] a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%. b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.	LFI 2014 Article. 22		
Code minier				

425 (DD)	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douane au taux unique de cinq pour cent (5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi-finis ; – pour l'importation des biens visés à la troisième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les consommables destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi finis, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. [...] <p>Toutefois, par exception au premier paragraphe du présent article, les importations de fioul lourd destiné à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013 Article. 179 nouveau	Données SYDONIA Codes additionnels : 302, 303, 304, 305, 342, 343, 345, 444, 316, 312	509 334 861 105
----------	---	--	---	-----------------

416 (DD)	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douanes au taux unique de six virgule cinq pour cent (6,5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes ; – pour l'importation des biens visés à la deuxième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les matières premières et autres consommables destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. [...] <p>Toutefois, par exception au présent article, les importations de fioul lourd destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013 Article. 180 nouveau		
Autres				
491 (DD)	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 718, 720	2 856 998 898,00
492 (DD)	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 716	93 356 045 497
	Conventions et Autres (ligne 278+ ligne 287 du Dofile)			50 060 702 546
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE DD				879 114 840 220

Tableau 20 : Liste des dépenses fiscales évaluées en matière de TVA à l'importation

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et incluse dans le périmètre d'évaluation	Référence de la mesure dérogatoire	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
Code général des impôts				
163 (TVA)	Les ventes, importations, impressions et compositions de publications périodiques imprimées quelle que soient leurs dénominations (journal ou revue) principalement composées de textes relatifs aux nouvelles et aux informations d'intérêt général à l'exclusion des recettes de publicité	CGI 2015. Article 362-d	Données SYDONIA, code SH, 48.01 ; 49.02.90	3 140 925 837
166 (TVA)	Huile de palmiste	CGI 2015. Article 362-f	Données SYDONIA, code SH, 15.13	10 775 685
170 (TVA)	"Les produits pharmaceutiques : sont concernés les produits figurant dans la nomenclature nationale des spécialistes pharmaceutiques et des génériques publiés par un arrêté du Ministre chargé de santé. Au regard de la nomenclature du tarif des Douanes, ces produits relèvent des positions 30-01-10-00-00 à 30-06-06-00-00."	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-1	Données SYDONIA, code SH, 22.07.10.10 ; 29.41.90 ; 30.01.90 ; 30.02.10 ; 30.02.20 ; 30.02.30 ; 30.02.90.90 ; 30.03.39 ; 30.03.90 ; 30.04.10 ; 30.04.20 ; 30.04.31	154 014 296 542
171 (TVA)	Les engrais : sont concernés les substances dont la fonction principale est d'apporter aux plantes cultivées les éléments nécessaires à leur croissance aux regards de la nomenclature du tarif des douanes, ces produits relèvent des positions tarifaires 31-01-00-00-00 à 31-05-90-00.	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-2	Données SYDONIA, code SH, 31.02.29 ; 31.02.90 ; 31.03.90 ; 31.04.90 ; 31.05.20 ; 31.05.90	41 891 865

172 (TVA)	Les produits phytosanitaires constituent des substances ou préparations permettant de lutter contre les ennemis des cultures ou des produits récoltés.	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-3	Données SYDONIA, code SH, 28.49.10 ; 38.08.50.11 ; 38.08.50.19 ; 38.08.50.90; 38.08.91.11.10; 38.08.91.11.90; 38.08.91.19.10; 38.08.91.19.20;	3 779 888 290
173 (TVA)	"Les livres et fournitures scolaires : sont concernés les cahiers scolaires, dictionnaires et encyclopédies et manuels scolaires relevant respectivement des positions 48-20-00-00, 49-01- 91-00-00 et 49-01-99-10-00. Au titre des fournitures scolaires, ne sont exonérés de T.V.A que les crayons et ardoises pour l'écriture ou le dessin relevant des positions 96-08-10-00-00 et 96-10-00-00-00."	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-4	Données SYDONIA, code SH, 48.20.20 ; 48.20.90.10 ; 49.01.10 ; 49.01.91 ; 49.01.99.10 ; 49.01.99.90 ; 49.03 ; 49.05.10 ; 49.05.99 ; 49.06	10 058 457 192
174 (TVA)	Le riz (10.06.10.10.00 à 10.06.40.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 10.06.10.90 ; 10.06.20 ; 10.06.30.10 ; 10.06.30.90 ; 10.06.40	121 334 792 848,00
175 (TVA)	La farine de blé (11.01.00.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 11.01.00	49 283 665
176 (TVA)	Les huiles végétales alimentaires des positions tarifaires 15.07 à 15.15	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 15.07.90 ; 15.09.90.90 ; 15.10.00.10 ; 15.11.90.91 ; 15.11.90.99 ; 15.14.19 ; 15.15.29 ; 15.15.90.19 ; 15.15.90.90	66 302 578 421

177 (TVA)	Le blé (10.01.10.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 10.01.19	264 160 928
205 (TVA)	DF de TVA à l'importation associée aux financements extérieurs			57 558 056 553
228 (TVA)	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771. Article 37-f	Données SYDONIA, code SH, 87.13 ; 87.14.20 ; 90.21	21 703 481
243 (TVA)	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771. Article 37-r	Données SYDONIA, code additionnel 024	93 987 107
Pêche, agriculture, élevage				
247 (TVA)	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les œufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205. Article 2-C	Données SYDONIA, code SH, 01.03.10 ; 01.04.10.10 ; 01.04.20.10 ; 01.05.11.10 ; 04.07.19 ; 07.01.10 ; 07.13.33.10 ; 07.13.40.10 ; 10.01.11 ; 10.05.10 ; 10.08.21 ; 12.01.10 ; 12.02.30 ; 12.07.21 ; 12.09.91 ; 12.09.99	165 528 191
251 (TVA)	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205. Article 2-E	Données SYDONIA, code SH, 39.26.90.10 ; 45.03.90.10 ; 52.07.90.10 ; 56.08.11 ; 56.08.90.10	2 286 326 405
252 (TVA)	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs «In-Bord» (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205. Article 2-F	Données SYDONIA, code SH, 84.07.21	1 202 391 654

253 (TVA)	"Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont : – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d’irrigations par aspersion et de goutte-à goutte (pompes. Motopompes. Tuyaux en matières plastiques et en métal. Goutteurs. Asperseurs et accessoires. Filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord» (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage."	D/97/205. Article 3	Données SYDONIA, code SH, 63.05.10 ; 63.05.33 ; 82.01.10.10 ; 82.01.10.90 ; 82.01.30.10 ; 82.01.30.90 ; 82.01.40.20 ; 82.01.40.90 ; 82.01.50.90 ; 82.01.60.90 ; 82.01.90.90 ; 84.19.31 ; 84.24.81.10 ; 84.24.81.90 ; 84.32.10 ; 84.32.21 ; 84.32.29 ; 84.32.30 ; 84.32.40 ; 84.32.80 ; 84.32.90 ; 84.33.20 ; 84.33.30 ; 84.33.40 ; 84.33.51 ; 84.33.52 ; 84.33.59 ; 84.33.60 ; 84.33.90 ; 84.34.10 ; 84.34.20 ; 84.34.90 ; 84.36.29 ; 84.36.80 ; 84.36.91 ; 84.36.99 ; 84.37.10 ; 84.37.80 ; 84.37.90 ; 87.01.10 ; 87.01.90.19	7 695 402 169
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE TVA A L'IMPORTATION				370 368 403 173
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE TVA SUR LES ECHANGES INTERIEURS				83 179 765 766

Tableau 21 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés aux financements extérieurs

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et incluse dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
192 (TVA)	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur financement extérieur.	CD 2015, 278-1-g	Données SYDONIA Codes additionnels : 400, 401, 402, 405, 407, TOFE	57 558 056 553 à l'importation
336 (DD)	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015, 278-1-g	Données SYDONIA Codes additionnels : 400, 401, 402, 405, 407, TOFE	27 580 693 686
TOTAL DES DEPENSES FISCALES SUR LES FINANCEMENTS EXTERIEURS				85 138 750 239

Tableau 22 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales en matière d'IS/IMF

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et incluse dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
41 (IS) et 42 (IS)	Code des investissements	LFI 2014	Données du SGE	39 105 226 260
43 (IS), de 45 (IS) à 67 (IS)	Secteur minier	-	Données du SGE	142 730 255 675
De 69 (IS) à 93 (IS)	Conventions (hors secteur minier)	-		95 586 208 648
96 (IMF)	Les sociétés nouvelles à l'exclusion des transformations de personnes morales, pour la première année civile de leur exploitation	CGI 2015	Données du SGE	7 411 854 966
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE D'IS/IMF				284 833 545 549

D. Evolution des dépenses fiscales entre 2016 et 2018

La comparaison menée ici se limite aux droits et taxes pour lesquels le SFR est resté stable sur la période 2016-2018. Ainsi par exemple, l'IS n'est pas inclut dans le tableau comparatif (Tableau 23) et dans l'analyse.

Tableau 23 : Comparaison des dépenses fiscales – 2016, 2017 et 2018

	2016		2017		2018	
	Montant	% du total	Montant	% du total	Montant	% du total
Droits d'accises	153 288 304 513	11,07%	228 855 076 216	12,48%	170 803 815 856	10,71%
DD	356 813 184 403	25,77%	737 184 753 017	40,20%	879 114 840 220	55,12%
TVA	874 619 718 034	63,16%	867 621 124 342	47,32%	544 876 179 925	34,17%
TOTAL	1 384 721 206 950		1 833 660 953 575		1 594 794 836 001	
Pourcentage des recettes	14,52%		18,00%		14,19%	
Pourcentage du PIB	2,05%		2,16%		1,71%	

* Pour les impôts non impactés par l'évolution du SFR entre 2016 et 2018

Les dépenses fiscales en matière de droits d'accises ont augmenté de 153 à 229 milliards entre 2016 et 2017, cette augmentation est due essentiellement à l'accroissement de l'écart de taxation entre la bière produite localement et la bière importée qui est passé de 73 à 167 milliards entre les 2 années. Au contraire, les DF sur les accises ont fortement baissé de 2017 à 2018, passant de 229 à 171 milliards. Cette baisse s'explique essentiellement par la maîtrise des exonérations des droits d'accises sur les cigarettes importées qui sont passées de 48 à 4 milliards entre 2017 et 2018.

Les dépenses fiscales en matières de DD n'ont cessés de croître sur la période 2016-2018. La mise en application progressive du TEC rend difficile la comparaison entre 2016 et 2017. Néanmoins, il semblerait que les DF de DD se soient accrues de 142 milliards entre 2017 et 2018, atteignant ainsi 879 milliards en 2018. Ces augmentations sont dues essentiellement aux exonérations de droits de douanes liées au code des investissements et au code minier qui sont passées de 200 milliards en 2016 à 613 milliards en 2017 puis à 696 milliards en 2018.

Enfin pour les dépenses fiscales de TVA, tandis qu'elles ont fortement augmenté sur les échanges intérieurs - de 73 à 174,41 milliards sur la période 2016-2018 - elles ont globalement baissé sur la même période du fait de la forte diminution des dépenses fiscales sur les importations qui, elles, sont passées de 851 milliards en 2016 à 370,46 milliards en 2018.

V. EFFET DISTRIBUTIONNEL DES EXONÉRATIONS DE TVA SUR LES BIENS DE CONSOMMATION FINALE

Les exonérations de TVA sur les biens de consommation finale réduisent le champ d'application de la TVA et donc sa productivité. Ainsi, une analyse d'impact de leurs effets est souhaitable pour s'assurer de l'atteinte des objectifs d'équité initialement visés.

Afin d'analyser l'impact de ces mesures dérogatoires, l'analyse suivante utilise des données détaillées de consommation fournies par la Banque Mondiale : *Global Consumption Database*.¹⁰ Elles fournissent les niveaux de consommation par type de biens mais aussi par segment de consommation. Basées sur des enquêtes ménage, la base de données construite offre les niveaux de consommation pour 106 produits, ventilés en quatre segments de la population. La décomposition de la consommation en segment permet d'estimer les effets distributionnels des choix de politiques fiscales en matière d'exonération de TVA.

Les données de consommations sont exprimées en monnaie locale courante¹¹. Elles sont accompagnées d'information sur le nombre de ménages enquêtés et la taille de la population totale et par segment. Ainsi, les données d'enquête peuvent être rigoureusement agrégées pour être représentatives de la population nationale.

Les ménages sont classés en quatre segments : « lowest », « low », « middle », « higher » traduits par « très bas », « bas », « moyen » et « élevé ». Les segments de la population sont définis à partir de seuils de revenu en valeur absolue par tête et par jour. Ces seuils sont les mêmes pour l'ensemble des pays de la base. Ils sont basés sur des données mondiales de distribution de revenu, qui classent la population mondiale selon le revenu par tête. Le segment de revenu le plus bas (segment 1) - « très bas » - correspond à la moitié basse de la distribution mondiale, ou au 50ème percentile et au-dessous ; le segment de revenu bas (segment 2) - « bas » - correspond aux 51ème et 75ème percentiles ; le segment de revenu moyen (segment 3) - « moyen » - aux 76ème et 90ème percentiles ; et le segment de revenu élevé (segment 4) - « élevé » - au 91ème percentile et au-dessus. Ces seuils sont utilisés pour établir les 4 segments de population : « très bas » : en dessous de 2.97\$ par tête par jour, « bas » : entre 2.97\$ et 8.44\$ par tête par jour, « moyen » : entre 8.44\$ et 23.03\$ par tête par jour, « élevé » : au-dessus de 23.03\$ par tête par jour.

En Guinée, aucun des ménages ayant participé à l'enquête consommation n'appartient au segment « élevé ». Le segment « très bas » représente plus de 83% de la population, le segment « bas » 16% et le segment « moyen » moins de 1% de la population (voir graphique 4).

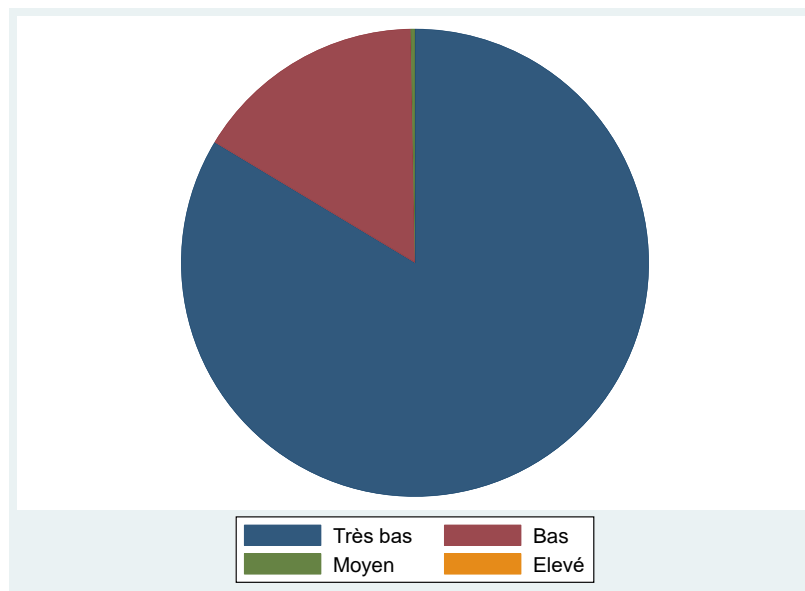
A partir de ces données, l'écart fiscal entre les contributions potentielles de TVA si le taux normal de 18% est appliqué et les contributions réalisées est calculé par segment de revenu. Une première étape consiste à déterminer, parmi les biens de consommation disponibles, lesquels bénéficient d'exonérations (voir Annexe C). Ensuite, pour chaque segment, la contribution théorique aux recettes de TVA est calculée (1) si seul le taux standard national est appliqué et (2) si l'ensemble des choix de politique nationale y compris l'application des exonérations de certains biens et services s'appliquent. Les bénéfices des exonérations pour les ménages sont ensuite déduits (voir encadré 3). Ils sont déterminés par segment de sorte à analyser les impacts distributionnels des exonérations. En Guinée,

¹⁰ <http://datatopics.worldbank.org/consumption/detail>

¹¹ Household Consumption 2010 by Country, Product/Service, Area and Consumption Segment in Local Currency (Million).

un peu plus de 10% des 106 produits sont exonérés et cela représente 19.5% de la consommation totale.

Graphique 4 : Segments de consommation en Guinée



Encadré 3 : La méthodologie appliquée pour le calcul des bénéfices des exonérations pour les ménages

Pour chaque bien de consommation et pour chaque segment, on estime la contribution théorique aux recettes de TVA si le taux standard national τ^S est appliqué à l'ensemble de la consommation finale :

$$C^S = \tau^S * FC$$

Avec FC la consommation finale.

On estime par ailleurs la contribution aux recettes de TVA si l'on applique les choix de politique nationale :

$$C^P = \tau^P * FC$$

Avec τ^P l'ensemble des taux définis par la législation nationale, taux standard et exonérations.

Le bénéfice pour les consommateurs de chaque segment dû aux exonérations en vigueur est alors donné par :

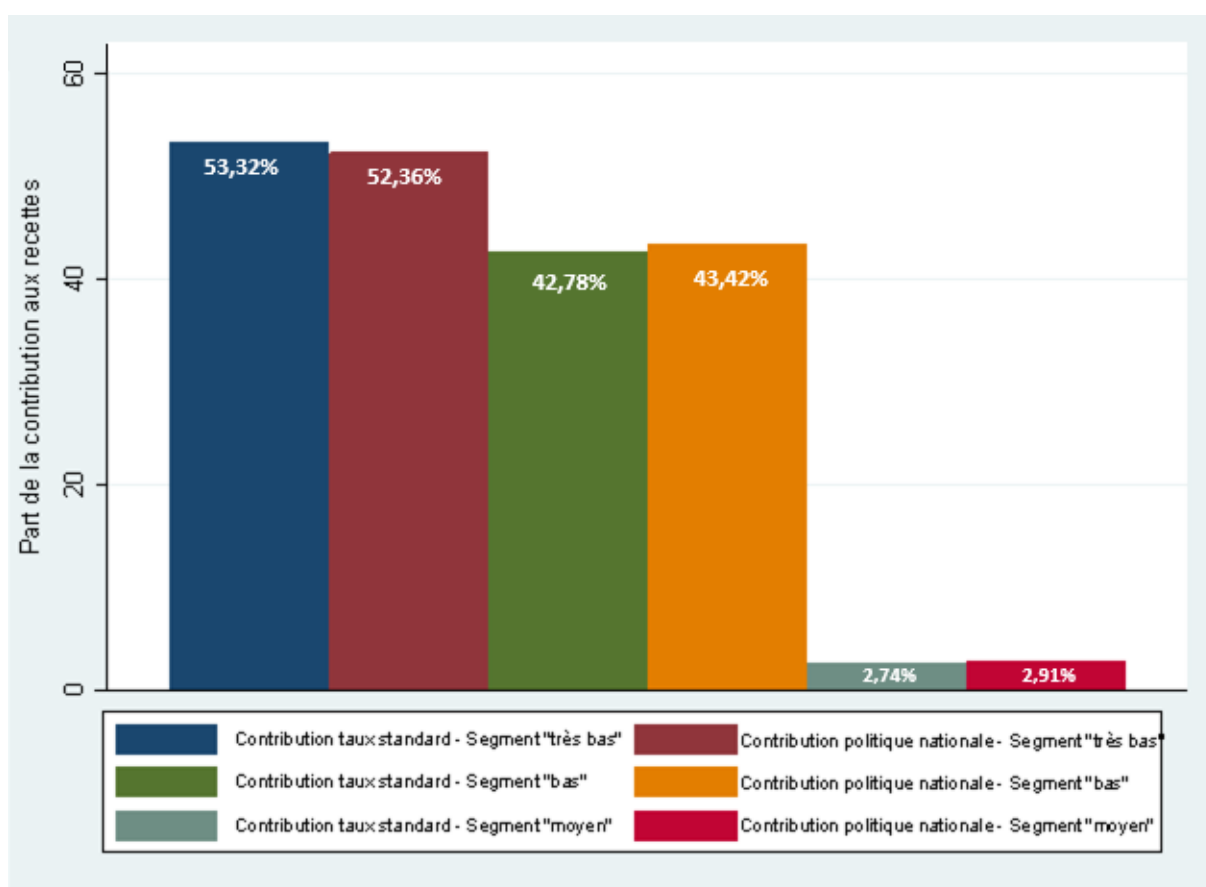
$$Benef = C^S - C^P$$

Ce bénéfice est égal à zéro lorsque toute la consommation finale est taxée à un taux unique. Les résultats pourraient être interprétés comme l'écart fiscal en termes de recettes pour le gouvernement guinéen.

Si l'on s'intéresse à la contribution aux recettes de TVA en valeur absolue de chaque segment, le segment des plus pauvres de la population contribue à plus de 53,32% au potentiel de recettes de TVA si l'on appliquait le taux standard à l'ensemble de la consommation et à 52.35% au potentiel de recettes avec exonérations (voir tableau 22 et graphique 5). Ainsi, si c'est sur le premier segment de consommation que repose la plus grande part des recettes du fait de leur surreprésentation numérique, l'application des mesures dérogatoires permet d'atténuer à la marge cette répartition.

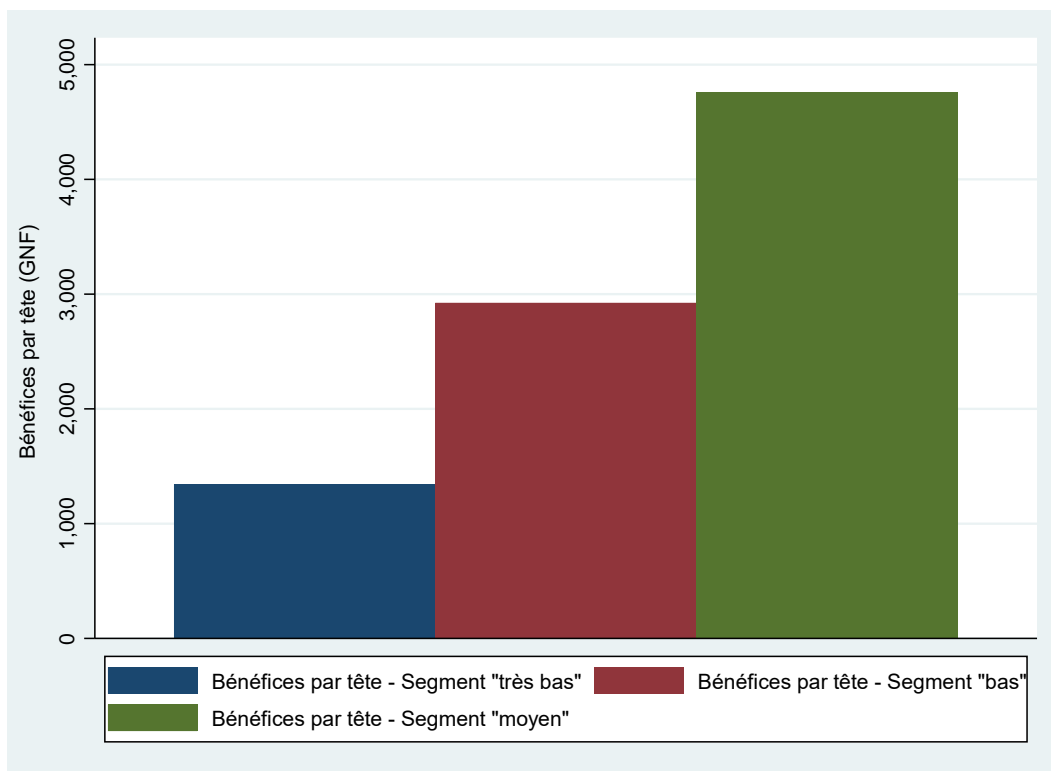
Tableau 24 : Part de la contribution aux recettes par segment

	Contribution aux recettes "taux standard"	Contribution aux recettes "politique nationale"
Segment "très bas"	53,32%	52,36%
Segment "bas"	42,78%	43,42%
Segment "moyen"	2,74%	2,91%

Graphique 5 : Part de la contribution aux recettes par segment

La contribution respective des différents segments aux recettes en valeur absolue s'explique essentiellement par le poids très hétérogène de ceux-ci dans la population totale (83 % pour le segment « très bas », 16% pour le segment « bas », 1% pour le segment « moyen »). Il est nécessaire de rapporter les contributions par tête pour chaque segment. Une fois corrigé pour la taille de la population dans les différents segments, la contribution par tête aux recettes de TVA est croissante avec la richesse du ménage. Ainsi, ce sont les ménages les plus riches qui bénéficient par tête le plus des exonérations fiscales. Le graphique 6 présente la répartition des bénéfices par tête des exonérations pratiquées. Les ménages appartenant au segment « très bas » sont ceux qui bénéficient le moins des exonérations.

Graphique 6 : Bénéfices par tête du fait de la mise en place des exonérations – Par segment de consommation

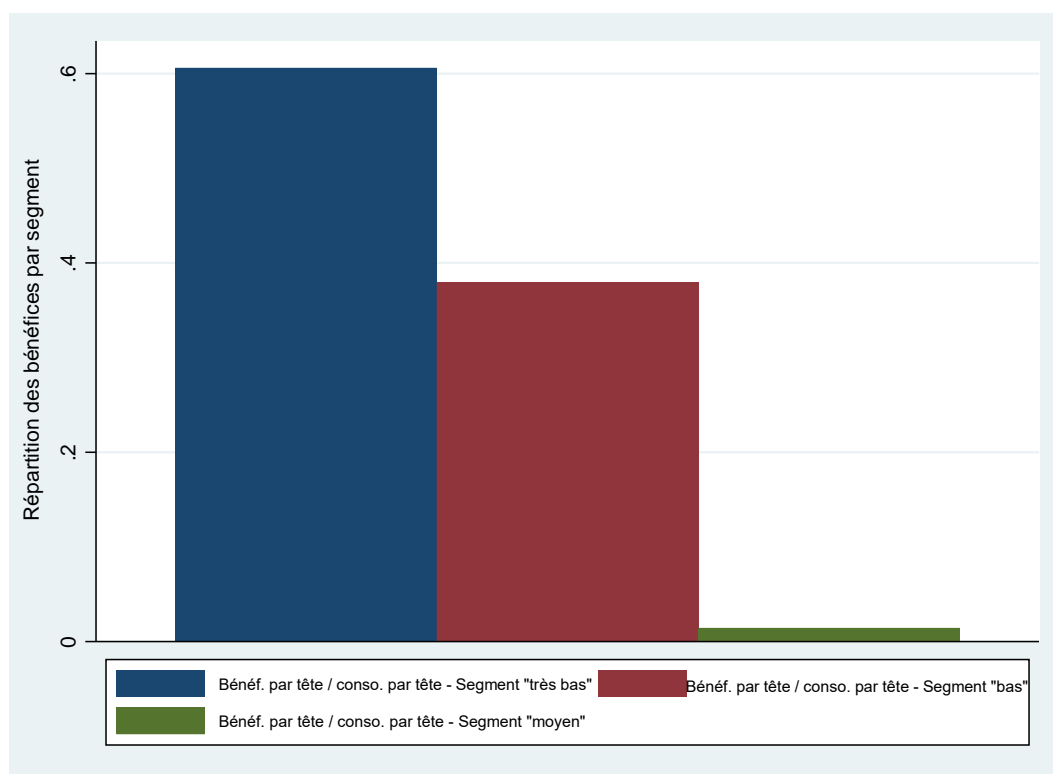


Là encore, l'analyse n'est pas suffisante pour conclure sur les effets distributionnels des exonérations. Il est nécessaire de nuancer ces résultats en rapportant les allègements fiscaux dont bénéficient les différents segments à leur niveau de consommation respectif¹². Pour affiner l'analyse, les bénéfices par tête sont rapportés aux niveaux de consommation par tête pour chaque segment. Il apparaît alors que ce sont les segments de revenu bas qui, en proportion de leur niveau de consommation par tête, bénéficient le plus des exonérations (graphique 4 et tableau 23). Ils bénéficient de plus de 60% de ce gain, contre 38% pour le segment « bas » et moins de 2% pour le segment « moyen » (graphique 7). Le tableau 2 présente les niveaux de consommation par tête et les bénéfices par tête pour chaque segment. Si en valeur absolue les segments les plus riches sont ceux qui bénéficient le plus par tête des exonérations, ce gain représente une plus faible part de leur consommation par tête (0,02%) relativement aux ménages les plus pauvres (près de 2%).

¹² La consommation est utilisée pour estimer le niveau de revenu des différents segments. Le taux d'épargne étant plus grand pour les segments les plus riches, il est probable que la progressivité observée soit sous-estimée.

Tableau 25 : Équité des exonérations : bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête

	Niveau de consommation par tête	Bénéfices par tête	Bénéfices par tête/consommation par tête
Segment "très bas"	67 667,07	1 344,35	1,99%
Segment "bas"	351 492,40	2 924,26	0,83%
Segment "moyen"	19 300 000,00	4 758,49	0,02%

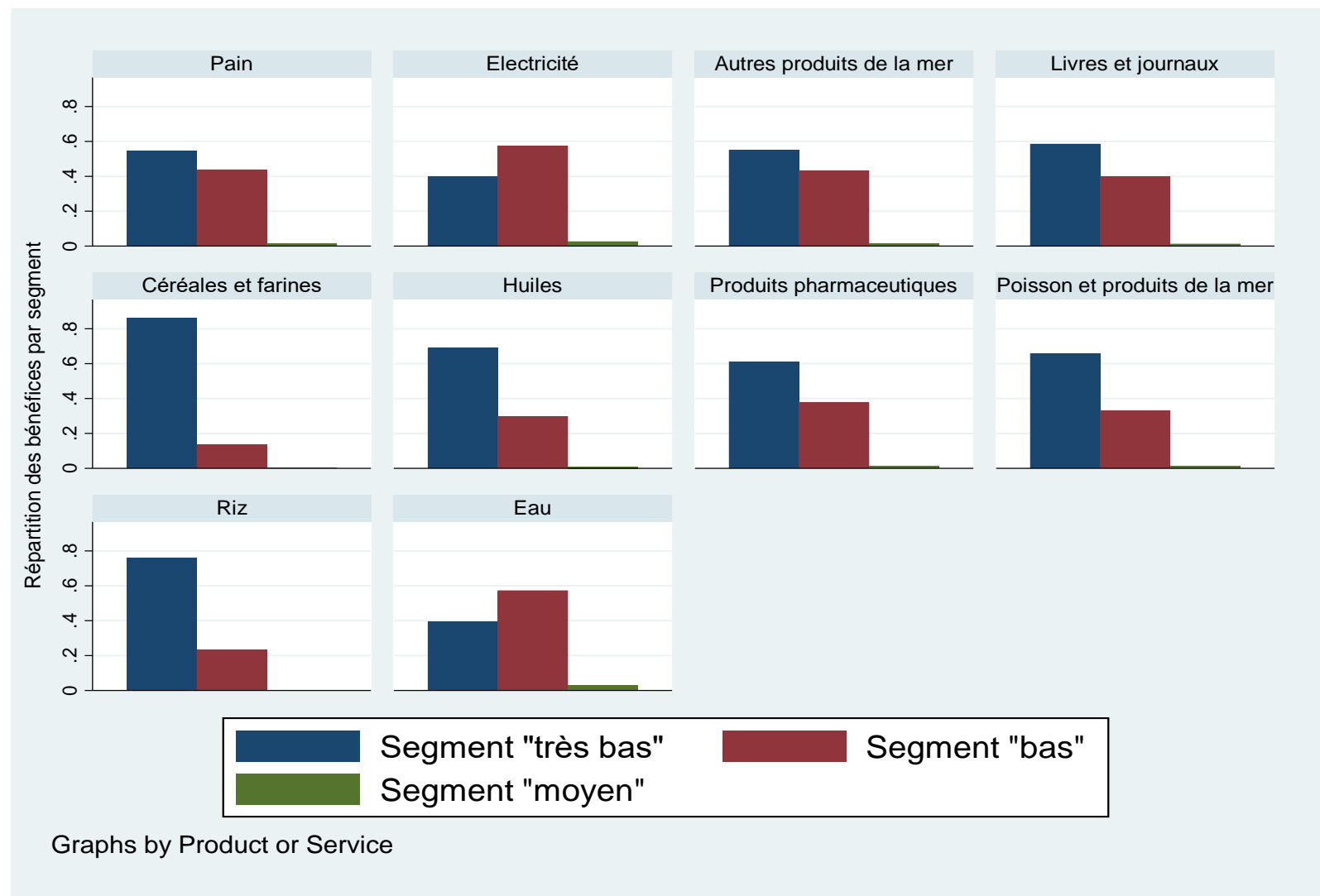
Graphique 7 : Répartition par segment des bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête (% de la contribution totale)

Pour évaluer la progressivité des mesures par produit, la répartition des bénéfices par tête et rapporté à la consommation par tête entre les segments est estimée par produit. Le graphique 8 présente la progressivité des exonérations. Un grand nombre d'exonérations bénéficient au segment « très bas » de la population, atteignant donc en priorité les plus pauvres. Les exonérations des céréales, du riz, des huiles et du poisson sont particulièrement progressives puisqu'elles bénéficient à plus de 60% aux plus pauvres. Les exonérations de l'eau et de l'électricité semblent au contraire moins progressives globalement, bénéficiant davantage aux ménages appartenant à la catégorie de revenu « bas » plus qu'à celle de revenu « très bas ».

Les résultats de l'analyse d'impact effectuée avec les données disponibles ont permis de mettre en évidence un impact globalement positif des dépenses fiscales en matières de TVA sur les biens de consommation finale pour la réduction des inégalités. Il convient toutefois de

noter que les bénéfices par tête sont une fonction croissante du niveau de revenu des ménages, ce qui favorise davantage les catégories les plus aisées. Par ailleurs, l’analyse montre que la progressivité de l’exonération varie selon les produits et qu’en conséquence, la réduction des inégalités pourrait être améliorée par un ciblage plus pertinent des produits à exonérer. Notamment, l’impact de l’exonération d’une tranche sociale de l’eau et de l’électricité est régressif pour les deux tranches de population les plus pauvres et devrait *de facto* être reconsidérée.

Graphique 8 : Progressivité des principales exonérations par produit



VI. CONCLUSION : L'ÉVALUATION 2018 ET LE RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA PÉRENNITÉ DE L'EXERCICE

Avec un taux de pression fiscale de 12,1% en 2018, la performance de la Guinée en termes de mobilisation des recettes fiscales demeure parmi les plus faibles du continent et démontre à elle seule la nécessité de poursuivre l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales pour éclairer les choix de politique fiscale.

En 2018, 507 mesures dérogatoires ont été répertoriées. Les conventions minières sont majoritairement représentées dans les mesures dérogatoires pour 2018 (137 mesures, 28% des mesures dérogatoires), suivies des dispositions liées au tarif et code des douanes (136 mesures, 27% des mesures dérogatoires).

Sur les 507 mesures dérogatoires identifiées, 360 sont considérées comme dépenses fiscales, soit 71% des mesures. Classées par type d'impôt, les 360 mesures identifiées comme dépenses fiscales sont constituées très largement par les DF de TVA (122 mesures à l'intérieur et à l'importation, 34% des DF) et de DD à l'importation (101 mesures, 28% des DF), suivies par l'IS (61 mesures de dépenses fiscales, 17% des DF). Les mesures générant des dépenses fiscales pour l'année 2018 proviennent des conventions minières pour près de 38%, 21% proviennent des arrêtés d'agrément au code des investissements, 12% de diverses conventions.

Parmi les 360 mesures recensées comme DF en 2018, 258 ont pu être évaluées, soit les 72%. Les 102 autres mesures de DF n'ont pas pu être évaluées du fait de l'indisponibilité de données fiables sur ces dernières. **Les dépenses fiscales estimées en 2018 pour les 258 mesures s'élèvent à 2 028 milliards GNF (dont celles sur Finex : 148 milliards GNF), soit 15,31% des recettes réellement recouvrées. Avec l'hypothèse d'un montant moyen identique des dépenses fiscales hors périmètre d'évaluation, ce montant pourrait atteindre 2 830 milliards GNF, soit 21,36% des recettes.** Les DF liées aux impôts indirects constituent la part la plus importante dans le coût des dépenses fiscales évaluées. Elles atteignent 1 594,79 milliards (Hors Finex), soit au total 85% des DF hors Finex, dont 46,77 % pour les Droits de Douane (879,11 milliards de FG), 29% pour la TVA (544,87 milliards de FG) et 9 % pour les droits d'accises (170,8 milliards de FG). Les DF liées à l'IS/IMF ont été de 284,83 milliards de FG en 2018, soit 15% du coût budgétaire total évalué (hors financements extérieurs). Quant aux DF liées aux financements extérieurs, elles s'élèvent à 148,33 milliards de FG.

L'évaluation des dépenses fiscales a été complétée par une analyse d'impact de l'effet des exonérations de TVA sur les biens de consommation finale. Les résultats de l'analyse d'impact effectuée avec les données disponibles ont permis de mettre en évidence un effet globalement positif des dépenses fiscales en matière de TVA pour la réduction des inégalités. Néanmoins, l'analyse montre que la réduction des inégalités pourrait être améliorée par un ciblage plus pertinent des produits à exonérer. En effet, l'impact de l'exonération d'une tranche sociale de l'eau et de l'électricité est régressif pour les deux tranches de population les plus pauvres et devrait de facto être reconsidérée.

L'exercice d'évaluation des dépenses fiscales réalisé dans le cadre de ce projet devrait être pérennisé. En effet, la mise en place du Bureau de Stratégie et de Développement (BSD), qui inclut l'Unité de politique fiscale (UPF), est en cours. Le directeur général et le directeur général adjoint du BSD ont été nommés par décret (D/2019/PRG/SGG) du 25 juillet 2019. L'organisation et le fonctionnement d'UPF ont par ailleurs été fixés par un arrêté du Ministre du budget, fin juin 2019. L'organisation définitive du BSD doit intervenir dans les plus brefs délais et pourrait faire l'objet d'un accompagnement de

l'assistance technique. Ce bureau est indispensable pour recentrer la prise de décision en matière de politique fiscale au niveau du Ministre du Budget. La structure spécifique dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales au sein du BSD s'est progressivement approprié la démarche.

Les principaux objectifs visés par le BSD devraient être les suivants : 1) l'amélioration de la coordination entre l'administration des impôts et celle des douanes ; 2) l'élaboration des prévisions de recettes fiscales et douanières ; 3) l'analyse des projets de réforme en matière de politique fiscale, et notamment de leur impact ; et 4) l'estimation annuelle des dépenses fiscales et éventuellement l'étude de leur impact.

Une synthèse des expériences internationales en la matière a fait l'objet de plusieurs publications (« Structures, processes and governance in tax policy-making : an initial report », C. J. Wales et C. P. Wales, 2012, Oxford University Centre for Business Taxation et « How to Establish a Tax Policy Unit », FAD, IMF, 2017). Celles-ci donnent des orientations sur la localisation, la taille, la composition et les missions d'une telle structure.

Si l'installation physique du BSD, structure technique, au niveau du ministère du budget n'est pas une obligation, l'essentiel est qu'elle soit pilotée par un organe décisionnel, qui doit être présidé par le Ministre du budget ou son représentant et comprendre notamment le Directeur général des impôts et celui des douanes. Ce comité détermine les grandes orientations de la politique fiscale, décide des études à réaliser par l'UPF, et en valide les résultats. En ce qui concerne les dépenses fiscales, il lui reviendra par exemple de valider le SFR, et le rapport d'évaluation réalisé par l'UPF. Celui-ci pourra être complété chaque année par une analyse de l'impact des principales dépenses fiscales.

L'UPF réalise sous l'autorité du Ministre du budget, toutes les études techniques nécessaires aux choix à opérer en matière de politique fiscale, et au suivi de l'impact des mesures fiscales en cours. Elle produit les notes de synthèse et les documents préparatoires ou devant accompagner les projets de Lois de finances, en particulier le rapport sur l'évaluation des dépenses fiscales.

La composition de l'UPF doit permettre de regrouper toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. L'UPF regroupe essentiellement des représentants de la DNI et de la douane, c'est à dire au moins : 1 représentant des études et statistiques, 1 représentant de l'informatique, 1 représentant de la législation, et 1 représentant des services (douanier de la ligne et inspecteur vérificateur des impôts), ainsi que leurs suppléants. L'Institut National de la Statistique (INS) devrait également être représentée au sein de l'UPF par l'un de ses membres, et son suppléant, notamment pour disposer d'un point focal utile pour l'accès aux données économiques. L'UPF ne devrait pas regrouper plus d'une douzaine de membres permanents. La stabilité de la composition de cette structure technique est une condition indispensable à la bonne réalisation des tâches qui lui sont confiées ainsi qu'à la fiabilité des analyses et des résultats obtenus.

L'organisation du travail de l'UPF peut être précisée à partir de l'enseignement tiré de la collaboration entre la mission et les différents services à l'occasion de ces travaux d'évaluation des DF. Ainsi, deux « sous-groupes » opérationnels devraient être constitués au sein de l'UPF : l'un chargé de l'aspect juridique, c'est-à-dire le suivi de l'inventaire des textes et du SFR ; l'autre ayant pour tâche de regrouper les informations nécessaires à l'évaluation des DF, d'en définir le périmètre, de chiffrer leur coût, et éventuellement d'en analyser l'impact. Le rapport final serait ensuite rédigé conjointement par les deux sous-groupes. Les compétences requises pour les deux sous-groupes seraient différentes : le premier devant s'appuyer sur des représentants des services de la législation (DNI, douane), le second devant mobiliser des fiscalistes, des informaticiens et des statisticiens (DNI, Douane, INS). Ces deux sous-groupes travailleraient de manière séparée, chacun sous l'autorité d'un responsable désigné ; leurs travaux seraient suivis et coordonnés par le responsable de l'UPF. Les deux sous-groupes se réuniraient ensemble mensuellement pour partager leurs travaux, et coordonner leurs

actions. Un compte-rendu de ces réunions serait établi et communiqué au Comité de politique fiscale chargé de suivre l'avancée du projet, de faire les arbitrages nécessaires et de valider les résultats obtenus notamment le rapport d'évaluation. Cette organisation en deux sous-groupes, proposée à partir du processus d'évaluation des DF, convient à la réalisation de l'ensemble des missions susceptibles d'être confiées à l'UPF.

Si les avancées dans la mise en place et l'installation du BSD et de l'UPF contribuent à la pérennisation de l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales et facilitent la poursuite de l'exercice, sa composition et son organisation doivent être poursuivies au plus vite pour assurer définitivement le suivi des dépenses fiscales et, plus généralement, la mise en place d'une politique fiscale plus rationnelle et plus efficace.

VII. ANNEXES

A. Distribution des recettes fiscales dans quelques pays africains¹³

Pays	Taux de pression fiscale	Taxes sur le comm. ext.	Taxes indirectes internes	dont TVA	dont accises	Taxes directes	dont impôt sur les sociétés	dont impôt sur les individus
Afrique du Sud	24,71	1,03	8,88	6,51	0,88	14,66	5,14	9,45
Angola	22,24	1,08	1,44			5,65		
Botswana	35,45	10,77	3,92	3,92		5,79	2,45	3,34
Burkina Faso	12,48	1,6	6,69	4,69	1,2	2,8	1,48	1,32
Burundi	12,6	1,2	8,45			2,94	1,78	1,15
Cameroun	16,49	2	6,51	4,8	1,1	3,82	2,18	1,65
Cap Vert	18,98	3,82	8,81	7,08		6	2,72	3,28
Comores	11,09	1,4	6,67		4,32	2,92	2,34	0,47
Congo, Rép. Dém. du	10,87	2,09	4,65	3,61	1,04	3,88	1,88	2
Congo, République du	27,82	2,84	6,87			7,44		
Côte d'Ivoire	16,04	7,94	3,72	1,54		3,86	1,33	1,53
Gabon	20,62	4,21	1,98			4,71	1,9	1,71
Gambie	26,92	9,19	13,23	2,15	1,64	4,49	2,24	2,19
Guinée Equatoriale	14,78	0,24	0,79	0,58	0,21	0,85		
Guinée-Bissau	9,92	3,05	4,1		0,27	2,76	1,52	0,67
Madagascar	10,54	1,59	6,39	5,41	0,94	2,56	1,19	1,1
Mali	13,38	1,83	7,15	5,31	1,2	3,68		
Maurice	18,71	0,32	12	6,88	3,5	5,97	2,51	2,01
Mozambique	21,69	1,9	8,89	7,65	1,25	9,79	6,17	3,6
Namibie	34,73	12,36	7,79	7,59	0,03	12,61	3,48	8,54
Niger	13,81	3,05	4,67	3,97	0,7	4,52	3,32	1,06
Ouganda	13,62	1,53	7,4	4,35	2,84	4,45	0,95	2,19
Rép. Centrafricaine	6,5	1,63	3,47	2,08	0,62	1,34	0,64	0,23
São Tomé And Príncipe	14,8	6,48	2,92			4,89	1,24	3,46
Sénégal	19,77	2,82	10,59			6,03	2,11	3,53
Seychelles	30,44	1,8	15,42	9,98	5,42	9,98	4,73	5,25
Sierra Leone	9,05	2,79	2,14		1,08	3,07	1,17	1,84
Swaziland	27,51	13,63	6,32		1,32	7,56	2,94	4,54
Tanzanie	10,89	0,86	4,52	2,68	1,84	4,09		
Tchad	8,37	1,94	0,91			2,93	1,25	1,51
Zimbabwe	36,66	2,43	24,38	14,01	8,69	9,85	2,97	5,43

Source : FERDI

¹³ Les informations sont données pour l'année 2015, année la plus récente où les données détaillées sont fournies.

B. Présentation des dépenses fiscales identifiées pour l'année 2018

1. L'Impôt sur le revenu (IR)

Code général des impôts					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
1	IR	Les agents diplomatiques et consulaires des pays étrangers établis en Guinée sont exemptés de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les revenus liés à l'exercice de leurs fonctions diplomatiques ou consulaires à la condition qu'ils ne soient pas guinéens et dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent les mêmes avantages aux agents diplomatiques et consulaires guinéens.	CGI 2015	14	NDF
2	IR	Les intérêts afférents aux annuités de remboursement des emprunts souscrits pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations du logement dont le propriétaire se réserve la jouissance à titre d'habitation principale	CGI 2015	17-1	DF
3	IR	Les pensions alimentaires versées en exécution d'une décision de justice	CGI 2015	17-2	DF
4	IR	Les cotisations de sécurité sociale et assimilées qui n'ont pas été déduites d'un revenu brut catégoriel	CGI 2015	17-3	NDF
5	IR	Les dons et subventions aux œuvres et organismes à caractère philanthropique, social éducatif, scientifique, culturel ou sportif, dans la limite de 1% du revenu net global, sous réserve de la présentation de justification	CGI 2015	17-4	DF
6	IR	Une somme égale à 10% du montant du loyer annuel payé au titre de son habitation principale par le contribuable qui n'en est pas propriétaire dans la limite de 30.000 francs guinéens sous réserve de la présentation de justificatifs	CGI 2015	17-5	DF
7	IR	Le contribuable [...] peut déduire [de son revenu] une somme égale à 30 000 francs guinéens pour chaque enfant dont il a la charge, ainsi que pour son épouse ou chacune de ses épouses dans le cas d'option en faveur de l'imposition des revenus du foyer prévus à l'article 10, dans la limite d'un nombre maximum de six personnes	CGI 2015	18	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
8	IR	Les individus expatriés employés par la Société ou détachés par la Société pour des Services ou employés par ses conseillers ou entrepreneurs pour travailler en Guinée, seront soumis à un impôt sur le revenu équivalent à 10% du total de leurs salaires reçus pour le travail accompli en Guinée. Les indemnités et compléments de salaire en nature, pensions ou retraites complémentaires, paiements de sécurité sociale et médicaux, ne devront pas être pris en compte à ce propos et seront exemptés d'impôt.		13.17	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
9	IR	L'Investisseur et ses sous-traitants directs seront soumis aux impôts et taxes ci-après : a) Impôts et taxes sur les salaires : [...] – Une retenue à la source libératoire de tout autre impôt est faite sur les revenus salariaux versés par la société à son personnel expatrié qui réside pendant plus de 183 jours en Guinée au taux de 10% des salaires payés en Guinée et hors de Guinée.		20-a	DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
10	IR	La Société et ses Sous-traitants directs acquitteront les droits et taxes suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> – Une retenue à la source libératoire de tous impôts, au taux de 10% sur salaires payés en Guinée, faite sur les revenus salariaux versés par la Société à son personnel expatrié qui réside en Guinée plus de cent quatre vingt trois (183) jours sur une quelconque période de douze (12) mois. 		26.3.1.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
11	IR	Sauf autrement convenu dans les présentes, la Société paiera à l'Etat les retenues à la source prévues par la législation fiscale guinéenne, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> – La retenue à la source de 10% des salaires nets versés aux employés expatriés. Cette retenue est libératoire de tous autres impôts sur le revenu et salaires à la charge du personnel expatrié en Guinée. 		25.3.3	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
12	IR	– Une retenue à la source libératoire de tout impôt est faite sur les revenus salariaux versés par la Société, à son personnel expatrié qui réside plus de 183 jours en Guinée sur une quelconque période de douze (12) mois au taux de dix pour cent (10%) des salaires payés en Guinée et hors Guinée.		28.1.2	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
13	IR	La Société et les Sous-Traitants Directs, chacun en ce qui le concerne, appliqueront également une retenue à la source au taux de dix pour cent (10%) sur les salaires versés par la Société à son personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		28.1	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
14	IR	La Société appliquera également une retenue à la source au taux de dix pour cent (10%) sur les salaires versés par la Société à son personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		28.1	DF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerais de fer à Zogota/N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

15	IR	– Retenue sur les traitements et salaires (RTS) sur les salaires des salariés étrangers séjournant plus de cent quatre-vingt-trois (183) jours par Année Civile au taux de dix pour cent (10%) de la rémunération, étant entendu que les salariés étrangers séjournant moins de cent quatre-vingt-trois (183) jours par Année Civile sont exonérés de cet impôt.		33.6	DF
----	----	--	--	------	----

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
16	IR	– Une retenue à la source au taux de 10% sur les salaires versés au personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		35.2	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
17	IR	– Une retenue à la source libératoire de tout impôt est faite sur les revenus salariaux versés par les sociétés dont le siège social est en Guinée à son personnel expatrié qui réside plus de 183 jours en Guinée sur une quelconque période de 12 mois au taux de 10% des salaires payés en Guinée et hors Guinée.		24.7	DF

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
18	IR	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : [...] – Exonération de tous impôts et taxes sur les salaires du personnel expatrié [...].		1	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
19	IR	Une retenue à la source libératoire de tout autre impôt sur le revenu du personnel du Fournisseur n'ayant pas d'établissement en République de Guinée est faite sur les revenus du Personnel du Fournisseur direct à raison de toute activité déployée en République de Guinée au titre du Projet pendant une période excédant six (6) mois au cours d'une année civile, conformément à la convention d'établissement entre l'Etat et la Société du Projet.		8.2.3.1	DF

Code général des impôts (retenue sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
20	RTS	Les allocations familiales servies en application de la réglementation en vigueur	CGI 2015	55-1	DF
21	RTS	Les indemnités destinées à assurer le remboursement pour leur montant réel des frais professionnels utilisés conformément à leur objet et sous réserve de justification. Il s'agit principalement des indemnités de logement, indemnités de transport, indemnités de panier et repas, primes de cherté de vie et primes de craie.	CGI 2015	55-2	DF

22	RTS	Les allocations et les indemnités spéciales destinées à assurer le remboursement, pour leur montant réel, de frais professionnels, effectivement utilisées conformément à leur objet, et sous réserve de justifications	CGI 2015	55-2bis	NDF
23	RTS	Les indemnités et primes spéciales de caractère forfaitaire destinées à assurer le remboursement de frais professionnels, effectivement utilisées conformément à leur objet, dans les limites fixées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, et sous réserve des dispositions de l'article 52-3	CGI 2015	55-3	DF
24	RTS	Les indemnités de licenciement et les indemnités de départ à la retraite	CGI 2015	55-4	DF
25	RTS	Les indemnités temporaires, prestations et rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit	CGI 2015	55-5	DF
26	RTS	Les salaires versés aux apprentis munis d'un contrat d'apprentissage répondant aux conditions posées par le code du travail	CGI 2015	55-6	DF
27	RTS	Les allocations, bourses, indemnités et prestations servies sous quelque forme que ce soit par l'Etat ou les collectivités et les établissements publics en application des lois et règlements d'assistance	CGI 2015	55-7	DF
28	RTS	Les rentes viagères servies en représentation de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation prononcée judiciairement pour la réparation d'un préjudice corporel ayant entraîné pour la victime une incapacité permanente totale l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie	CGI 2015	55-8	DF
29	RTS	Les appointements des membres des missions diplomatiques et consulaires accrédités auprès de la République de Guinée pour l'exercice de leurs fonctions dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent des avantages analogues aux membres des missions diplomatiques et consulaires guinéens, et dès lors que le titulaire desdits appointements n'est pas de nationalité guinéenne	CGI 2015	55-9	NDF

2. L'Impôt sur les sociétés (IS)

Code général des impôts					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
30	IS	Les sociétés coopératives et leurs unions ainsi que les groupements villageois et leurs unions, ayant pour objet la production, la transformation, la conservation et la vente de produits agricoles sauf pour certaines opérations à caractère commercial telles que : les ventes effectuées dans un magasin de détail distinct de l'établissement principal, les opérations de transformation de produits ou sous-produits autre que ceux destinés à l'alimentation humaine ou animale ou pouvant être utilisés comme matières premières dans l'agriculture ou l'industrie et les opérations effectuées avec des non sociétaires ou membres	CGI 2015	221-I-1	DF
31	IS	Les sociétés coopératives d'approvisionnement et d'achat ainsi que les groupements villageois ou de quartier ayant le même objet, fonctionnant conformément aux dispositions qui les régissent	CGI 2015	221-I-2	DF

32	IS	Les sociétés coopératives de consommation ainsi que les groupements villageois ou de quartiers ayant le même objet, qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt, les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes	CGI 2015	221-I-3	NDF
33	IS	Les sociétés, organismes, coopératives et associations reconnus d'utilité publique chargés du développement rural ou de la promotion agricole	CGI 2015	221-I-4	NDF
34	IS	Les sociétés coopératives de construction	CGI 2015	221-I-5	DF
35	IS	Les collectivités locales, leurs groupements, ainsi que leurs régies de services publics	CGI 2015	221-I-6	NDF
36	IS	Les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture	CGI 2015	221-I-7	NDF
37	IS	Les bénéfices réalisés par des associations sans but lucratif, organisant avec le concours de l'Etat ou des collectivités locales des manifestations publiques correspondant à l'objet défini par leurs statuts et présentant du point de vue économique un intérêt certain pour la collectivité territoriale	CGI 2015	221-I-8	DF
38	IS	Les organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée, pour les services de caractères social, éducatif, culturel ou sportifs rendus à leurs membres	CGI 2015	221-I-9	NDF
39	IS	Les clubs et cercles privés pour leurs activités autres que le bar, la restauration et les jeux	CGI 2015	221-I-10	NDF
40	IS	Bénéficiaire d'une exonération d'impôt sur les sociétés pendant les dix premières années de leur fonctionnement, les organisations à caractère coopératif et pré-coopératif régies par les dispositions de l'ordonnance n°005/PRG/SGG/88 du 10 février 1988, autres que celles visées au I. Cette exonération temporaire peut être renouvelée par décision du Ministre de l'Economie et des Finances prise après consultation du service national d'assistance technique aux coopératives.	CGI 2015	221-II	NDF/DF

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
41	IS	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone A sont les suivantes : a) [...] Impôt sur les Sociétés (IS) [...] : 100% de réduction pour les 1 ^{ères} et 2 ^{èmes} années ; 50% de réduction pour les 3 ^{èmes} et 4 ^{èmes} années ; 25% de réduction pour les 5 ^{èmes} et 6 ^{èmes} années.	LFI 2014	26	DF
42	IS	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en zone B sont les suivantes : 1) [...] Impôt sur les Sociétés (IS) [...] : 100% de réduction pour les 1 ^{ères} , 2 ^{èmes} et 3 ^{èmes} années ; 50% de réduction pour les 4 ^{èmes} , 5 ^{èmes} et 6 ^{èmes} années ; 25% de réduction pour les 7 ^{ème} et 8 ^{èmes} années.	LFI 2014	27	DF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

43	IS	Par dérogation aux dispositions du Code Général des Impôts, les sociétés étrangères visées ci-dessous qui effectuent des prestations de services pour le compte de Contractants sont admises au bénéfice d'un régime fiscal simplifié dans les conditions et modalités suivantes : [...] c) le régime simplifié consiste en un prélèvement forfaitaire à titre d'impôt sur les sociétés et l'exonération de tous autres impôts au titre des services visés à l'alinéa a) ci-dessus. d) Ce prélèvement forfaitaire est fixé à dix pour cent (10 %) du chiffre d'affaires, tel que défini ci-dessous.	CP 2014	90	DF
----	----	---	---------	----	----

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
44	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.		20	DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
45	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et jusqu'au remboursement total des investissements initiaux à l'Investisseur, la Société sera exonérée de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC).		27.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
46	IS	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'Impôt sur les Bénéfices Commerciaux et Industriels (BIC) pour une période de 8 ans à compter de la 1ère année d'exploitation, conformément à l'article 143.3 du Code Minier, plus 4 années supplémentaires.		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
47	IS	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	DF

48	IS	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF
----	----	---	--	----	----

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
49	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF
50	IS	La Société sera exonérée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pendant une période de 4 ans (48 mois) à compter de la Date de Démarrage de la Production Commerciale.		29.4.1	DF
51	IS	A l'expiration de la période de 4 ans susmentionnée, et pour une durée de dix (10) ans (120 mois) suivant cette période d'exonération, la Société sera soumise à un impôt de 10% sur le résultat imposable conformément au présent Titre V et à l'Annexe Fiscale.		29.4.2	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
52	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF
53	IS	1) La société bénéficiera pour les 5 (cinq) premiers exercices comptables établis à partir de la date de démarrage de la période écoulee d'une exonération totale de l'impôt BIC.		29.3-1	DF
54	IS	2) Au-delà de cette première période visée ci-dessus et pour la période allant du 6ème exercice comptable au 10ème exercice comptable inclus, la société acquittera un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) au taux allégé de 5%.		29.3-2	DF
55	IS	3) A l'expiration de cette deuxième période, la Société acquittera un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) au taux de dix (10) % de chaque exercice susmentionné, soit du 11ème au 15ème exercice.		29.3-3	DF

56	IS	5) Nonobstant ce qui précède, et au cas où l'addition des cinq (5) exercices comptables successifs de la première période ferait apparaître un résultat comptable négatif, la Société sera exonérée de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) pour une nouvelle période de cinq (5) exercices comptables allant du sixième (6ème) exercice comptable au dixième (10ème) exercice comptable. A l'expiration de cette nouvelle période, la Société acquittera l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux sur la période résiduelle de cinq (5) ans (allant du 11ème au 15ème exercice comptable) au taux de 20%.		29.3-5	DF
----	----	--	--	--------	----

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
57	IS	Conformément aux dispositions de l'article 143.3 du Code Minier, la société sera exonérée de l'impôt BIC pour une période de 8 ans à compter de la première production commerciale. La société bénéficiera de deux années supplémentaires d'exonération, soit 10 ans au total, en raison de l'extension du Chemin de Fer de Kankan à Kerouané.		33.4.3	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
58	IS	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
59	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quel que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier.		Annexe E-2-B	DF

60	IS	[Pendant la phase d'exploitation et de transformation,] l'Investisseur et les Sociétés de Projet bénéficieront néanmoins des exonérations suivantes : ii. Pendant les cinq (5) premières années suivant la Date de Première Production Commerciale d'Alumine : – L'impôt sur les sociétés.		Annexe E-3-B-II	DF
----	----	--	--	-----------------	----

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
61	IS	Pour les opérations de production se déroulant à l'intérieur du Périmètre de la Concession modifiée ainsi que pour les opérations d'exploitation des Infrastructures du Projet qui auront été principalement créées pour les besoins du Projet, une exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire sera applicable pendant une période de huit (8) ans à compter de la première année de bénéfice taxable. A l'expiration de cette période, les entreprises concernées acquitteront l'impôt BIC au taux de 30%, ou à tout autre taux d'impôt BIC plus favorable qui serait adopté par les Lois et Réglementations.		29.1	DF

Avenant n°1 du 30 juin 2014 à la convention de base entre la République de Guinée et Alliance Mining Commodities Guinée SA pour l'exploitation des gisements de bauxite de Koumbia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
62	IS	Aux termes de l'Avenant, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est fixé à trente-cinq pourcent (35%) pour la durée de la Convention ; étant expressément entendu que la Société bénéficiera d'une exonération totale d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au titre de cinq (5) exercices fiscaux consécutifs, à compter de et y compris l'exercice fiscal au cours duquel il est prévu que la Date de Première Production Commerciale intervienne.		3.33.3.2	DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
63	IS	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
64	IS	– Exonération de l'IS pour une durée de trois années fiscales à compter de la date d'ouverture au public.		4.2-b	DF
65	IS	– Réduction de l'assiette sur l'IS égale à : * cinquante pour cent (50%) suivant les périodes d'exonération visée aux a et b (à la 4ème année) ; * vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération (à la 5ème année).		4.2-b	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
66	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] iii) L'impôt sur les sociétés.		10,2	DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
67	IS	La République de Guinée garantit au Repreneur : – qu'il sera exempté d'impôt sur les sociétés pendant ses cinq (5) premiers exercices.		6.2	DF

Convention de mars 2014 entre le Gouvernement de la République de Guinée et la société Douja Promotion Groupe Addoha Guinée pour la réalisation de logements économiques dans le cadre des grands investissements dans le secteur de l'habitat

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
68	IS	L'Etat accorde au Promoteur immobilier "Douja Promotion - Groupe Addoha Guinée", les avantages fiscaux suivants [...] : [...] – Abattement total au titre de l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC).		10	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
69	IS	Pendant les trois (3) premières années fiscales, la Banque est exonérée de l'impôt sur les sociétés (IS) et une réduction de 50% de l'assiette fiscale de cet impôt sera effectuée pour la première année suivant cette période d'exonération.		11.1	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
70	IS	L'impôt sur le bénéfice sera établi pendant les cinq premières années conformément au code des investissements pour la zone 1, à savoir exonération totale pour les trois premières années, puis 50% d'abattement pour la quatrième année et 25% d'abattement pour la cinquième année.		8.2.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
71	IS	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, de [...] l'impôt sur le BIC [...].		4	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
72	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] <ul style="list-style-type: none"> – Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. 		15	DF

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
73	IS	L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-3	DF
74	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égale à : <ul style="list-style-type: none"> – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3. 		1-4	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
75	IS	L'exonération de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-3	DF
76	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égale à : <ul style="list-style-type: none"> – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3. 		1-4	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
77	IS	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : <p>A. Avantages Communs : [...]</p> <p>3. L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.</p>		1-A-3	DF
78	IS	4. La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égales à : <ul style="list-style-type: none"> – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3. 		1-A-4	DF

79	IS	B. Avantages particuliers au régime des entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales : A ce titre, le projet bénéficie pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations, d'une déduction des bénéfices passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, égale à 20% des consommations intermédiaires d'origine guinéennes.		1-B	DF
----	----	---	--	-----	----

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
80	IS	L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-A-3	DF
81	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égales à : – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3.		1-A-4	DF
82	IS	B. Avantages particuliers au régime des entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales : A ce titre, le projet bénéficie pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations, d'une déduction des bénéfices passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, égale à 20% des consommations intermédiaires d'origine guinéennes.		1-B	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
83	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ère} et 2 ^e années. – 50% de réduction pour les 3 ^e et 4 ^e années. – 25% de réduction pour les 5 ^e et 6 ^e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
84	IS	Au titre de la fiscalité intérieure, la Soguipah est exonérée : [...] – de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.		2	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

85	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ères} , 2 ^e et 3 ^{èmes} années. – 50% de réduction pour les 4 ^e , 5 ^e et 6 ^{èmes} années. – 25% de réduction pour les 7 ^e et 8 ^{èmes} années.		1-3-a	DF
----	----	---	--	-------	----

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
86	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ères} et 2 ^e années. – 50% de réduction pour les 3 ^e et 4 ^e années. – 25% de réduction pour les 5 ^e et 6 ^e années.		1-3	DF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
87	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ères} et 2 ^e années. – 50% de réduction pour les 3 ^e et 4 ^e années. – 25% de réduction pour les 5 ^e et 6 ^e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
88	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ères} et 2 ^e années. – 50% de réduction pour les 3 ^e et 4 ^e années. – 25% de réduction pour les 5 ^e et 6 ^e années.		1-3-a	DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
89	IS	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après : l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA		5.1 à 5.5	DF

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Lourd à EDG par STAR OIL Guinée					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
90	IS	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Arrêté d'agrément du 26 novembre 2010 du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
91	IS	Exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS pendant les trois 1eres années...		3	DF

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
92	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
93	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
94	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
95	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

3. L'Impôt minimum forfaitaire (IMF)

Code général des impôts					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
96	IMF	Les sociétés organismes visés à l'article 220-V [établissements publics ayant une activité de nature administrative autres que les établissements scientifiques d'enseignement et d'assistance, ainsi que les associations et collectivités non soumis à l'impôt sur les sociétés]	CGI 2015	245-1	NDF
97	IMF	Les sociétés et personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés à raison de tout ou partie de leurs opérations en vertu de l'article 221	CGI 2015	245-2	NDF/DF
98	IMF	Les sociétés nouvelles à l'exclusion des transformations de personnes morales, pour la première année civile de leur exploitation	CGI 2015	245-3	NDF
99	IMF	Les sociétés ayant cessé toute activité professionnelle antérieurement au 1 janvier de l'année d'imposition et non assujetties à la contribution des patentes dans les rôles de l'année précédente	CGI 2015	245-5	NDF

Code des investissements (loi de finances 2014)					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
100	IMF	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone A sont les suivantes : a) Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] : 100% de réduction pour les 1ères et 2èmes années ; 50% de réduction pour les 3ème et 4èmes années ; 25% de réduction pour les 5ème et 6èmes années.	LFI 2014	26	DF
101	IMF	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en zone B sont les suivantes : 1) Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] : 100% de réduction pour les 1ères, 2ème et 3èmes années ; 50% de réduction pour les 4ème, 5ème et 6èmes années ; 25% de réduction pour les 7ème et 8èmes années.	LFI 2014	27	DF

Code minier					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
102	IMF	Les titulaires d'un permis de recherche bénéficient pendant toute la durée de la phase de recherche, de l'exonération de : [...] – L'impôt minimum forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	171-I nouveau	NDF
103	IMF	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière bénéficient pendant toute la durée de la phase de construction de l'exonération de : [...] – L'impôt minimum forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	173 nouveau	NDF
104	IMF	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière qui entrent en phase d'exploitation, bénéficient pendant trois (3) ans à compter de la date de la première production commerciale, de l'exonération : – De l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	175 nouveau	DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
105	IMF	Sauf autrement convenu à la présente Convention, la Société bénéficie des exonérations ci-après : – Exonération de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).		27	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
106	IMF	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
107	IMF	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quelque soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	NDF/DF
108	IMF	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
109	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	NDF/DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

110	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	NDF/DF
-----	-----	---	--	----	--------

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
111	IMF	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	NDF/DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
112	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quelque soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier.		Annexe E-2-B	NDF/DF
113	IMF	[Pendant la phase d'exploitation et de transformation,] l'Investisseur et les Sociétés de Projet bénéficieront néanmoins des exonérations suivantes : i. Pendant les trois (3) premières années suivant la Date de Première Production Commerciale d'Alumine : – L'impôt minimum forfaitaire.		Annexe E-3-B-II	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

114	IMF	Pour les opérations de production se déroulant à l'intérieur du Périmètre de la Concession modifiée ainsi que pour les opérations d'exploitation des Infrastructures du Projet qui auront été principalement créées pour les besoins du Projet, une exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire sera applicable pendant une période de huit (8) ans à compter de la première année de bénéfice taxable. A l'expiration de cette période, les entreprises concernées acquitteront l'impôt BIC au taux de 30%, ou à tout autre taux d'impôt BIC plus favorable qui serait adopté par les Lois et Réglementations.		29.1	DF
-----	-----	---	--	------	----

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
115	IMF	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
116	IMF	– Exonération de l'IMF pour une durée de trois années fiscales à compter de la date d'ouverture au public.		4.2-b	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
117	IMF	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] iv) L'impôt minimum forfaitaire.			DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
118	IMF	La République de Guinée garantit au Repreneur : [...] – qu'il sera exempté des impôts minimums forfaitaires et de tous droits et taxes sur les capitaux investis pendant ses cinq (5) premiers exercices.		6.2	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
119	IMF	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...].		4	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

120	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ères et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF
-----	-----	--	--	-------	----

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
121	IMF	Au titre de la fiscalité intérieure, la Soguipah est exonérée : [...] – de l'impôt minimum forfaitaire.		2	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
122	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ères, 2e et 3èmes années. – 50% de réduction pour les 4e, 5e et 6èmes années. – 25% de réduction pour les 7e et 8èmes années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
123	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ères et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3	DF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
124	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ères et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
125	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1 ^{ères} et 2 ^e années. – 50% de réduction pour les 3 ^e et 4 ^e années. – 25% de réduction pour les 5 ^e et 6 ^e années.		1-3-a	DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
126	IMF	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après: l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA		5.1 à 5.5	DF

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Lourd à EDG par STAR OIL Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
127	IMF	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Arrêté d'agrément du 26 novembre 2010 du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
128	IMF	Exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS pendant les trois 1 ^{ères} années...		3	DF

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
129	IMF	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
130	IMF	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

131	IMF	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF
-----	-----	--	--	----	----

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
132	IMF	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: ... Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS ... CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	DF

Loi de Finances 2018

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
133	IMF	Les sociétés de téléphonie, les banques et assurances et les sociétés d'importation, d'entreposage, de stockage et de distribution de produits pétroliers sont dispensés du versement de l'impôt sur l'IMF (modification de l'article 245 du CGI)	LFI 2018	Article 11	DF

4. L'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
134	IRCM	Les dispositions des articles 181 à 183 ne sont pas applicables aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition : 1° que les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ; 2° que les opérations inscrites au compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation agricole ou minière des deux parties.	CGI 2015	186	DF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

135	IRCM	A l'exception de l'impôt sur les sociétés [...], les sociétés constituant les Contractants sont exonérées de tout autre impôt direct frappant les résultats des Opérations Pétrolières sur le Territoire National [...]. L'exonération prévue à l'alinéa ci-dessus est notamment applicable : a) à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les dividendes versés aux actionnaires des sociétés et à l'impôt sur le revenu des créances mobilières, telles que les avances, dépôts et cautionnement	CP 2014	88	DF
-----	------	--	---------	----	----

Convention fiscale avec la France

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
136	IRCM	1) Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2) Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15% du montant brut des dividendes. Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.	CGI 2015	10-1&2	NDF
137	IRCM	1) Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2) Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% du montant brut des intérêts.	ConvFisc France	11-1&2	NDF

Convention fiscale avec le Maroc

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
138	IRCM	1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder : a) cinq (5) pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 30 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ; b) dix (10) pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.	ConvFics Maroc	10-1&2	NDF
139	IRCM	1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet Etat. 2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.	ConvFics Maroc	11-1&2	NDF
140	IRCM	3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés au gouvernement ou à la Banque Centrale de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.	ConvFics Maroc	11-3	NDF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
141	IRCM	Pendant la phase d'exploitation, la SMD, ses sociétés affiliées et sous-traitants seront assujettis au régime fiscal ci-après défini : [...] j) Le revenu des valeurs mobilières est exonéré de l'impôt I.R.V.M.		18.2-j	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
142	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.		20	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
143	IRCM	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM), dividendes, tantièmes, jetons et autres produits distribués aux actionnaires et intérêts payés sur les prêts reçus par la Société.		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
144	IRCM	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	DF
145	IRCM	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
146	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

147	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF
-----	------	---	--	----	----

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
148	IRCM	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
149	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quel que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier. 		Annexe E-2-B	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
150	IRCM	SIMFER S.A. sera exonérée de Taxe et de retenue à la source sur les dividendes et sur toutes autres distributions aux actionnaires.		29.3	DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
151	IRCM	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

152	IRCM	– Exemption du paiement des impôts sur les capitaux mobiliers pendant les cinq premières années à partir du début des opérations.		4.2-b	DF
-----	------	---	--	-------	----

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
153	IRCM	Pendant une durée de trois (03) ans, les dividendes, intérêts et plus-values sur les cessions d'actions sont exonérés de tous prélèvements fiscaux.		11.2	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
154	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.		15	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
155	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de : la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
156	IRCM	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat : ... Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS ... CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM ; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	DF

5. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
157	TVA	La base d'imposition sur les fournitures d'eau et d'électricité est déterminée après application d'un abattement pratiqué sur chaque facture mensuelle. Cet abattement est de 20 000 FG pour l'eau et 50 000 FG pour l'électricité.	CGI 2015	368	DF

158	TVA	Les ventes de timbres au profit du budget de l'Etat ainsi que les importations de ces biens	CGI 2015	362-a	NDF
159	TVA	Les intérêts agios et autres produits perçus par les banques et les établissements de crédit, dès lors qu'ils sont soumis à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaire	CGI 2015	362-b	NDF
160	TVA	Les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles corporels passibles des droits d'enregistrement à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit-bail	CGI 2015	362-b	NDF
161	TVA	Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et de locaux nus	CGI 2015	362-c	DF
162	TVA	Les ventes, importations, impressions et compositions de publications périodiques imprimées quelle que soient leurs dénominations (journal ou revue) principalement composées de textes relatives aux nouvelles et aux informations d'intérêt général à l'exclusion des recettes de publicité	CGI 2015	362-d	DF
163	TVA	Les services ou opérations à caractère social, éducatif, sportif, culturel, philanthropiques ou religieux rendu par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel	CGI 2015	362-e	NDF
164	TVA	Pain	CGI 2015	362-f	DF
165	TVA	Huile de palmiste	CGI 2015	362-f	DF
166	TVA	Poisson	CGI 2015	362-f	DF
167	TVA	Les ventes de biens usagés faites par les personnes qui les ont utilisées pour les besoins de leur exploitation	CGI 2015	362-h	DF
168	TVA	Les opérations d'amarrage, de remorquage, de pilotage portuaire des navires pour l'embarquement des marchandises à l'exportation ainsi que les opérations de transit, d'embarquement et de transbordement sur marchandises destinées à l'exportation	CGI 2015	362-i	DF/NDF

CGI 2015 et Arrêté A/96/3330/MF/SGG du 18 juin 1996 portant application de la taxe sur la valeur ajoutée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
169	TVA	Les produits pharmaceutiques : sont concernés les produits figurant dans la nomenclature nationale des spécialistes pharmaceutiques et des génériques publiées par un arrêté du Ministre chargé de santé. Au regard de la nomenclature du tarif des Douanes, ces produits relèvent des positions 30-01-10-00-00 à 30-06-06-00-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-1	NDF
170	TVA	Les engrais : sont concernés les substances dont la fonction principale est d'apporter aux plantes cultivées les éléments nécessaires à leur croissance aux regards de la nomenclature du tarif des douanes, ces produits relèvent des positions tarifaires 31-01-00-00-00 à 31-05-90-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-2	NDF
171	TVA	Les produits phytosanitaires constituent des substances ou préparations permettant de lutter contre les ennemis des cultures ou des produits récoltés.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-3	NDF
172	TVA	Les livres et fournitures scolaires : sont concernés les cahiers scolaires, dictionnaires et encyclopédies et manuels scolaires relevant respectivement des positions 48-20-00-00, 49-01- 91-00-00 et 49-01-99-10-00. Au titre des fournitures scolaires, ne sont exonérés de T.V.A que les crayons et ardoises pour l'écriture ou le dessin relevant des positions 96-08-10-00-00 et 96-10-00-00-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-4	NDF

CGI 2015 et TEC 2017

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

173	TVA	Le riz (10.06.10.10.00 à 10.06.40.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
174	TVA	La farine de blé (11.01.00.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
175	TVA	Les huiles végétales alimentaires des positions tarifaires 15.07 à 15.15	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
176	TVA	Le blé (10.01.10.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF/NDF

TEC 2017

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
177	TVA	Les produits de la catégorie 0 définie à l'article 2 ci-dessus	Tarif 2013	7	NDF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
178	TVA	Les titulaires d'un permis de recherche bénéficient pendant toute la durée de la phase de recherche, de l'exonération de : – La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les importations des équipements, matériels, machines et consommables visés par la liste minière soumise, avant le démarrage de la phase de recherche, sous réserve que cette liste minière ait été agréée conformément aux dispositions de l'article 166 du présent code. Toutefois, ne sont pas exonérés de TVA les importations de biens qui sont exclus du droit à déduction en application des dispositions du Code Général des impôts, quand bien même ces biens figureraient sur la liste minière dûment agréée.	CM 2011, 2013	170-I nouveau	NDF/DF
179	TVA	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière bénéficient pendant toute la durée de la phase de construction de l'exonération de : – La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les importations des équipements, matériels, machines, matières premières et consommables visés par la liste minière soumise, avant le démarrage de la phase de construction, sous réserve que cette liste minière ait été agréée conformément aux dispositions de l'article 166 du présent code. Toutefois, ne sont pas exonérés de TVA les importations de biens qui sont exclus du droit à déduction en application des dispositions du Code Général des Impôts, quand bien même ces biens figureraient sur la liste minière dûment agréée, à l'exception du fuel lourd.	CM 2011, 2013	173 nouveau	NDF/DF
180	TVA	En phase d'exploitation, les titulaires d'un titre d'exploitation minière sont soumis, selon les règles de droit commun, à tous les impôts autres que ceux pour lesquels ils bénéficient de l'exonération prévue à l'article 175 du présent code, et notamment mais pas exclusivement : – à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'exclusion de la TVA à l'importation des biens d'équipement figurant sur la liste minière visés par la première catégorie prévue à l'article 167 du présent Code ; [...] Toutefois, les importations de fioul lourd destiné à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes et à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de TVA sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine, définie à l'article 166 du présent Code, déposée préalablement au commencement de cette phase d'exploitation.	CM 2011, 2013	176 nouveau	NDF/DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
181	TVA	Conformément au décret D/97/153/PRG/SGG du 15 juillet 1997 portant modalités d'application de la TVA aux entreprises titulaires de titres miniers et de permis de recherche minière, la Société bénéficie d'une exonération de la TVA pour l'importation des matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels, à l'exclusion des matériaux et pièces de rechange pour les véhicules de tourisme, pendant toute la durée de la phase de recherche.		27.2	NDF/DF
182	TVA	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études complémentaires,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevance de douane.		28.1.3	NDF/DF
183	TVA	A compter de la décision d'investissement et de la date de démarrage des travaux de constructions ou d'extension telle que définie par l'Etude de faisabilité (TEO) et la présente Convention, la Société bénéficie, pour ses activités liées au Projet, de l'exonération de tous les droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillage, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, lubrifiants et carburants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		28.2.1	NDF/DF
184	TVA	A compter de la date de première production commerciale, la Société et ses Soumissionnaires bénéficient pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération totale des droits, taxes (y compris la TVA et la taxe d'enregistrement de 0,5% de la valeur CAF) et redevance de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme), ainsi que les matières premières, pièces de rechange et consommable utilisés directement aux opérations d'exploitation et de transformation nécessaire au Projet, seront exonérés.		28.3.1	NDF/DF
185	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) et lubrifiants nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances sur les produits pétroliers et lubrifiants importés.		28.4.1	NDF/DF
186	TVA	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances par rapport aux explosifs importés.		28.5.1	NDF/DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
187	TVA	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	NDF/DF
188	TVA	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	NDF/DF

189	TVA	[A l'expiration de cette période de quinze (15) ans,] la Société sera exonérée de taxe sur la valeur ajoutée sur toutes les importations nécessaires au Projet, à l'exception du matériel et effets exclusivement destinés à l'usage personnel des employés de la Société. [...] La Société sera également exonérée de taxe sur la valeur ajoutée sur tous les achats ainsi que pour toutes prestations nécessaires au Projet quelle que soit la nationalité et/ou la résidence du fournisseur ou du prestataire [...].		29.7	NDF/DF
-----	-----	--	--	------	--------

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
190	TVA	La Société, les Investisseurs et les Sous-Traitants Directs seront exonérés de TVA sur toutes les importations liées aux Activités du Projet. La Société et les Investisseurs seront également exonérés de taxe sur la valeur ajoutée sur tous les achats ainsi que pour toutes prestations liées aux Activités du Projet quelle que soient la nationalité et/ou la résidence du fournisseur ou du prestataire ; il en ira de même pour tout Sous-Traitant Direct étranger ou guinéen intervenant pour le Projet en Guinée, ladite exonération ne s'appliquant que pour les achats et prestations liés aux Activités du Projet.		27.3	NDF/DF

Avenant n°1 du 30 juin 2014 à la convention de base entre la République de Guinée et Alliance Mining Commodities Guinée SA pour l'exploitation des gisements de bauxite de Koumbia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
191	TVA	Les achats de biens et services nécessaires aux Opérations Minières par la Société sont exonérés (application d'un taux 0%) de taxe sur la valeur ajoutée intérieure.		3.33.8.2	NDF/DF
192	TVA	Les Sous-Traitants Directs bénéficient des dispositions de l'Article 33.8.2 (Taxe sur la Valeur Ajoutée) pour les biens et services qu'ils acquièrent pour les besoins de l'exécution des contrats passés avec la Société et qui sont nécessaires à leur exécution et à celles des Opérations Minières		3.33.9	NDF/DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
193	TVA	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF/DF

Convention de mars 2014 entre le Gouvernement de la République de Guinée et la société Douja Promotion Groupe Addoha Guinée pour la réalisation de logements économiques dans le cadre des grands investissements dans le secteur de l'habitat

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
194	TVA	L'Etat accorde au Promoteur immobilier "Douja Promotion - Groupe Addoha Guinée", les avantages fiscaux suivants [...] : – Exonération de TVA sur les matériaux de construction, études topographiques, études et travaux de voiries et de réseaux divers (VRD), études d'urbanisme, d'architecture, et études et travaux portant sur les équipements socio-collectifs (écoles, centres de santé, etc.) mis à la charge du Promoteur immobilier par la réglementation en vigueur.		10	DF

195	TVA	L'Etat accorde également aux Acquéreurs des logements économiques objet de la présente Convention, les avantages fiscaux suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> – Exonération de la TVA afférente aux honoraires facturés par les Notaires en ce qui concerne les actes de vente s'inscrivant dans le cadre de la construction des 3 000 logements économiques agréés par l'Etat. [...] – Exonération de TVA sur l'acquisition des appartements. 		11	DF
-----	-----	--	--	----	----

Code des douanes					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
196	TVA	Marchandises originaires du territoire douanier ou nationalisées par le paiement des droits et taxes d'entrée, en retour de l'étranger	CD 2015	278-1-a	NDF
197	TVA	Dons ou des matériels et produits fournis gratuitement à l'Etat	CD 2015	278-1-d	NDF
198	TVA	Envois de matériels ou de marchandises destinés à l'Etat ou importés pour son compte dans l'intérêt de la recherche scientifique ou de l'équipement technique du pays	CD 2015	278-1-e	NDF
199	TVA	Envois destinés à des organismes officiels et présentant un caractère culturel ou social	CD 2015	278-1-f	NDF
200	TVA	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015	278-1-g	DF
201	TVA	Envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial	CD 2015	278-1-i	NDF
202	TVA	Fournitures scolaires, des instruments, appareils et autres matériels à caractère éducatif destinés exclusivement aux Etablissements d'enseignement ou de recherche scientifique	CD 2015	278-1-j	NDF
203	TVA	Sont exemptés des droits et taxes perçus au profit de l'Etat, les hydrocarbures, les lubrifiants, les houilles, les pièces de rechange, les objets de gréement (notamment machines à vapeurs, ancres, chaînes, machines et mécanique pour la manœuvre), les produits d'entretien et le matériel d'armement (notamment chaloupes, canaux), destinés à l'avitaillement des navires et des embarcations battant pavillon Guinéen, à l'exclusion des bateaux de plaisance ou de sport, qui naviguent en mer ou sur les cours d'eau affluant à la mer jusqu'au dernier Bureau ou Poste de Douane situé en amont	CD 2015	279	NDF
204	TVA	Sont exemptés des droits et taxes applicables tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire douanier, les hydrocarbures, lubrifiants, les pièces de rechange et les produits d'entretien destinés aux aéronefs effectuant une navigation au-delà des frontières	CD 2015	285	NDF

Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie (CD2015)					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
205	TVA	Les dons offerts au Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-a	NDF
206	TVA	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les Chefs d'Etat séjournant en République de Guinée, ainsi que les ambassadeurs et diplomates étrangers directement accrédités auprès du Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-b	NDF
207	TVA	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les membres étrangers ayant rang de chef de mission, des organismes internationaux officiels siégeant en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-c	NDF
208	TVA	Les écussons, sceaux, pavillons et emblèmes, les livres, archives et documents officiels, les fournitures et les mobiliers de bureaux adressés par leur Gouvernement aux services diplomatiques et consulaires en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-d	NDF

209	TVA	Les petites quantités de marchandises destinées à être exposées à titre d'échantillons au siège des ambassades, consulats ou agences consulaires	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-e	NDF
210	TVA	Les marchandises destinées à la Croix Rouge Guinéenne, et autres œuvres de solidarité de caractère national ou international	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-c ; 9	NDF
211	TVA	Les effets et objets en cours d'usage composant le mobilier personnel des étrangers autorisés à s'établir, à demeurer en République de Guinée ou des Guinéens qui rentrent définitivement dans leur pays	A/2006/1771	11	DF
212	TVA	Les effets et objets personnels recueillis à titre d'héritage par des membres de la famille de défunt résidant en République de Guinée, lorsqu'ils leur sont personnellement destinés et portent des traces d'usage	A/2006/1771	15	NDF
213	TVA	Les trousseaux d'élèves et d'étudiants résidant à l'étranger envoyés en Guinée pour y faire leurs études et ceux des étudiants Guinéens de retour dans leur territoire d'origine	A/2006/1771	19	NDF
214	TVA	Les dons en nature offerts ou les produits et matériels fournis gratuitement à l'Etat par des Etats étrangers, ou organismes internationaux, sous réserve que lesdits objets soient destinés aux besoins exclusifs de l'Etat	A/2006/1771	23	NDF
215	TVA	Les objets destinés aux collections des musées et bibliothèques publics, à l'exclusion des fournitures ou articles d'usage courant, alors même qu'ils ne rentrent pas dans la classe des objets de collection proprement dits. Dans ce cas, il est indispensable que les objets aient un caractère éducatif et culturel.	A/2006/1771	25	NDF
216	TVA	Les instruments et appareils adressés aux établissements d'enseignement ou de recherches scientifiques ou considérés comme tels	A/2006/1771	28	NDF
217	TVA	Les enregistrements (notamment disques enregistrés, bandes, films et films magnétiques) adressés directement à la Radiodiffusion et Télévision Guinéenne (R.T.G.)	A/2006/1771	30	DF
218	TVA	Les envois de matériel technique destiné au fonctionnement et à l'entretien des phares et balises de Guinée	A/2006/1771	32	DF
219	TVA	Le matériel technique importé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Guinée ou pour tous autres services chargés de la sécurité aérienne destiné à assurer la sécurité de la navigation aérienne	A/2006/1771	35	NDF
220	TVA	Les couronnes mortuaires et autres objets (croix, fleurs, motifs, palmes notamment) destinés à la décoration des tombes des personnes inhumées en Guinée et importés en dehors de toute idée commerciale	A/2006/1771	37-a	NDF
221	TVA	Les dépouilles mortelles	A/2006/1771	37-b	NDF
222	TVA	Les dons et secours aux prisonniers de guerre	A/2006/1771	37-c	NDF
223	TVA	Les objets apportés par les voyageurs	A/2006/1771	37-d	NDF
224	TVA	Les vêtements et effets personnels lorsqu'ils portent des traces d'usage	A/2006/1771	37-d-1	NDF
225	TVA	Les habits de théâtre qui suivent les acteurs dans leurs déplacements et instruments de musique des artistes ambulants	A/2006/1771	37-d-2	NDF
226	TVA	Les décorations envoyées directement aux intéressés à l'exclusion de celles ornées de pierres précieuses	A/2006/1771	37-e	NDF
227	TVA	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771	37-f	NDF
228	TVA	Les récompenses décernées à des sociétés sportives ou autres, au cours d'épreuves, concours ou compétitions disputées hors de la Guinée	A/2006/1771	37-g	NDF
229	TVA	Les matériels de guerre et équipements destinés à la gendarmerie, à l'Armée, à la Douane, au Corps national des Sapeurs-pompiers, à la Police nationale	278-1-h ; A/2006/1771	278-1-h ; 37-h-1	NDF

230	TVA	Les objets d'avitaillement destinés aux bâtiments de guerre stationnant en Guinée	A/2006/1771	37-h-2	NDF
231	TVA	Les échantillons de médicaments et de spécialités pharmaceutiques portant la mention « échantillon médical » adressés gratuitement à la Direction de la Santé publique ou directement aux médecins par les fabricants	A/2006/1771	37-i-1	NDF
232	TVA	Les médicaments adressés à la Direction chargée de l'élevage et spécifiquement destinés à la lutte contre les maladies endémiques tropicales	A/2006/1771	37-i-2	NDF
233	TVA	Les produits, matériels et équipements médicaux destinés aux formations sanitaires et hospitalières de l'Etat	A/2006/1771	37-j	NDF
234	TVA	Les échantillons d'objets fabriqués, considérés comme sans valeur marchande, dépareillés ou incomplets et présentés dans des conditions telles qu'ils peuvent être utilisés que comme modèle ou types	A/2006/1771	37-k	NDF
235	TVA	Le matériel technique destiné aux recherches minières et importé en Guinée par le Ministère chargé des mines ou pour son compte	A/2006/1771	37-l	NDF
236	TVA	Les instruments scientifiques techniques appartenant à l'Etat, ainsi que les photographies aériennes, et destinées au Service géographique pour le relevé des cartes	A/2006/1771	37-m	NDF
237	TVA	Les envois gratuits alimentaires adressés au Gouvernement Guinéen et destinés à être répartis gratuitement	A/2006/1771	37-n	NDF
238	TVA	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de la Santé publique	A/2006/1771	37-o	NDF
239	TVA	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de l'éducation de la Guinée	A/2006/1771	37-o	NDF
240	TVA	Le matériel importé par les entreprises de transports aériens étrangers en Guinée (sous réserve de réciprocité) ainsi que les Compagnies aériennes nationales, pour être utilisée à l'intérieur des limites d'un aéroport international en vue de la mise en œuvre ou de l'exploitation des services aériens internationaux assurés par les dites entreprises	A/2006/1771	37-p	NDF
241	TVA	Les insecticides et produits chimiques à usage d'insecticides importés par la Direction de la Santé Publique et spécifiquement destinés à la lutte contre les grandes endémies	A/2006/1771	37-q	NDF
242	TVA	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771	37-r	DF
243	TVA	Les imprimés présentant un caractère général et dépourvu de tout caractère commercial, destinés à des établissements du secteur public	A/2006/1771	37-s	NDF

Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage (Décret revu et versé dans le TEC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
244	TVA	A. Les engrais: Urée, Sulfate d'ammonium. Triple superphosphate, Sulfate de potasse. NPK (17- 17- 17). NPK (15 - 15- 15) et d'une façon générale, tous les engrais figurant au chapitre 31 du Tarif des douanes, ainsi que les Dolomies et les chaux des Positions tarifaires 25-18 et 25-22. lorsque ces deux derniers produits sont destinés à être utilisés comme amendements de terrains agricoles en correction de pH.	D/97/205	2-A	NDF
245	TVA	B. Les Produits Phytosanitaires : Bénomyl 50 WP, Thiophanate Méthyle, 70 % WP. Diuron 80 WP, Glyphosate 36 % SC, Pi perophos 14,5 + Propanil 25% EC, Thiobencarbe 40 .. Propanil 20 9, EC. Cyhalothrine 10 % EC, Cyflutrine 5 % EC, Diazinon 60 % EC, Féntrothion 25 9c + Fenvalérate 5 % EC, Pyrriphos-Methyl 50 % EC, Carburé de calcium. Ethéphon. les huiles de plantation et, d'une façon générale, les produits des Chapitres 28 et 29 du Tarif des Douanes, dès lors qu'ils sont utilisés comme engrais, insecticides, herbicides pesticides, fongicides, hormones et autres intrants agricoles pour l'agriculture, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage domestique.	D/97/205	2-B	NDF

246	TVA	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les oeufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205	2-C	NDF
247	TVA	D. Les produits entrant dans les activités d'exportation tels que :	D/97/205	2-D	NDF
248	TVA	1) Caisses et plateaux d'emballage en carton ou en polystyrène expansé pour fruits, légumes et produits animaux destinés à l'exportation, stickers étiquettes produits de traitement antifongique, cornières de palettisation, coiffe-palettes, palettes, cageots, cerceuses, feuillards, filets, machines à calibrer.	D/97/205	2-D-1	NDF
249	TVA	2) Les matières premières suivantes importées par campagne d'exportation et destinées à l'industrie locale : – rouleaux de papier kraft ; – rouleaux de papier serai-chimique (fluting) ; – rouleaux de papier blanc (white top) ; – colle amidon de maïs ; – granulés de polystyrène ; – formes de découpe ; – clichés d'impression.	D/97/205	2-D-2	NDF
250	TVA	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205	2-E	NDF
251	TVA	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs « In-Bord » (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205	2-F	NDF
252	TVA	Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont : – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d'irrigations par aspersion et de goutte-à goutte (pompes. Motopompes. Tuyaux en matières plastiques et en métal. Goutteurs. Asperseurs et accessoires. Filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord » (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage.	D/97/205	3	NDF
253	TVA	Un Arrêté du Ministre chargé des Finances, fixe, sur proposition des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, au début de chaque campagne, la liste des matériels et outillages pouvant bénéficier d'une exonération partielle des droits et taxes à l'importation suivant les catégories ci-après : – les groupes électrogènes utilisés pour la production de froid, le fonctionnement de conteneurs réfrigérés ou de calibreuses ; – les transpalettes, les chariots élévateurs, les équipements frigorifiques, les panneaux isolants.	D/97/205	4	DF/NDF

Décret D/97/039/PRG/SGG du 28 mars 1997 portant régime des exonérations douanières et fiscales applicable aux organisations non gouvernementales

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
254	TVA	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039	1	NDF

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
255	TVA	Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants : a) au titre des droits de douane : Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF	LFI 2014	21	DF
256	TVA	[Pendant la phase de production] a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%. b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.	LFI 2014	22	NDF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
257	TVA	Les effets personnels importés par les employés expatriés des titulaires d'un Titre minier sont exonérés de droits de douanes. On entend par effets personnels, les effets à usage domestique et n'ayant aucun caractère commercial, dans la mesure où ils sont importés en quantité raisonnable.	CM 2011, 2013	170-II nouveau	NDF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
258	TVA	Les matériaux, matériels, machines, équipements, engins et véhicules, pièces de rechange et produits consommables destinés aux Opérations Pétrolières et figurant sur les listes douanières spécifiques établies selon les dispositions de l'article 95 du présent Code peuvent être importés (i) soit en exonération de droits et taxes de douane, (ii) soit en admission temporaire avec suspension des droits et taxes de douane pour ceux destinés à être réexportés après utilisation.	CP 2014	94	DF/NDF
259	TVA	Les personnes physiques de nationalité étrangère employées par les Contractants et leurs sous-traitants directs sont exonérés, à l'exception de la redevance pour le traitement des liquidations (RTL), de tous droits et taxes relatifs à l'importation de leurs objets et effets personnels lors de leur première installation en Guinée et à leur réexportation, et bénéficient du régime de l'importation en admission temporaire exceptionnelle d'un (1) véhicule par ménage.	CP 2014	98	DF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
260	TVA	La Société, ses entrepreneurs et ses sous-traitants bénéficieront des avantages douaniers suivants, pendant la phase de recherches, de développement, de construction, et d'extension de la production ainsi que pendant les deux premières années de production. [...] c) L'exonération des droits et taxes d'entrée y compris la redevance pour traitement et liquidation (R.T.L.) exigible sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, le matériel informatique et accessoires, le matériel de communication et accessoires, les pièces de rechanges (à l'exclusion de celles destinées aux véhicules à usage privé, et à l'exclusion des produits alimentaires), les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés au fonctionnement de la mine et/ou à y être incorporés définitivement.		15.1-c	DF
261	TVA	Après la période d'exonération initiale de deux ans, tous les biens, matériels, équipements, matières premières non alimentaires, équipements industriels de remplacement et produits assimilés (c'est-à-dire : tous les biens de consommation tels que ciment, cyanure, etc...) importés par la SMD, ses sous-traitants et entrepreneurs, pour les besoins de l'exploitation acquitteront au maximum un droit de douane privilégié calculé sur la base de 7,6% de la valeur des biens importés et seront exonérés de tous autres droits et/ou taxe d'entrée quels qu'ils soient, tels que, mais non limités aux droits fiscaux, T.C.A., droits de douane, taxe de contrôle, redevances et droits statistiques. Ce taux cumulé de 7,6% sera dû de la 3 ^e à la 5 ^e année. Après la 5 ^e année la Société payera le taux cumulé des droits de douane de 10%. Le régime douanier ainsi défini n'est pas applicable aux produits pétroliers.		15.2	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
262	TVA	Les Biens importés en Guinée par la Société ou par des conseillers, entrepreneurs ou sous-traitants durant la période et aux fins de (i) l'exploitation, (ii) la construction et la mise en service d'une entreprise minière de la société, (iii) pendant les deux premières années de production commerciale d'une entreprise minière de la Société, et (iv) de l'extension d'une entreprise minière de la Société, jouiront des exemptions suivantes : [...] (b) les autres Biens importés seront exemptés de taxes d'importation et de droits et impôts similaires, y compris la RTL.		13.5-b	DF
263	TVA	Les Biens importés en Guinée et qui ne peuvent pas bénéficier de l'exemption en vertu de la Clause 13.5, seront soumis à des droits de douane comme suit : (a) 5,6% de la valeur à l'importation pendant les 10 premières années d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée ; (b) 10% de la valeur à l'importation au-delà de la 10 ^e me année d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée.		13.7	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

264	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevances de douane (y compris) la TVA sur l'importation des équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules, à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérées.		20	NDF/DF
-----	-----	--	--	----	--------

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
265	TVA	Les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficient de l'exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		26.3	NDF/DF
266	TVA	Jusqu'à la clôture de l'exercice fiscal durant lequel interviendra le démarrage de l'exploitation commerciale, la Société et ses sous-traitants directs sont totalement exonérés de tous droits, taxes et redevances douaniers sur les biens d'équipement, matériels, gros outillages, engins et véhicules (hors véhicules de tourisme) ainsi que les fournitures importées appartenant à la 1ère catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, ainsi que sur les pièces détachées, gas-oil et lubrifiant accompagnant les matériels et équipements. Cependant, ces importations sont assujetties au paiement d'une taxe d'enregistrement de 0,5% de leur valeur CAF. Le montant perçu à cet effet ne doit pas excéder le montant maximum fixé par la loi des finances.		27.1	NDF/DF
267	TVA	Les fournitures importées appartenant à la 2ème catégorie visée à l'article 153 du Code Minier et destinées à la transformation sur place des minerais en produits finis et semi-finis (pellets, fines d'agglomération), sont exonérés de tous droits et taxes de douane. Les fournitures importées appartenant à la 1ère et à la 3ème catégories visées à l'article 153 du Code Minier et destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux de 5,6% de leur valeur FOB.		27.2.1	NDF/DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
268	TVA	A compter de la date de signature des présentes, l'Investisseur, ses prestataires, fournisseurs et Sous-traitants directs bénéficieront [pendant la phase des travaux de construction et de toutes extensions], pour leurs activités liées au Projet, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des véhicules de transport de denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement, à la douane d'une taxe d'enregistrement, au taux de 2% de la valeur CAF des biens importés, le montant ainsi prélevé ne pouvant dépasser 20 000 000 de francs guinéens par an.		30.1	NDF/DF

269	TVA	[Pendant la phase des opérations d'exploitation et de transformation,] les équipements, matériaux, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers et industriels, (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants (à l'exception de l'essence), lubrifiants, autres produits pétroliers, charbons et matières premières et consommables (à l'exception des denrées alimentaires) participant directement aux opérations d'extraction et à la transformation de la bauxite seront exemptés de toute taxe douanière. [...] Aucune taxe douanière n'est exigible pour les équipements, matériaux, gros outillage, engins participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires et de transport nécessaires au Projet.		31.1	DF
270	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés.		31.1.2	NDF/DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
271	TVA	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation de biens, y compris, sans que cela soit limitatif, les équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CAF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée et des taxes d'enregistrement payables au titre des autres stipulations du présent Article 30 ne pourra dépasser 100 000 USD par an.		30.1	NDF/DF
272	TVA	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, les Investisseurs, la Société, les Affiliées et les Sous-Traitants Directs seront tenus, pour les Activités du Projet, d'acquitter seulement : (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, dans la mesure où la Société a établi que de tels biens constituent des investissements en capital conformément au US GAAP ; [...]		30.3-i	DF
273	TVA	Les produits pétroliers et le charbon (à l'exception de l'essence) liés aux Activités du Projet peuvent être importés par les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des Droits de Douane sur les produits pétroliers et le charbon entrant directement dans le processus de transformation de la bauxite en alumine, ainsi que les produits pétroliers et le charbon servant à produire l'énergie à cet effet.		30.4.1	NDF/DF
274	TVA	Les investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs pourront importer les explosifs industriels et leurs composants aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu [...], que les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs seront exonérés des Droits de Douane sur ces éléments durant la Phase de Construction et seront soumis au droit d'entrée unique de 5,6% de la valeur FOB de tels éléments pendant la Phase d'Exploitation et de Transformation.		30.5.1	NDF/DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
275	TVA	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'investisseur, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation (sans toutefois limiter le caractère général de ce qui précède) des équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, flocculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CIF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée ne pourra dépasser 100 000 USD par an. Les travaux d'extension bénéficieront des mêmes avantages.		30.1	NDF/DF
276	TVA	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, la Société et les Sous-traitants directs seront tenus, pour leur activité liée au Projet, d'acquitter les droits et taxes douaniers en vigueur à la date de la signature de la présente Convention à l'exception de ce qui suit. (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, tels que définis dans la liste minière.		30.3-i	NDF/DF
277	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés appartenant à la deuxième catégorie définie à l'Article 153 du Code Minier.		30.4.1	NDF/DF
268	TVA	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée des impôts (la TVA comprise).		30.5.1	NDF/DF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
279	TVA	A compter de la date de démarrage des travaux de construction, la Société et ses Sous-Traitants directs bénéficieront pour leurs activités liées au projet, de l'exonération des droits et taxes, et redevances de douane sur les biens relevant de la Catégorie I ainsi que les pièces détachées et les lubrifiants à l'exception de la taxe d'enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF avec un plafond maximum fixé par la Loi des Finances et de la redevance sur la prestation administrative (RPA).		34.4	NDF/DF
280	TVA	Les biens importés appartenant à la Catégorie 2, et destinés à la transformation du Produit Minier en produits finis et semi-finis seront exonérés de taxes et droits de douanes. Les biens importés appartenant à la Catégorie 1 ou à la Catégorie 3 et destinés à l'extraction et à la valorisation du Produit Minier sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces biens ainsi qu'à la redevance sur la prestation administrative.		34.5	NDF/DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
281	TVA	[Pendant la phase de travaux de construction et aux travaux d'extension] A partir de la date de la présente Convention, l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants bénéficieront, dans le cadre des activités liées au Projet, d'une exonération complète des droits de douane, prélèvements, taxes, frais et redevances sur l'importation et la réexportation d'équipements, matériels, machinerie lourde, véhicules et machines à l'exception des véhicules de tourisme ou véhicules destinés au transport de produits alimentaires. [...] Les composants, lubrifiants et combustibles (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces équipements bénéficient également de l'exonération. [...] Toutefois, les produits susvisés seront soumis au paiement d'un droit d'enregistrement dû aux Autorités douanières au taux de 0,5% de la valeur CIF des produits importés dont le montant total perçu n'excède pas un maximum fixé par la Loi des Finances.		37.1	NDF/DF
282	TVA	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la deuxième (2ème) catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, à savoir les matières premières et consommables nécessaires à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis, ainsi que les produits pétroliers servant à produire de l'énergie à cet effet sont exonérés de droits et taxes de douanes.		38	NDF/DF
283	TVA	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la première (1ère) et à la troisième (3ème) catégorie visées à l'article 153 du Code Minier, à savoir d'une part les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et d'autre part les matières premières et consommables nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, lorsqu'elles sont destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces fournitures.		38	NDF/DF
284	TVA	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la première (1ère) et à la troisième (3ème) catégorie visées à l'article 153 du Code Minier, à savoir d'une part les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et d'autre part les matières premières et consommables nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, lorsqu'elles sont destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces fournitures.		38	NDF/DF
285	TVA	(A) L'Investisseur et IMD seront en droit d'importer des explosifs industriels destinés au Projet, étant entendu que la Société sera exonérée de tout Impôt (y compris la TVA) sur ces produits.		38.2-A	NDF/DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

286	TVA	L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, à l'exception de la redevance sur des traitements de liquidations (RTL). L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficieront d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés pendant la période de deux (2) ans à compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine pour les importations effectuées dans le cadre de la continuation de la construction du Projet à condition que le Projet ait été réalisé à soixante dix pourcent (70%).		Annexe E-2-A	NDF/DF
287	TVA	A compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, les importations des matières destinées exclusivement à l'extraction de la bauxite et à la transformation de la bauxite en alumine tels que le charbon, la chaux, la soude caustique, le floculent, le lubrifiant, le gaz naturel, l'acide, etc. (sans que cette liste soit exhaustive) ainsi que le fioul lourd et autres combustibles servant à produire de l'énergie pour la transformation de la bauxite en alumine sont exonérés de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception de : – La RTL, – La taxe d'enregistrement (TE), – Les centimes additionnels (CA), et – Le prélèvement communautaire (PC). Les équipements, matériels, outillages destinés à l'extraction du Minerais seront assujettis à un droit de douane au taux unique de 6,5%. Les équipements, matériels, outillages destinés à la transformation de la bauxite en alumine sont soumis à un droit de douane au taux unique de 5%.		Annexe E-3-A-I	NDF/DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
288	TVA	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		30.2	NDF/DF
289	TVA	A compter de la date précédente immédiatement le début des travaux préliminaires et l'achat et le transport des éléments nécessitant de longs délais de livraison pour la construction de la mine, SIMFER S.A. et ses Sous-Triatants Directs bénéficieront, pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération des droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, carburants et lubrifiants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		31.1	NDF/DF
290	TVA	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] a) Les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants, lubrifiants, autres produits pétroliers et matières premières et consommables participant directement aux opérations d'extraction et à la valorisation du minerai (non compris dans les denrées alimentaires) sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB des importations.		32-a	NDF/DF

291	TVA	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] b) Par exception aux stipulations de l'Article 32(a), aucune taxe à l'importation ni aucuns droits de douanes ne sont exigibles pour les équipements, matériels, gros outillage, carburants, lubrifiants et tout autre produit pétrolier, engins et véhicules participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures de transport et d'évacuation nécessaires aux Infrastructures du Projets et aux Infrastructures Minières.		32-b	NDF/DF
-----	-----	---	--	------	--------

Accord du 11 avril 1976 entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée relatif aux transports aériens

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
292	TVA	1. Les aéronefs utilisées par les entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes, introduits sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autre droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit.		3-b-1	NDF
293	TVA	2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe (1) ci-dessus seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires.		3-b-2	NDF
294	TVA	3. Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre et réimportés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.		3-b-3	NDF

Accord du 2 avril 2015 entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
295	TVA	Chaque Partie Contractante exempte les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante des restrictions à l'importation, des droits de douane, des droits d'accises, des frais d'inspection, et des autres taxes et droits nationaux, régionaux ou locaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, l'équipement au sol, les provisions de bord et les autres articles destinés à être utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs des entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante assurant les services convenus, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole des entreprises et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par ces entreprises désignées.		12-1	NDF
296	TVA	Les bagages et marchandises en transit direct sont exemptés des droits de douane et autres taxes.		12-4	NDF

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

297	TVA	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : – Exonération de tous impôts, toutes taxes douanières sur les activités relatives au financement du développement et de la lutte contre la pauvreté y compris le financement de l'activité de micro-finance, – Exonération de toutes taxes douanières et de tous impôts et taxes sur toutes importations relatives à la construction de son siège, ses agences et points de vente, – Exonération de tous impôts et taxes de quelque nature que ce soit sur les financements effectués par des ressources extérieures à la zone monétaire dans laquelle la filiale exerce ses activités, – Exonération des taxes douanières sur les importations des outils, équipements, meubles, voitures et de tous autres produits dont la BSIC a besoin pour ses activités.		1	DF
-----	-----	--	--	---	----

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
298	TVA	a) En phase de construction : – Exonération des droits, taxes et redevances de douanes y compris la TVA sur l'importation des biens, des équipements, outillages nécessaires à la réalisation des investissements ou des extensions des capacités hôtelières, Cette exonération ne vise pas les véhicules et automobiles conçus pour le transport des personnes. – La Société est passible de la taxe d'enregistrement (TE) à la douane, de la Redevance pour Traitement et de Liquidation (RTL) aux taux respectifs de 0,5% et de 2% de la valeur CAF.		4.2-a	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
299	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] vi) Les droits, taxes et redevances de douane, y compris la TVA à l'exception de la RTL sur l'importation des équipements, matériels, matériaux, outillages et engins entrant dans la réalisation des Projets.			DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
300	TVA	La République de Guinée garantit irrévocablement au Repreneur : – le droit d'importer tous biens d'équipements, matériels et outillages, matières premières ou consommables, produits finis ou semi-finis et plus généralement, tous biens nécessaires au Démarrage des Activités et d'exonérer, conformément au code des investissements, ces importations, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, des droits et taxes d'entrée, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, perçus à l'importation en République de Guinée.		6.1	DF

Contrat d'achat d'énergie d'août 2014 : projet K-Energie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

301	TVA	Pour l'ensemble des importations d'équipements, de matériaux, de centrale, de combustible, de véhicules et de toutes choses se rattachant directement ou indirectement au projet, le Fournisseur sera exonéré totalement des droits, taxes, redevance et de la RTL ainsi que toutes taxes futures. Exonération fiscales et douanières 1 Tous Droits de douane et autres tarifs d'entrée 2 Tous droits, taxes, impôts et autres tarifs intérieurs; notamment : (les taxes sur les activités financières, les taxes sur les intérêts débiteur banque et autres charges financières)	Certificat d'exonération MDB	17	DF
-----	-----	--	------------------------------	----	----

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
302	TVA	Est exemptée de tous droits et taxes d'entrée, y compris la TVA à l'importation de tous les équipements, matériels et outillages nécessaires au développement de la Banque. Cet avantage s'étendra lors de la construction du siège et des implantations de la BDG SA à l'intérieure du pays pour tous les équipements, matériels et outillages nécessaires à l'exécution desdits travaux. Toutefois, la BDG SA devra s'acquitter de la Taxe d'Enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF à la Douane et de la Redevance de Traitement et de Liquidation (RTL) au taux de 2% de la valeur CAF.		12	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
303	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur, l'Investisseur et la Société d'Exploitation, leurs Affiliés et le Personnel du Fournisseur bénéficieront, pour les activités du projet dont ils ont la charge, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matières premières, gros outillages, engins et véhicules.		8.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
304	TVA	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention [des] droits, taxes et redevances de douanes (y compris la TVA) sur l'importation des médicaments, dispositifs médicaux, des produits de santé définis dans la liste nationale des médicaments essentiels et la nomenclature nationale des spécialités et génériques.		4	NDF/DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

305	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevance de douane (y compris la TVA) sur l'importation des équipements, matériels et matériaux, outillages, engins, véhicules de tourisme et denrées alimentaires. Les pièces détachées pour ces biens d'équipement sont également exonérées.		15	DF
-----	-----	---	--	----	----

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
306	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
307	TVA	2. L'importation des matières consommables et emballages entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
308	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
309	TVA	2. L'importation des consommables entrant directement dans la réalisation du service de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
310	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
311	TVA	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
312	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
313	TVA	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

314	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
315	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
316	TVA	Au titre de la fiscalité douanière : – Les importations de biens d'équipements, de consommables, de produits chimiques, de matières premières et des intrants agricoles de la Soguipah sont exonérées de tous droits et taxes y compris la TVA ; – Toutefois, elles sont soumises au paiement de la RTL au taux de 2%.		5	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
317	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
318	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
319	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
320	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
321	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
322	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

323	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
324	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des outillages, matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
325	TVA	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
326	TVA	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
327	TVA	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 775	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
328	TVA	Exonération de l'archevêché "Mise à la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %) " : code 733	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

329	TVA	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après: l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA, TVA à l'importation, TE, RTL		5.1 à 5.5	DF
-----	-----	--	--	-----------	----

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Lourd à EDG par STAR OIL Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
330	TVA	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Certificat d'exonération à HUAWEI TECHNOLOGIES

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
331	TVA	Direction nationale des Impôts et Direction nationale des douanes Exonérations fiscales et douanières (voir contrat pour la fourniture et Installation de Dorsale nationale de Guinée...matériels à importer)	Certificat d'exonération MDB		DF

Arrêté d'agrément du 15/12/2014 du projet d'implantation et d'exploitation d'une minoterie de la société "Les Moulins d'Afrique"

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
332	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements... Durant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure de: l'exonération de la patente l'exonération de la CFU l'exonération du VF, de la TA à l'exclusion de la contribution de 1,5% pour la formation professionnelle		1	DF
333	TVA	Pendant toute la durée du projet initié, exonération partielle sur différentes taxations: CFU, patente, VF, TA jusqu'à la 8ème année.		2	DF

Arrêté A/2014/902/MIPMEPSP/SGG du... 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de production de Jus de fruit en pochette et en cannette de la société GOLDIS SARL à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
334	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF

335	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF
-----	-----	--	--	-----	--------

Contrat FED/2014/339-767 SOGEA-SATOM pour 54 645 102,00 Euros

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
336	TVA	La TVA et les autres taxes ne sont pas payés sur les fonds ayant leur origine l'Union européenne.	Contrat FED	4	NDF

Contrat N° PX051 du 26 Janvier 2015 relatif à la location de Camion citerne entre CBG et BATIPRO**Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux de canalisation et d'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux usées dans la Cité Victor Hugo à Kamsar**

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
337	TVA	A l'exception de la TVA, Le contractant (BATIPRO), est et reste entièrement responsable du paiement de toutes taxes et tous impôts dus à l'Etat Guinéen et à ses démembrements en raison de son existence ou de l'exécution du présent contrat. Les parties conviennent que la CBG, en vertu de sa convention de base, n'est pas assujettie à la TVA, tout montant relatif à la TVA dans les factures reste à la charge du contractant.	Chap Conditions particulières	7 9.3	NDF

Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux d'extension de la morgue de Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
338	TVA	A l'exception de la TVA, Le contractant (BATIPRO), est et reste entièrement responsable du paiement de toutes taxes et tous impôts dus à l'Etat Guinéen et à ses démembrements en raison de son existence ou de l'exécution du présent contrat. la CBG, en vertu de sa convention de base, n'est pas assujettie à la TVA. Par conséquent, la CBG ne paye pas la TVA à ses fournisseurs. Tout écart de TVA résultant des transactions avec la CBG ne peut, en aucune manière être imputable ou réclamée à la CBG.	Chap Conditions particulières	7 8.2	NDF

Convention du 04 aout 2016 pour la construction de la clôture, d'un bloc de latrine et l'aménagement d'un système d'adduction d'eau à la 3ème région militaire de Kankan par EGUITRAG

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
339	TVA	La présente convention relative aux travaux de construction de clôture...est libellée HORS TVA		8	DF

Arrêté d'agrément du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

340	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements d'extension, des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...		1	DF
-----	-----	---	--	---	----

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
341	TVA	L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels..., Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de: la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.		1	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
342	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements.. Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de : la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.		1	DF

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
343	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF

Contrat n° 2014/497... du 9 septembre 2014 du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Conakry de la société MATCO avec la SEG

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

344	TVA	Les Droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal d'importation 18% assis sur le montant total hors taxe du marché TVA sur les achats locaux des matériaux et les importations de matériaux qui restent la propriété de l'Etat. Les biens et équipements qui seront importés dans le cadre de l'exécution du présent marché bénéficieront du régime d'admission temporaire...		10	NDF/DF
-----	-----	---	--	----	--------

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
345	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat de travaux en 2010 entre le Ministère de l'énergie et de l'hydraulique de la république de guinée (EDG) et la société RMT Industrie pour la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de Conakry, zone de Ratoma

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
346	TVA	Droit et taxe à la charge de l'Etat: Droit fiscal d'importation (DFI) sur la valeur CAF des importations TVA assise sur le montant total du marché HT Droit d'enregistrement (gratis).		12-b	DF

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
347	TVA	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: ... Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS ... CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	NDF

Convention du 24 novembre 2008 entre la République de Guinée et la Société de Développement des mines Internationale Henan - Chine pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'allumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
348	TVA	L'investisseur, la Société et les sous traitants directs seront exonérés de TVA sur toutes les importations directement liées aux activités du projet à l'exception du matériel et des effets exclusivement réservés à l'usage personnel de la société.		21.3	DF

Protocole d'accord du 30 août 2017 entre la Direction Nationale des Impôt et la Société Bel Air Mining SAS, relatif à l'application du régime fiscale de la phase de construction du projet de ladite Société

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
349	TVA	La Société Bel Air Mining SAS est totalement exonérée de la TVA sur l'achat de tous services, biens et autres fournitures, sur les marchés intérieurs ou importés de l'étranger. Les contractant directs et exclusifs seront totalement exonérés de la TVA sur l'achat de tous services, biens et autres fournitures, sur les marchés intérieurs ou importés de l'étranger et ceux à compter du 1er janvier 2017.		1	DF

Convention de base du 19 décembre 2016 entre la république de guinée et la société des mines de Madihana (SMM) pour l'exploitation de gisements d'or dans la préfecture de Madihana

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
350	TVA	SMM, la société de recherche et ses sous-traitants exclusifs sont exonérés de la TVA		Annexe6-I	DF

Lois de Finances 2018

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
351	TVA	Détaxation du gaz domestique	Loi de Finance	Loi L/2017/N°0059	DF

Arrêté N° 260718/MEF/CAB/99 du Ministre de l'Economie et des Finances

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
352	TVA	Dans le cadre des projets publics sur financements extérieurs et en cas de transaction avec un fournisseur ayant un établissement en Guinée, la demande de CTSS est introduite au nom du projet par le chef de projet. Les CTSS sont libellés au nom du projet et ne couvrent que les droits et taxes de douane à l'exclusion de la TVA à l'importation qui est acquitté par l'importateur au nom du projet. Le projet s'acquitte auprès de l'importateur du prix TVA intérieur compris et peut ensuite introduire une demande de remboursement de la TVA à l'intérieur auprès de la DNI.	Arrêté N° 260718/MEF/CAB/99	Article 4	DF

6. Droit de douane (DD)**Code des douanes**

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
353	DD	Marchandises originaires du territoire douanier ou nationalisées par le paiement des droits et taxes d'entrée, en retour de l'étranger	CD 2015	278-1-a	NDF
354	DD	Dons ou des matériels et produits fournis gratuitement à l'Etat	CD 2015	278-1-d	NDF
355	DD	Envois de matériels ou de marchandises destinés à l'Etat ou importés pour son compte dans l'intérêt de la recherche scientifique ou de l'équipement technique du pays	CD 2015	278-1-e	NDF
356	DD	Envois destinés à des organismes officiels et présentant un caractère culturel ou social	CD 2015	278-1-f	NDF
357	DD	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015	278-1-g	DF
358	DD	Envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial	CD 2015	278-1-i	NDF
359	DD	Fournitures scolaires, des instruments, appareils et autres matériels à caractère éducatif destinés exclusivement aux Etablissements d'enseignement ou de recherche scientifique	CD 2015	278-1-j	NDF

360	DD	Sont exemptés des droits et taxes perçus au profit de l'Etat, les hydrocarbures, les lubrifiants, les houilles, les pièces de rechange, les objets de gréement (notamment machines à vapeurs, ancres, chaînes, machines et mécanique pour la manœuvre), les produits d'entretien et le matériel d'armement (notamment chaloupes, canaux), destinés à l'avitaillement des navires et des embarcations battant pavillon Guinéen, à l'exclusion des bateaux de plaisance ou de sport, qui naviguent en mer ou sur les cours d'eau affluant à la mer jusqu'au dernier Bureau ou Poste de Douane situé en amont	CD 2015	279	NDF
361	DD	Sont exemptés des droits et taxes applicables tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire douanier, les hydrocarbures, lubrifiants, les pièces de rechange et les produits d'entretien destinés aux aéronefs effectuant une navigation au-delà des frontières	CD 2015	285	NDF

Code des douanes 2015 et Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
362	DD	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les membres étrangers ayant rang de chef de mission, des organismes internationaux officiels siégeant en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-c	NDF
363	DD	Les écussons, sceaux, pavillons et emblèmes, les livres, archives et documents officiels, les fournitures et les mobiliers de bureaux adressés par leur Gouvernement aux services diplomatiques et consulaires en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-d	NDF
364	DD	Les petites quantités de marchandises destinées à être exposées à titre d'échantillons au siège des ambassades, consulats ou agences consulaires	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-e	NDF
365	DD	Les marchandises destinées à la Croix Rouge Guinéenne, et autres œuvres de solidarité de caractère national ou international	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-c ; 9	NDF
366	DD	Les matériels de guerre et équipements destinés à la gendarmerie, à l'Armée, à la Douane, au Corps national des Sapeurs-pompiers, à la Police nationale	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-h ; 37-h-1	NDF

Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
367	DD	Les dons offerts au Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-a	NDF
368	DD	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les Chefs d'Etat séjournant en République de Guinée, ainsi que les ambassadeurs et diplomates étrangers directement accrédités auprès du Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-b	NDF
369	DD	Les effets et objets en cours d'usage composant le mobilier personnel des étrangers autorisés à s'établir, à demeurer en République de Guinée ou des Guinéens qui rentrent définitivement dans leur pays	A/2006/1771	11	DF/NDF
370	DD	Les effets et objets personnels recueillis à titre d'héritage par des membres de la famille de défunt résidant en République de Guinée, lorsqu'ils leur sont personnellement destinés et portent des traces d'usage	A/2006/1771	15	NDF
371	DD	Les trousseaux d'élèves et d'étudiants résidant à l'étranger envoyés en Guinée pour y faire leurs études et ceux des étudiants Guinéens de retour dans leur territoire d'origine	A/2006/1771	19	NDF

372	DD	Les dons en nature offerts ou les produits et matériels fournis gratuitement à l'Etat par des Etats étrangers, ou organismes internationaux, sous réserve que lesdits objets soient destinés aux besoins exclusif de l'Etat	A/2006/1771	23	NDF
373	DD	Les objets destinés aux collections des musées et bibliothèques publics, à l'exclusion des fournitures ou articles d'usage courant, alors même qu'ils ne rentrent pas dans la classe des objets de collection proprement dits. Dans ce cas, il est indispensable que les objets aient un caractère éducatif et culturel.	A/2006/1771	25	NDF
374	DD	Les instruments et appareils adressés aux établissements d'enseignement ou de recherches scientifiques ou considérés comme tels	A/2006/1771	28	NDF
375	DD	Les enregistrements (notamment disques enregistrés, bandes, films et films magnétiques) adressés directement à la Radiodiffusion et Télévision Guinéenne (R.T.G.)	A/2006/1771	30	DF
376	DD	Les envois de matériel technique destiné au fonctionnement et à l'entretien des phares et balises de Guinée	A/2006/1771	32	DF
377	DD	Le matériel technique importé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Guinée ou pour tous autres services chargés de la sécurité aérienne destiné à assurer la sécurité de la navigation aérienne	A/2006/1771	35	NDF
378	DD	Les couronnes mortuaires et autres objets (croix, fleurs, motifs, palmes notamment) destinés à la décoration des tombes des personnes inhumées en Guinée et importés en dehors de toute idée commerciale	A/2006/1771	37-a	DF
379	DD	Les dépouilles mortelles	A/2006/1771	37-b	NDF
380	DD	Les dons et secours aux prisonniers de guerre	A/2006/1771	37-c	NDF
381	DD	Les objets apportés par les voyageurs	A/2006/1771	37-d	DF
382	DD	Les vêtements et effets personnels lorsqu'ils portent des traces d'usage	A/2006/1771	37-d-1	NDF
383	DD	Les habits de théâtre qui suivent les acteurs dans leurs déplacements et instruments de musique des artistes ambulants	A/2006/1771	37-d-2	NDF
384	DD	Les décorations envoyées directement aux intéressés à l'exclusion de celles ornées de pierres précieuses	A/2006/1771	37-e	NDF
385	DD	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771	37-f	DF
386	DD	Les récompenses décernées à des sociétés sportives ou autres, au cours d'épreuves, concours ou compétitions disputées hors de la Guinée	A/2006/1771	37-g	DF
387	DD	Les objets d'avitaillement destinés aux bâtiments de guerre stationnant en Guinée	A/2006/1771	37-h-2	NDF
388	DD	Les échantillons de médicaments et de spécialités pharmaceutiques portant la mention « échantillon médical » adressés gratuitement à la Direction de la Santé publique ou directement aux médecins par les fabricants	A/2006/1771	37-i-1	NDF
389	DD	Les médicaments adressés à la Direction chargée de l'élevage et spécifiquement destinés à la lutte contre les maladies endémiques tropicales	A/2006/1771	37-i-2	NDF
390	DD	Les produits, matériels et équipements médicaux destinés aux formations sanitaires et hospitalières de l'Etat	A/2006/1771	37-j	DF/NDF
391	DD	Les échantillons d'objets fabriqués, considérés comme sans valeur marchande, dépareillés ou incomplets et présentés dans des conditions telles qu'ils peuvent être utilisés que comme modèle ou types	A/2006/1771	37-k	NDF

392	DD	Le matériel technique destiné aux recherches minières et importé en Guinée par le Ministère chargé des mines ou pour son compte	A/2006/1771	37-l	DF
393	DD	Les instruments scientifiques techniques appartenant à l'Etat, ainsi que les photographies aériennes, et destinées au Service géographique pour le relevé des cartes	A/2006/1771	37-m	DF/NDF
394	DD	Les envois gratuits alimentaires adressés au Gouvernement Guinéen et destinés à être répartis gratuitement	A/2006/1771	37-n	NDF
395	DD	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de la Santé publique	A/2006/1771	37-o	NDF
396	DD	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de l'éducation de la Guinée	A/2006/1771	37-o	NDF
397	DD	Le matériel importé par les entreprises de transports aériens étrangers en Guinée (sous réserve de réciprocité) ainsi que les Compagnies aériennes nationales, pour être utilisée à l'intérieur des limites d'un aéroport international en vue de la mise en œuvre ou de l'exploitation des services aériens internationaux assurés par les dites entreprises	A/2006/1771	37-p	NDF
398	DD	Les insecticides et produits chimiques à usage d'insecticides importés par la Direction de la Santé Publique et spécifiquement destinés à la lutte contre les grandes endémies	A/2006/1771	37-q	NDF
399	DD	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771	37-r	DF
400	DD	Les imprimés présentant un caractère général et dépourvu de tout caractère commercial, destinés à des établissements du secteur public	A/2006/1771	37-s	DF/NDF

Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
401	DD	A. Les engrais : Urée, Sulfate d'ammonium. Triple superphosphate, Sulfate de potasse. NPK (17- 17- 17). NPK (15 - 15- 15) et d'une façon générale, tous les engrais figurant au chapitre 31 du Tarif des douanes, ainsi que les Dolomies et les chaux des Positions tarifaires 25-18 et 25-22. Lorsque ces deux derniers produits sont destinés à être utilisés comme amendements de terrains agricoles en correction de pH.	D/97/205	2-A	NDF
402	DD	B. Les Produits Phytosanitaires : Bénomyl 50 WP, Thiophanate Méthyle, 70 % WP. Diuron 80 WP, Glyphosate 36 % SC, Pi perophos 14,5 + Propanil 25% EC, Thiobencarbe 40 .. Propanil 20 9, EC. Cyhalothrine 10 % EC, Cyfluthrine 5 % EC, Diazinon 60 % EC, Féntrothion 25 9c + Fenvalérate 5 % EC, Pyriniphos-Methyl 50 % EC, Carbure de calcium. Ethéphon. les huiles de plantation et, d'une façon générale, les produits des Chapitres 28 et 29 du Tarif des Douanes, dès lors qu'ils sont utilisés comme engrais, insecticides, herbicides pesticides, fongicides, hormones et autres intrants agricoles pour l'agriculture, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage domestique.	D/97/205	2-B	NDF
403	DD	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les œufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205	2-C	NDF

404	DD	D. Les produits entrant dans les activités d'exportation tels que : 1) Caisses et plateaux d'emballage en carton ou en polystyrène expansé pour fruits, légumes et produits animaux destinés à l'exportation, stickers étiquettes produits de traitement antifongique, cornières de palettisation, coiffe-palettes, palettes, cageots, cerceuses, feuillards, filets, machines à calibrer.	D/97/205	2-D-1	NDF
405	DD	2) Les matières premières suivantes importées par campagne d'exportation et destinées à l'industrie locale : – rouleaux de papier kraft ; – rouleaux de papier serai-chimique (fluting) ; – rouleaux de papier blanc (white top) ; – colle amidon de maïs ; – granulés de polystyrène ; – formes de découpe ; – clichés d'impression.	D/97/205	2-D-2	NDF
406	DD	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205	2-E	NDF
407	DD	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs «In-Bord» (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205	2-F	NDF
408	DD	Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont : – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d'irrigations par aspersion et de goutte-à goutte (pompes). Motopompes. Tuyaux en matières plastiques et en métal. Goutteurs. Asperseurs et accessoires. Filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord» (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage.	D/97/205	3	DF
409	DD	Un Arrêté du Ministre chargé des Finances, fixe, sur proposition des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, au début de chaque campagne, la liste des matériels et outillages pouvant bénéficier d'une exonération partielle des droits et taxes à l'importation suivant les catégories ci-après : – les groupes électrogènes utilisés pour la production de froid, le fonctionnement de conteneurs réfrigérés ou de calibreuses ; – les transpalettes, les chariots élévateurs, les équipements frigorifiques, les panneaux isolants.	D/97/205	4	DF

Décret D/97/039/PRG/SGG du 28 mars 1997 portant régime des exonérations douanières et fiscales applicable aux organisations non gouvernementales

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

410	DD	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039 - A 589 07/02/2001	1	DF
-----	----	---	-----------------------------------	---	----

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
411	DD	Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants : a) au titre des droits de douane : Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF	LFI 2014	21	DF
412	DD	[Pendant la phase de production] a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%. b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.	LFI 2014	22	DF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
413	DD	Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douane au taux unique de cinq pour cent (5%) : – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi-finis ; – pour l'importation des biens visés à la troisième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les consommables destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi finis, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. [...] Toutefois, par exception au premier paragraphe du présent article, les importations de fioul lourd destiné à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.	CM 2011, 2013	179 nouveau	DF

414	DD	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douanes au taux unique de six virgule cinq pour cent (6,5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes ; – pour l'importation des biens visés à la deuxième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les matières premières et autres consommables destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. <p>[...]</p> <p>Toutefois, par exception au présent article, les importations de fioul lourd destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013	180 nouveau	DF
415	DD	<p>Les effets personnels importés par les employés expatriés des titulaires d'un Titre minier sont exonérés de droits de douanes.</p> <p>On entend par effets personnels, les effets à usage domestique et n'ayant aucun caractère commercial, dans la mesure où ils sont importés en quantité raisonnable.</p>	CM 2011, 2013	170-II nouveau	NDF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
416	DD	Les matériaux, matériels, machines, équipements, engins et véhicules, pièces de rechange et produits consommables destinés aux Opérations Pétrolières et figurant sur les listes douanières spécifiques établies selon les dispositions de l'article 95 du présent Code peuvent être importés (i) soit en exonération de droits et taxes de douane, (ii) soit en admission temporaire avec suspension des droits et taxes de douane pour ceux destinés à être réexportés après utilisation.	CP 2014	94	DF
417	DD	Les personnes physiques de nationalité étrangère employées par les Contractants et leurs sous-traitants directs sont exonérées, à l'exception de la redevance pour le traitement des liquidations (RTL), de tous droits et taxes relatifs à l'importation de leurs objets et effets personnels lors de leur première installation en Guinée et à leur réexportation, et bénéficient du régime de l'importation en admission temporaire exceptionnelle d'un (1) véhicule par ménage.	CP 2014	98	DF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

418	DD	La Société, ses entrepreneurs et ses sous-traitants bénéficieront des avantages douaniers suivants, pendant la phase de recherches, de développement, de construction, et d'extension de la production ainsi que pendant les deux premières années de production. [...] c) L'exonération des droits et taxes d'entrée y compris la redevance pour traitement et liquidation (R.T.L.) exigible sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, le matériel informatique et accessoires, le matériel de communication et accessoires, les pièces de rechanges (à l'exclusion de celles destinées aux véhicules à usage privé, et à l'exclusion des produits alimentaires), les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés au fonctionnement de la mine et/ou à y être incorporés définitivement.		15.1-c	DF
419	DD	Après la période d'exonération initiale de deux ans, tous les biens, matériels, équipements, matières premières non alimentaires, équipements industriels de remplacement et produits assimilés (c'est-à-dire : tous les biens de consommation tels que ciment, cyanure, etc...) importés par la SMD, ses sous-traitants et entrepreneurs, pour les besoins de l'exploitation acquitteront au maximum un droit de douane privilégié calculé sur la base de 7,6% de la valeur des biens importés et seront exonérés de tous autres droits et/ou taxe d'entrée quels qu'ils soient, tels que, mais non limités aux droits fiscaux, T.C.A., droits de douane, taxe de contrôle, redevances et droits statistiques. Ce taux cumulé de 7,6% sera dû de la 3 ^e à la 5 ^e année. Après la 5 ^e année la Société payera le taux cumulé des droits de douane de 10%. Le régime douanier ainsi défini n'est pas applicable aux produits pétroliers.		15.2	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
420	DD	Les Biens importés en Guinée par la Société ou par des conseillers, entrepreneurs ou sous-traitants durant la période et aux fins de (i) l'exploitation, (ii) la construction et la mise en service d'une entreprise minière de la société, (iii) pendant les deux premières années de production commerciale d'une entreprise minière de la Société, et (iv) de l'extension d'une entreprise minière de la Société, jouiront des exemptions suivantes : [...] (b) les autres Biens importés seront exemptés de taxes d'importation et de droits et impôts similaires, y compris la RTL.		13.5-b	DF
421	DD	Les Biens importés en Guinée et qui ne peuvent pas bénéficier de l'exemption en vertu de la Clause 13.5, seront soumis à des droits de douane comme suit : (a) 5,6% de la valeur à l'importation pendant les 10 premières années d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée ; (b) 10% de la valeur à l'importation au-delà de la 10 ^e année d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée.		13.7	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

422	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevances de douane (y compris) la TVA sur l'importation des équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules, à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérées.		20	DF
-----	----	--	--	----	----

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
423	DD	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études complémentaires,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevance de douane.		28.1.3	DF
424	DD	A compter de la décision d'investissement et de la date de démarrage des travaux de constructions ou d'extension telle que définie par l'Etude de faisabilité (TEO) et la présente Convention, la Société bénéficie, pour ses activités liées au Projet, de l'exonération de tous les droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillage, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, lubrifiants et carburants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		28.2.1	DF
425	DD	A compter de la date de première production commerciale, la Société et ses Soumissionnaires bénéficient pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération totale des droits, taxes (y compris la TVA et la taxe d'enregistrement de 0,5% de la valeur CAF) et redevance de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme), ainsi que les matières premières, pièces de rechange et consommable utilisés directement aux opérations d'exploitation et de transformation nécessaire au Projet, seront exonérés.		28.3.1	DF
426	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) et lubrifiants nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances sur les produits pétroliers et lubrifiants importés.		28.4.1	DF
427	DD	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances par rapport aux explosifs importés.		28.5.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
428	DD	Les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficient de l'exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		26.3	DF

429	DD	Jusqu'à la clôture de l'exercice fiscal durant lequel interviendra le démarrage de l'exploitation commerciale, la Société et ses sous-traitants directs sont totalement exonérés de tous droits, taxes et redevances douaniers sur les biens d'équipement, matériels, gros outillages, engins et véhicules (hors véhicules de tourisme) ainsi que les fournitures importées appartenant à la 1ère catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, ainsi que sur les pièces détachées, gas-oil et lubrifiant accompagnant les matériels et équipements. Cependant, ces importations sont assujetties au paiement d'une taxe d'enregistrement de 0,5% de leur valeur CAF. Le montant perçu à cet effet ne doit pas excéder le montant maximum fixé par la loi des finances.		27.1	DF
430	DD	Les fournitures importées appartenant à la 2ème catégorie visée à l'article 153 du Code Minier et destinées à la transformation sur place des minerais en produits finis et semi-finis (pellets, fines d'agglomération), sont exonérés de tous droits et taxes de douane. Les fournitures importées appartenant à la 1ère et à la 3ème catégories visées à l'article 153 du Code Minier et destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux de 5,6% de leur valeur FOB.		27.2.1	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
431	DD	A compter de la date de signature des présentes, l'Investisseur, ses prestataires, fournisseurs et Sous-traitants directs bénéficieront [pendant la phase des travaux de construction et de toutes extension], pour leurs activités liées au Projet, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des véhicules de transport de denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement, à la douane d'une taxe d'enregistrement, au taux de 2% de la valeur CAF des biens importés, le montant ainsi prélevé ne pouvant dépasser 20 000 000 de francs guinéens par an.		30.1	DF
432	DD	[Pendant la phase des opérations d'exploitation et de transformation,] les équipements, matériaux, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers et industriels, (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants (à l'exception de l'essence), lubrifiants, autres produits pétroliers, charbons et matières premières et consommables (à l'exception des denrées alimentaires) participant directement aux opérations d'extraction et à la transformation de la bauxite seront exemptés de toute taxe douanière. [...] Aucune taxe douanière n'est exigible pour les équipements, matériaux, gros outillage, engins participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires et de transport nécessaires au Projet.		31.1	DF
433	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés.		31.1.2	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
434	DD	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation de biens, y compris, sans que cela soit limitatif, les équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CAF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée et des taxes d'enregistrement payables au titre des autres stipulations du présent Article 30 ne pourra dépasser 100 000 USD par an.		30.1	DF
435	DD	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, les Investisseurs, la Société, les Affiliées et les Sous-Traitants Directs seront tenus, pour les Activités du Projet, d'acquitter seulement : (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, dans la mesure où la Société a établi que de tels biens constituent des investissements en capital conformément au US GAAP ; [...]		30.3-i	DF
436	DD	Les produits pétroliers et le charbon (à l'exception de l'essence) liés aux Activités du Projet peuvent être importés par les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des Droits de Douane sur les produits pétroliers et le charbon entrant directement dans le processus de transformation de la bauxite en alumine, ainsi que les produits pétroliers et le charbon servant à produire l'énergie à cet effet.		30.4.1	DF
437	DD	Les investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs pourront importer les explosifs industriels et leurs composants aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu [...], que les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs seront exonérés des Droits de Douane sur ces éléments durant la Phase de Construction et seront soumis au droit d'entrée unique de 5,6% de la valeur FOB de tels éléments pendant la Phase d'Exploitation et de Transformation.		30.5.1	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

438	DD	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'investisseur, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation (sans toutefois limiter le caractère général de ce qui précède) des équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CIF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée ne pourra dépasser 100 000 USD par an. Les travaux d'extension bénéficieront des mêmes avantages.		30.1	DF
439	DD	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, la Société et les Sous-traitants directs seront tenus, pour leur activité liée au Projet, d'acquitter les droits et taxes douaniers en vigueur à la date de la signature de la présente Convention à l'exception de ce qui suit. (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, tels que définis dans la liste minière.		30.3-i	DF
440	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés appartenant à la deuxième catégorie définie à l'Article 153 du Code Minier.		30.4.1	DF
441	DD	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée des impôts (la TVA comprise).		30.5.1	DF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
442	DD	A compter de la date de démarrage des travaux de construction, la Société et ses Sous-Traitants directs bénéficieront pour leurs activités liées au projet, de l'exonération des droits et taxes, et redevances de douane sur les biens relevant de la Catégorie I ainsi que les pièces détachées et les lubrifiants à l'exception de la taxe d'enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF avec un plafond maximum fixé par la Loi des Finances et de la redevance sur la prestation administrative (RPA).		34.4	DF
443	DD	Les biens importés appartenant à la Catégorie 2, et destinés à la transformation du Produit Minier en produits finis et semi-finis seront exonérés de taxes et droits de douanes. Les biens importés appartenant à la Catégorie 1 ou à la Catégorie 3 et destinés à l'extraction et à la valorisation du Produit Minier sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces biens ainsi qu'à la redevance sur la prestation administrative.		34.5	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

444	DD	[Pendant la phase de travaux de construction et aux travaux d'extension] A partir de la date de la présente Convention, l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants bénéficieront, dans le cadre des activités liées au Projet, d'une exonération complète des droits de douane, prélèvements, taxes, frais et redevances sur l'importation et la réexportation d'équipements, matériels, machinerie lourde, véhicules et machines à l'exception des véhicules de tourisme ou véhicules destinés au transport de produits alimentaires. [...] Les composants, lubrifiants et combustibles (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces équipements bénéficient également de l'exonération. [...] Toutefois, les produits susvisés seront soumis au paiement d'un droit d'enregistrement dû aux Autorités douanières au taux de 0,5% de la valeur CIF des produits importés dont le montant total perçu n'excède pas un maximum fixé par la Loi des Finances.		37.1	DF
445	DD	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la deuxième (2ème) catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, à savoir les matières premières et consommables nécessaires à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis, ainsi que les produits pétroliers servant à produire de l'énergie à cet effet sont exonérés de droits et taxes de douanes.		38	DF
446	DD	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la première (1ère) et à la troisième (3ème) catégorie visées à l'article 153 du Code Minier, à savoir d'une part les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et d'autre part les matières premières et consommables nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, lorsqu'elles sont destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces fournitures.		38	DF
447	DD	(A) Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la mise en œuvre du Projet pourront être importés par l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants et devront se conformer aux spécifications en vigueur. Ceux-ci seront exonérés de tous droits et taxes (y compris la TVA).		38.1-A	DF
448	DD	(A) L'Investisseur et IMD seront en droit d'importer des explosifs industriels destinés au Projet, étant entendu que la Société sera exonérée de tout Impôt (y compris la TVA) sur ces produits.		38.2-A	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

449	DD	<p>L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, à l'exception de la redevance sur des traitements de liquidations (RTL).</p> <p>L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficieront d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés pendant la période de deux (2) ans à compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine pour les importations effectuées dans le cadre de la continuation de la construction du Projet à condition que le Projet ait été réalisé à soixante dix pourcent (70%).</p>		Annexe E-2-A	DF
450	DD	<p>A compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, les importations des matières destinées exclusivement à l'extraction de la bauxite et à la transformation de la bauxite en alumine tels que le charbon, la chaux, la soude caustique, le floculent, le lubrifiant, le gaz naturel, l'acide, etc. (sans que cette liste soit exhaustive) ainsi que le fioul lourd et autres combustibles servant à produire de l'énergie pour la transformation de la bauxite en alumine sont exonérés de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La RTL, – La taxe d'enregistrement (TE), – Les centimes additionnels (CA), et – Le prélèvement communautaire (PC). <p>Les équipements, matériels, outillages destinés à l'extraction du Minerai seront assujettis à un droit de douane au taux unique de 6,5%. Les équipements, matériels, outillages destinés à la transformation de la bauxite en alumine sont soumis à un droit de douane au taux unique de 5%.</p>		Annexe E-3-A-I	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
451	DD	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		30.2	DF
452	DD	A compter de la date précédente immédiatement le début des travaux préliminaires et l'achat et le transport des éléments nécessitant de longs délais de livraison pour la construction de la mine, SIMFER S.A. et ses Sous-Triatants Directs bénéficieront, pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération des droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, carburants et lubrifiants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		31.1	DF
453	DD	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] a) Les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants, lubrifiants, autres produits pétroliers et matières premières et consommables participant directement aux opérations d'extraction et à la valorisation du minerai (non compris dans les denrées alimentaires) sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB des importations.		32-a	DF

454	DD	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] b) Par exception aux stipulations de l'Article 32(a), aucune taxe à l'importation ni aucuns droits de douanes ne sont exigibles pour les équipements, matériels, gros outillage, carburants, lubrifiants et tout autre produit pétrolier, engins et véhicules participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures de transport et d'évacuation nécessaires aux Infrastructures du Projets et aux Infrastructures Minières.		32-b	DF
-----	----	---	--	------	----

Accord du 11 avril 1976 entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée relatif aux transports aériens

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
455	DD	1. Les aéronefs utilisées par les entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes, introduits sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autre droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit.		3-b-1	NDF
456	DD	2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe (1) ci-dessus seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires.		3-b-2	NDF
457	DD	3. Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre et réimportés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.		3-b-3	NDF

Accord du 2 avril 2015 entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
458	DD	Chaque Partie Contractante exempte les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante des restrictions à l'importation, des droits de douane, des droits d'accises, des frais d'inspection, et des autres taxes et droits nationaux, régionaux ou locaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, l'équipement au sol, les provisions de bord et les autres articles destinés à être utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs des entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante assurant les services convenus, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole des entreprises et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par ces entreprises désignées.		12-1	NDF
459	DD	Les bagages et marchandises en transit direct sont exemptés des droits de douane et autres taxes.		12-4	NDF

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

460	DD	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : – Exonération de tous impôts, toutes taxes douanières sur les activités relatives au financement du développement et de la lutte contre la pauvreté y compris le financement de l'activité de micro-finance, – Exonération de toutes taxes douanières et de tous impôts et taxes sur toutes importations relatives à la construction de son siège, ses agences et points de vente, – Exonération de tous impôts et taxes de quelque nature que ce soit sur les financements effectués par des ressources extérieures à la zone monétaire dans laquelle la filiale exerce ses activités, – Exonération des taxes douanières sur les importations des outils, équipements, meubles, voitures et de tous autres produits dont la BSIC a besoin pour ses activités.		1	DF
-----	----	--	--	---	----

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
461	DD	a) En phase de construction : – Exonération des droits, taxes et redevances de douanes y compris la TVA sur l'importation des biens, des équipements, outillages nécessaires à la réalisation des investissements ou des extensions des capacités hôtelières, Cette exonération ne vise pas les véhicules et automobiles conçus pour le transport des personnes. – La Société est passible de la taxe d'enregistrement (TE) à la douane, de la Redevance pour Traitement et de Liquidation (RTL) aux taux respectifs de 0,5% et de 2% de la valeur CAF.		4.2-a	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcões SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
462	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] vi) Les droits, taxes et redevances de douane, y compris la TVA à l'exception de la RTL sur l'importation des équipements, matériels, matériaux, outillages et engins entrant dans la réalisation des Projets.			DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
463	DD	La République de Guinée garantit irrévocablement au Repreneur : – le droit d'importer tous biens d'équipements, matériels et outillages, matières premières ou consommables, produits finis ou semi-finis et plus généralement, tous biens nécessaires au Démarrage des Activités et d'exonérer, conformément au code des investissements, ces importations, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, des droits et taxes d'entrée, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, perçus à l'importation en République de Guinée.		6.1	DF

Contrat d'achat d'énergie d'août 2014 : projet K-Energie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
464	DD	Pour l'ensemble des importations d'équipements, de matériaux, de centrale, de combustible, de véhicules et de toutes choses se rattachant directement ou indirectement au projet, le Fournisseur sera exonéré totalement des droits, taxes, redevance et de la RTL ainsi que toutes taxes futures.		17	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
465	DD	Est exemptée de tous droits et taxes d'entrée, y compris la TVA à l'importation de tous les équipements, matériels et outillages nécessaires au développement de la Banque. Cet avantage s'étendra lors de la construction du siège et des implantations de la BDG SA à l'intérieure du pays pour tous les équipements, matériels et outillages nécessaires à l'exécution desdits travaux. Toutefois, la BDG SA devra s'acquitter de la Taxe d'Enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF à la Douane et de la Redevance de Traitement et de Liquidation (RTL) au taux de 2% de la valeur CAF.		12	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
466	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur, l'Investisseur et la Société d'Exploitation, leurs Affiliés et le Personnel du Fournisseur bénéficieront, pour les activités du projet dont ils ont la charge, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matières premières, gros outillages, engins et véhicules.		8.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
467	DD	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention [des] droits, taxes et redevances de douanes (y compris la TVA) sur l'importation des médicaments, dispositifs médicaux, des produits de santé définis dans la liste nationale des médicaments essentiels et la nomenclature nationale des spécialités et génériques.		4	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
468	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevance de douane (y compris la TVA) sur l'importation des équipements, matériels et matériaux, outillages, engins, véhicules de tourisme et denrées alimentaires. Les pièces détachées pour ces biens d'équipement sont également exonérées.		15	DF

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
469	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
470	DD	2. L'importation des matières consommables et emballages entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
471	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
472	DD	2. L'importation des consommables entrant directement dans la réalisation du service de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

473	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
474	DD	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
475	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
476	DD	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

477	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
478	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
479	DD	Au titre de la fiscalité douanière : – Les importations de biens d'équipements, de consommables, de produits chimiques, de matières premières et des intrants agricoles de la Soguipah sont exonérées de tous droits et taxes y compris la TVA ; – Toutefois, elles sont soumises au paiement de la RTL au taux de 2%.		5	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
480	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
481	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
482	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
483	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
484	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
485	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

486	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
487	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des outillages, matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
488	DD	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
489	DD	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
490	DD	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 775	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
491	DD	Exonération de l'archevêché "Mise à la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %)" : code 733	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF

Contrat FED/2014/339-767 SOGEA-SATOM pour 54 645 102,00 Euros

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
492	DD	La TVA et les autres taxes ne sont pas payés sur les fonds ayant leur origine l'Union européenne.	Contrat FED	4	NDF

Contrat N° PX051 du 26 Janvier 2015 relatif à la location de Camion citerne entre CBG et BATIPRO

Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux de canalisation et d'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux usées dans la Cité Victor Hugo à Kamsar

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

493	DD	<p>exonération pendant la période de réalisation des investissements d'extension, des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...</p> <p>L'importation des matières premières entrant dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toute autre taxes, sauf la TVA, sans limite de durée.</p>		1 et 2	DF
-----	----	---	--	--------	----

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
494	DD	<p>L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels...,</p> <p>Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de:</p> <p>la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.</p>		1	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
495	DD	<p>Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...</p> <p>Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de :</p> <p>la patente ; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.</p>		1	DF

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
496	DD	<p>[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont :</p> <p>1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.</p>		1-1	DF

Contrat n° 2014/497... du 9 septembre 2014 du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Conakry de la société MATCO avec la SEG					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
497	DD	Les Droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal d'importation 18% assis sur le montant total hors taxe du marché TVA sur les achats locaux des matériaux et les importations de matériaux qui restent la propriété de l'Etat. Les biens et équipements qui seront importés dans le cadre de l'exécution du présent marché bénéficieront du régime d'admission temporaire...		10	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
498	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat de travaux en 2010 entre le Ministère de l'énergie et de l'hydraulique de la république de guinée (EDG) et la société RMT Industrie pour la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de Conakry, zone de Ratoma					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
499	DD	Droit et taxe à la charge de l'Etat : Droit fiscal d'importation (DFI) sur la valeur CAF des importation TVA assise sur le montant total du marché HT Droit d'enregistrement (gratuit).		12-b	DF

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
500	DD	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat : ... Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS ... CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	DF

Convention du 24 novembre 2008 entre la République de Guinée et la Société de Développement des mines Internationale Henan - Chine pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine					
--	--	--	--	--	--

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
501	DD	A l'exception des impôts, droits et taxes, droits de douane énumérés au présent article et qui s'appliquent selon la loi applicable et les conditions figurant dans la convention et ses annexes, l'investisseur, la société et les sous-traitants directs ne seront soumis à aucun autre impôt et taxe ou droit de douane pendant la durée de la période de stabilisation définie à l'article 25 de la convention.Droit de douane à l'importation au taux unique de 5,6%...		21.2	DF

Convention de base du 19 décembre 2016 entre la république de guinée et la société des mines de Mandiana (SMM) pour l'exploitation de gisements d'or dans la préfecture de Madiana

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
502	DD	... le taux des droits de douane applicable pendant les 5 premières années à compter de la date de première production commerciale sera égal à cinq pourcents (5%)...		Annexe6-L	DF

7. Droit d'accises (DA)

Taxe spécifique sur les boissons alcoolisées et autres produits spécifiques

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
503	DA	Produits médicamenteux alcoolisés sauf l'alcool de menthe	CGI 2015	430	NDF
504	DA	Boissons alcoolisées destinées à l'exportation à la condition qu'elles soient inscrites sur un registre spécial avec indication de la date d'envoi, de la quantité envoyée et du lieu de destination (N° certificat d'exportation)	CGI 2015	430	NDF
505	DA	Boissons alcoolisées ayant déjà supporté la taxe spécifique sur les boissons alcoolisées soit à l'entrée soit à l'intérieur	CGI 2015	430	NDF
506	DA	Ecart de taxation entre la production locale – Sobragui et GIB - (surtaxe : taxe spécifique) et bières importées (taxe ad valorem de 47%)	Tarif douanier 2013/ CGI 2015 / directive CEDEAO	Art. 6 du tarif douanier 2013 ; Art. 11 de la directive CEDEAO ; Art. 430 du CGI	DF
507	DA	Exonération totale ou partielle sur les codes SH2402 et SH2403 (Tabac)	LFI 2018		DF

C. Liste des produits exonérés

Produits et Services	Exoneration
Accommodation Services	Non
Actual and Imputed Rentals for Housing	Non
All Products and Services	Non
Animal Drawn Vehicles	Non
Appliances, Articles and Products for Personal Care	Non
Audio-Visual, Photographic and Information Processing Equipment	Non
Beef and Veal	Non
Beer	Non
Bicycles	Non
Bread	Oui
Butter and Margarine	Non
Carpets and Other Floor Coverings	Non
Catering Service	Non
Cheese	Non
Cleaning, Repair and Hire of Clothing	Non
Clothing Material, Other Articles of Clothing and Clothing Accessories	Non
Coffee, Tea and Cocoa	Non
Combined Passenger Transport	Non
Confectionery, Chocolate and Ice Cream	Non
Cultural services	Non
Dental Services	Non
Domestic Services	Non
Education	Non
Eggs and Egg-Based Products	Non
Electricity	Oui
Food Products n.e.c.	Non
Fresh Milk	Non
Fresh or Chilled Fruit	Non
Fresh or Chilled Potatoes	Non
Fresh or Chilled Vegetables Other than Potatoes	Non
Fresh, Chilled or Frozen Fish and Seafood	Oui
Frozen, Preserved or Processed Fruit and Fruit-based Product	Non
Frozen, Preserved or Processed Vegetables and Vegetable-based Product	Non
Fuels and Lubricants for Personal Transport Equipment	Non
Furniture and Furnishings	Non
Games of chance	Non
Garden and Pets	Non
Garments	Non
Gas	Oui
Glassware, Tableware and Household Utensils	Non
Hairdressing Salons and Personal Grooming Establishments	Non
Hospital Services	Non
Household Services	Non

Household Textiles	Non
Insurance	Non
Jams, Marmalades and Honey	Non
Jewellery, Clocks and Watches	Non
Lamb, Mutton and Goat	Non
Maintenance and Repair of Other Major Durables for Recreation and Culture	Non
Maintenance and Repair of Personal Transport Equipment	Non
Maintenance and Repair of the Dwelling	Non
Major Durables for Outdoor and Indoor Recreation	Non
Major Household Appliances Whether Electric or Not	Non
Major Tools and Equipment	Non
Medical Services	Non
Mineral Waters, Soft Drinks, Fruit and Vegetable Juices	Non
Miscellaneous Services Relating to the Dwelling	Non
Motor Cars	Non
Motor Cycles	Non
Narcotics	Non
Newspapers, Books and Stationery	Oui
Non-Durable Household Goods	Non
Other Bakery Products	Non
Other Cereals, Flour and Other Products	Oui
Other Edible Oil and Fats	Oui
Other Financial Services n.e.c.	Non
Other Fuels	Non
Other Meats and Meat Preparations	Non
Other Medical Products	Non
Other Personal Effects	Non
Other Purchase Transport Services	Non
Other Recreational Items and Equipment	Non
Other Services in Respect of Personal Transport Equipment	Non
Other Services n.e.c.	Non
Package Holidays	Non
Paramedical Services	Non
Passenger Transport by Air	Non
Passenger Transport by Railway	Non
Passenger Transport by Road	Non
Passenger Transport by Sea and Inland Waterway	Non
Pasta Products	Non
Pharmaceuticals Products	Oui
Pork	Non
Postal Services	Non
Poultry	Non
Preserved Milk and Other Milk Products	Non
Preserved or Processed Fish and Seafood	Oui
Recording Media	Non
Recreational and Sporting Services	Non
Repair and Hire of Footwear	Non

Repair of Audio-Visual, Photographic and Information Process. Equipment	Non
Repair of Furniture, Furnishings and Floor Coverings	Non
Repair of Household Appliances	Non
Rice	Oui
Shoes and Other Footwear	Non
Small Electric Household Appliances	Non
Small Tools and Miscellaneous Accessories	Non
Social Protection	Non
Spirits	Non
Sugar	Non
Telephone and Telefax Equipment	Non
Telephone and Telefax Services	Non
Therapeutic Appliances and Equipment	Non
Tobacco	Non
Veterinary and Other Services for Pets	Non
Water Utility	Oui
Wine	Non